



Mémoire Présenté par :
Tsafack Nguetsop Emilie
Evélyn

Université de Yaoude II
Faculté des Sciences
Economiques et de Gestion

Investissements et politiques de réduction de la pauvreté au Cameroun

Novembre 2006

12 SEP. 2007

1402.06

TSA

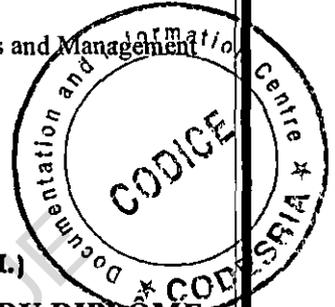
13647

UNIVERSITE DE YAOUNDE II
UNIVERSITY OF YAOUNDE II

Faculté des Sciences Economiques
et de Gestion



Faculty of Economics and Management



Programme de Troisième Cycle Inter Universitaire (P.T.C.I.)

**MEMOIRE PRESENTE ET SOUTENU EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME
D'ETUDES APPROFONDIES (DEA)**

**Investissements et Politiques de réduction de la
pauvreté au Cameroun**

Spécialité : MACRO ECONOMIE APPLIQUEE

Option : ECONOMIE INTERNATIONALE

Par

Tsafack Nguetsop Emilie Evélyn

Maître en Sciences Economiques

Sous la direction du

Pr. Fouda Séraphin Magloire

Agrégé des Facultés des Sciences Economiques et de Gestion
Professeur Titulaire

Novembre 2006

SOMMAIRE

SOMMAIRE	ii
DEDICACES	iii
REMERCIEMENTS	iv
LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS	v
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	vi
RESUME	viii
ABSTRACT	ix
INTRODUCTION GENERALE.....	9
Première partie :.....	19
Les stratégies de Réduction de la Pauvreté : la place de l’investissement.....	19
Chapitre I : Analyse de la pauvreté au Cameroun.....	21
Section 1 : problématique et Caractéristiques de la pauvreté.....	21
Section 2: Approche des enquêtes ECAM I et ECAM II.....	31
Chapitre 2 : Les Stratégies de Réduction de la pauvreté	37
Section 1: Le DSRP et les ODM.....	37
Section 2: Le rôle de l'investissement dans la réduction de la pauvreté.....	47
Deuxième partie: Investissement et Réduction de la pauvreté.....	54
Chapitre3:Investissements et croissance économique.....	56
Section 1: Evolution de l'investissement privé: La FBCF et Les flux d'IDE.....	56
Section 2: Analyse théorique de l'impact des IDE sur la croissance.....	69
Chapitre 4: Investissement: un outil de réduction de la pauvreté.....	79
Section 1: Etude empirique de la relation entre FBCF, IDE et croissance au Cameroun. ...	79
Section 2: Investissement et réduction des inégalités au Cameroun.....	87
Conclusion Générale.....	96
Références Bibliographiques	102
ANNEXE 1 : Tableau récapitulatif des données utilisées dans le chapitre 2	108
ANNEXE 2: Johansen Cointegration Test Summary.....	109
ANNEXE 2: Johansen Cointegration Test Summary.....	110
ANNEXE 3 : Modèles à correction d’erreurs sur les équations des modèles.....	111
ANNEXE 4 : distribution sectorielle des IDE au Cameroun (1992/93 à 2001/002)	112
TABLE DES MATIERES	113

DEDICACES

Je dédie ce mémoire à :

Mes Parents MICHEL ET ELISE TSAFACK ;

Que ce travail soit pour vous la marque de vos efforts et de votre affection.

Mes Frères et sœurs ;

Que ce travail soit pour vous un exemple de persévérance et d'endurance.

REMERCIEMENTS

Je tiens à adresser mes vifs remerciements et ma profonde gratitude à tous ceux qui m'ont soutenu dans la réalisation de ce mémoire. En l'occurrence :

√ Professeur Séraphin Magloire FOUA qui, en dépit de ses multiples responsabilités, n'a ménagé aucun effort pour suivre ce travail.

√ Professeur Roger NANFOSSO TSAFACK notre Directeur National au PTCI ainsi qu'au professeur Claude NJOMGANG, actuel Directeur National.

√ Tous les enseignants du PTCI, campus de Yaoundé ainsi que tous les intervenants au CCCO pour l'enseignement de qualité qu'ils ont su nous dispenser.

√ Docteur Michel ATTOUH, pour son soutien et ses conseils.

√ Messieurs OKOUDA et DZOSSA, de l'Institut National de la Statistique qui nous ont aidé dans la collecte des données pour la conception de ce travail.

√ Mes oncles Martin ZAFACK et Richard NGOUFACK.

√ Les membres de ma famille pour tous les sacrifices consentis à mon égard et pour avoir cru en mes capacités.

√ Tous mes amis dont la sympathie a été pour moi un encouragement et une impulsion constante en particulier mon ami NOUEMEU KOM Théophile

√ Mes camarades de la Dixième promotion avec qui j'ai eu à passer des moments agréables et parfois très difficiles.

La liste n'est pas exhaustive. Je témoigne donc ma reconnaissance à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à l'élaboration de ce mémoire.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BIC	=	Bénéfices Industriels et Commerciaux
BM	=	Banque Mondiale
CE	=	Crédit à l'Economie
CIRDI	=	Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements
CNUCED	=	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
DEXT	=	Dette Extérieure
DSCN	=	Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DSRP	=	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FASR	=	Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée
FRPC	=	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
FBCF	=	Formation Brute du Capital Fixe
FMI	=	Fonds Monétaire International
IDE	=	Investissement Direct Etranger
INS	=	Institut National de la Statistique
MIGA	=	Multilateral Investment Guarantee Agency
NEPAD	=	New Partnership for African's Development
NTCI	=	Nouvelles Théories du Commerce International
ODM	=	Objectifs du Développement du Millénaire
OCDE	=	Organisation pour le Commerce et le Développement Economique
ONU	=	Organisation des Nations Unies
PAS	=	Programme d'Ajustement Structurel
PED	=	Pays En Développement
PIB	=	Produit Intérieur Brut
PNB	=	Produit National Brut
PPTE	=	Pays Pauvres Très Endettés
SONEL	=	Société Nationale d'Electricité
TCO	=	Taux de Change Effectif Réel
TFP	=	Total Factor Production

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

TABLEAU 1: Comparaison entre les PAS et la politique de lutte contre la pauvreté.....	38
TABLEAU 2: Les ODM : situation actuelle et objectifs à atteindre.....	45
TABLEAU 3 : Stock de l'IDE au Cameroun par pays d'origine	64
TABLEAU 4 : Flux d'IDE entrant au Cameroun	68
TABLEAU 5 : Résultat des tests de racine unitaire.....	82
GRAPHIQUE 1 : Evolution de la FBCF entre 1960 et 2002.....	58
GRAPHIQUE 2 : Taux de croissance annuel de la FBCF.....	59
GRAPHIQUE 3 : Comportement de l'IDE à côté de la FBCF.....	60
GRAPHIQUE 4 : Distribution sectorielle de l'IDE au Cameroun	62
GRAPHIQUE 5 : La FBCF et le taux de croissance.....	66
GRAPHIQUE 6 : l'IDE et la croissance économique au Cameroun.....	67
GRAPHIQUE 7 : Pourcentage des IDE du Cameroun par rapport à l'Afrique entre 1999 et 2003.....	68
GRAPHIQUE 8 : Evolution du taux de croissance des IDE au Cameroun	80
GRAPHIQUE 9 : Représentation conjointe Taux de croissance des IDE – Taux de croissance du PIB	84
GRAPHIQUE 10 : Représentation conjointe PIBT – IDE	85
GRAPHIQUE 11 : Evolution conjointe du nombre d'établissements scolaires (public et privé) et des IDE	88
GRAPHIQUE 12 : Evolution conjointe du nombre de salles de classes (public et privé) et des IDE	89
GRAPHIQUE 13 : Evolution conjointe des effectifs scolaires dans le primaire et les IDE	90
GRAPHIQUE 14 : Evolution conjointe du nombre d'établissements dans le secondaire général et les IDE.....	91
GRAPHIQUE 15: Evolution conjointe des effectifs par sexe dans les établissements techniques et des IDE.....	91
GRAPHIQUE 16 : Evolution conjointe du budget de santé et des IDE.....	92

RESUME

Cette étude a pour objectif de mesurer l'impact de l'investissement sur la pauvreté au Cameroun. Après avoir fait une analyse à partir d'un modèle à correction d'erreurs, il ressort de nos résultats que l'investissement en particulier l'IDE n'est particulièrement adapté pour agir sur la pauvreté que si son mécanisme de transfert est rapide et efficient. De nouvelles technologies et la promotion du capital humain sont d'autres facteurs permettant aux IDE de réduire la pauvreté. Autant la croissance est le facteur le plus important affectant la réduction de la pauvreté, autant la réduction des inégalités est primordiale pour l'achèvement de ce but. Le modèle économétrique à correction d'erreurs utilisé ainsi que les graphiques faits ont montré que, pour mobiliser l'investissement et s'assurer qu'il profite au développement, il serait judicieux pour les gouvernements d'investir dans la formation brute du capital fixe et réduire le niveau de la dette extérieure.

Mots clés : Investissement, IDE, Croissance, Pauvreté

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ABSTRACT

This study aimed at analysing the impact of foreign direct investment (FDI) on poverty reduction in Cameroon. Econometric analysis show that poverty reduction can be achieved via economic growth and reduction of inequalities. In this respect, investment in Human capital and adoption of new technologies are channels through which FDI can be effective on poverty. To attract FDI and ensure its profitability to development, government should invest on infrastructures and reduce external debt.

Keys words: Investment, FDI, Growth, Poverty

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION GENERALE

La Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) ont lancé dès la fin des années 1990 une initiative (promouvoir le développement) conjointe qui place la lutte contre la pauvreté au cœur des politiques de développement (Cling et al, 2002). Tous les pays à bas revenus désireux de bénéficier d'une aide financière d'une de ces deux organisations ou d'un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative Pays Pauvres Très endettés (PPTE) sont appelés à préparer un programme de lutte contre la pauvreté, désigné en français sous le terme de Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP, en anglais PRSP).

A la fin de la dernière décennie, trois raisons principales ont conduit les institutions de Bretton Woods (IBW) à effectuer un saut qualitatif dans ce domaine en lançant de nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté qui placent ce thème au centre de leur action, particulièrement dans le cas de la Banque Mondiale. La première est liée à la progression de la pauvreté dans de nombreuses parties du monde. D'après le Rapport de la Banque Mondiale (2003), sur les 6 milliards d'habitants de la planète, 2,8 milliards, soit près de la moitié vivent avec moins de 2 dollars par jour ; 1,2 milliards, soit un cinquième de la population mondiale vit avec moins d'1 dollar par jour, montant considéré habituellement comme un seuil international de pauvreté absolue. Selon les mêmes sources, 44% de la population mondiale vivant dans cette situation d'extrême pauvreté se trouvent en Asie du Sud. Dans le cas de l'Afrique Sub-saharienne, 47% de la population vivent en dessous de ce seuil (Thorbecke, 1998).

La seconde raison qui a contraint les IBW à changer de politique est liée au bilan mitigé des politiques d'ajustement structurel (PAS) et à la remise en cause du « consensus de Washington » qui fondait ces politiques, basées sur la stabilisation macroéconomique, la libéralisation externe, et la libéralisation interne. En outre, avec l'adoption du Concept de DSRP, la Banque Mondiale a placé officiellement la lutte contre la pauvreté au centre de ses priorités.

Comme le remarque la Banque mondiale, l'observation empirique montre que les pays qui ont enregistré des taux de croissance élevés ont réussi à réduire la pauvreté, tandis que la pauvreté

a généralement stagné, voire augmenté, dans le cas contraire (Banque Mondiale, 2001). L'insuffisance de la croissance dans un certain nombre de pays contribue à expliquer l'importance de la pauvreté qui y sévit. C'est en particulier le cas en Afrique, où le PIB/habitant de la plupart des pays n'a pas progressé depuis les années soixante, et où la proportion d'habitants vivant dans une situation d'extrême pauvreté est la plus élevée de toutes les grandes zones géographiques.

Le Rapport de la Banque Mondiale (2001a) considère que les écarts de croissance entre pays expliquent donc une grande partie de la variation dans les rythmes d'évolution de la pauvreté monétaire : comme c'est le cas à long terme, la croissance du PIB/habitant est un facteur explicatif important de la réduction de la pauvreté ainsi définie. Reprenant des estimations de Dollar et Kraay (2001), il est affirmé qu'une croissance du PIB/habitant de 1% se traduit en moyenne par une croissance d'un même pourcentage de la consommation du quintile le plus pauvre.

Cette relation est variable selon le degré d'inégalités de revenu, de patrimoine initial et son évolution. Selon les estimations de la Banque Mondiale, 1% de croissance de la consommation par habitant entraînerait une baisse de 2% en moyenne de la pauvreté (part de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour) ; la diminution serait de 1,5% si le coefficient de Gini (indice d'inégalité) est de 0,6¹ ; elle serait deux fois plus importante (3%) si le coefficient de Gini n'était que de 0,2 (Bako-Arifari et Le Meur, 2001).

De manière générale, les pays les plus riches en terme de PIB/habitant sont aussi ceux où la proportion de pauvres mesurée en terme monétaire (avec un seuil donné) est la plus faible : plus le PIB/habitant est élevé, plus le niveau de consommation moyenne du premier quintile de population (les 20% dont la consommation est la plus faible) l'est aussi, et plus est réduite la part de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour (Banque Mondiale, 2001_a).

Ceci étant, cette relation est variable selon les pays. Deux pays de même niveau de revenus par habitant peuvent avoir des proportions très différentes de pauvres (définis selon un seuil donné) si l'ampleur des inégalités de revenus n'est pas la même dans les deux pays (Cogneau et Guenard, 2002).

¹ Le coefficient de Gini est un indice d'inégalité variant entre 0 et 1. Le degré d'inégalité est maximal lorsque ce coefficient prend la valeur 1 et minimal quand il est nul.

Si nous reprenons les termes du Rapport de 1990, « la croissance économique est un instrument puissant de réduction de la pauvreté », il est alors important de s'interroger sur les perspectives de croissance dans les différentes économies (Banque Mondiale, 2001_b). Le même rapport étendait la définition de la pauvreté à la privation de biens fondamentaux (éducation, santé, nutrition), mais en fait conduisait la plupart de ses analyses à partir d'une approche monétaire. Vu sous cet angle, L'investissement dans ces différents secteurs pourrait être considéré comme moteur de la croissance et partant de là facteur de réduction de la pauvreté.

Toutefois, « dans le contexte classique d'un surplus de mains d'œuvre, il est impossible de maintenir pendant de longues périodes, une croissance annuelle des revenus réels égale à 5% si les taux d'investissements n'atteignent pas un minimum de 20% (dans les économies donnant la priorité à des stratégies davantage fondées sur une utilisation importante du personnel) et de 25% (avec des stratégies capitalistiques) »².

A partir de cette observation, il est généralement admis qu'un taux d'investissements de 20% est nécessaire pour créer les conditions d'une croissance durable, préalable à tout développement économique. En effet, le comportement de l'investissement, principal facteur de la croissance économique dans tous les pays en général et particulièrement dans ceux en voie de développement, a été longtemps d'un intérêt manifeste pour les économistes et les décideurs. En tant que composante essentielle de la demande agrégée, l'investissement joue un rôle crucial dans les modèles de croissance économique, et ses fluctuations ont eu des effets considérables sur l'activité et la croissance économique à moyen et à long terme dans de nombreux pays. En outre, durant les années 1980 et la première moitié des années 1990, plusieurs PED n'ont pas pu maintenir leur taux d'investissements. Pendant que les effets défavorables de l'environnement international s'exerçaient de manière importante dans certains pays, les politiques d'ajustement étaient lancées de façon plus décisive dans d'autres, en vue de contenir les déficits budgétaires et de compte courant.

La nécessité d'accroître l'investissement, de promouvoir le développement du secteur privé ainsi que sa composante dans l'investissement total, comme mesure adéquate pour relancer la croissance à long terme fait l'unanimité. Cependant les politiques de promotion de

² G Malcolm, Economie du Développement, Paris, nouveau horizons, 1998, p.387

l'investissement privé ne peuvent être efficaces que si elles sont fondées sur les facteurs qui les influencent le plus dans le pays.

Tout en continuant à insister sur le fait que la croissance est une condition sine qua non du recul de la pauvreté, désormais, le FMI met davantage l'accent sur la réduction de la pauvreté en tant qu'objectif central, en soi, de la politique économique des pays les plus démunis. L'importance donnée désormais à la lutte contre la pauvreté a pour conséquence, entre autre, que l'on insiste davantage sur les mesures susceptibles de bénéficier directement aux plus démunis, et notamment sur les dépenses consacrées à l'éducation de base, aux soins de santé ou aux infrastructures rurales (Cling et al, 2002). On en conclut que chaque programme doit être géré pour maximiser l'efficacité de son objectif spécifique (tel que l'éducation, la santé) et que c'est l'ensemble du portefeuille de tels programmes qui doit être défini comme une stratégie de réduction de la pauvreté (De Janvry et Sadoulet, 2003)

Parallèlement à cette nouvelle approche, le FMI, la Banque Mondiale et d'autres créanciers ou bailleurs de fonds ont décidé d'intensifier les efforts déployés dans le cadre de l'initiative en faveur des PPTE lancée en 1996 pour alléger le fardeau de la dette des pays pauvres. L'allègement a pour finalité d'aider les pays qui en profitent à connaître la croissance et à faire reculer la pauvreté.

Face à cette situation de l'Afrique, des stratégies de développement capables de promouvoir un environnement propice à l'investissement privé ont été mises en place par les organismes tel que l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui s'engage dans la réalisation des objectifs du millénaire à savoir accélérer la croissance et réduire la pauvreté par la promotion des investissements directs étrangers considérés comme composante principale de l'investissement privé.

La mise en œuvre par les gouvernements des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP), l'introduction de la bonne gouvernance et la création en juillet 2001 du

New Partnership for Africa's development (NEPAD) s'inscrivent dans cette logique d'attraction des capitaux privés dont le volume total dépend fortement de l'IDE qui façonne l'économie mondiale.

En effet, les effets possibles de l'IDE sont : l'augmentation du taux de croissance, du niveau de l'emploi, et la réduction de la pauvreté (Saravanamutto, 1999). On s'attendrait alors à ce que la relation entre l'IDE et la pauvreté soit négative. Aussi, parmi la variété des flux de capitaux privés, les IDE sont nécessaires pour les pays en développement (PED) en raison de leur caractère durable, évitant ainsi les phénomènes de volatilité sur le taux de change, contrairement aux investissements de portefeuille qui sont des investissements à court terme (Faouzi, 2004). En plus de cela, les IDE ont un effet de diffusion sur le plan technologique, et permettent le transfert des méthodes modernes de gestion.

Selon Ahmed Silem et Jean-Marie Albertini (2002), l'IDE est un investissement impliquant une relation à long terme et témoignant de l'intérêt durable d'une entité résidant dans un pays (investissement ou société mère) à l'égard d'une entreprise résidente dans un autre pays (entreprise bénéficiaire, entreprise affiliée ou encore filiale étrangère).

L'investissement direct étranger dans un pays étant une décision relevant du privé, elle repose sur la possibilité pour l'investissement d'avoir un retour rapide, conséquent et assuré pour ses capitaux. Ainsi, prendra-t-il en considération les éléments tels que les facteurs économiques, l'environnement sociopolitique et la qualité des infrastructures existantes.

Les facteurs économiques sont, entre autres, le retour sur l'investissement, la sécurité offerte par le pays hôte, le taux de croissance économique, la politique fiscale et monétaire pratiquée. La stabilité sociale et politique, la bonne gouvernance, sont des caractéristiques de plus en plus recherchées par les investisseurs. D'autre part, le prix et la qualité de la main d'œuvre demeurent des éléments déterminant la décision. Le niveau et la qualité des infrastructures surtout celles de communication et de télécommunication constituent un élément clé pour

attirer l'investissement étranger. Les avantages comparatifs sont anéantis si les moyens de communication sont inadéquats (Keng, 2005).

Par ailleurs, de nombreux codes d'investissements incitatifs sont mis en place dans la plupart des pays africains avec pour objectif d'attirer le maximum d'IDE. Cependant, l'expérience africaine montre que malgré une ouverture de plus en plus poussée aux investisseurs, le taux d'investissement direct étranger reste très bas et l'IDE se concentre dans des secteurs cloisonnés (énergie et mine en particulier ou dans le rachat des compagnies nationales privatisées telles que l'eau, l'électricité, les banques et les assurances.). Ils ne se traduisent ni par des effets économiques notables, ni par des transferts réels de technologie ; mais engendrent souvent des problèmes environnementaux et sociaux³.

Des études empiriques (Saravanamuttoo, 1999 ; Henner, 2002 ; Klein et Hadjimichael, 2001 ; De Mello, 1997) soutiennent que l'IDE est essentiel à la réduction de la pauvreté en ce sens que, la croissance économique est importante pour réduire la pauvreté dans les PED. La croissance économique crée des emplois et finance les dépenses sociales (De Mello, 1997). Sans croissance forte, les pays ne peuvent véritablement améliorer leur niveau de vie et répondre à leurs besoins fondamentaux (Henner, 2002). Toutefois, il y a croissance économique lorsque les entreprises, les administrations et les particuliers investissent dans des actifs qui sont censés produire un revenu. Or les PED n'ayant pas suffisamment de ressources propres pour combler leurs importants besoins d'investissement, des sources étrangères d'investissement sont nécessaires dans la mesure où l'épargne intérieure ne suffit pas pour répondre aux besoins totaux d'investissement (Henner, 2002). Ainsi, les PED se voient contraints non seulement d'instaurer les conditions qui sauraient attirer l'investissement étranger privé, mais également de faire en sorte qu'une plus grande part de la société puisse en profiter.

Pour Wilhelms (1998) qui traite des flux, causes et effets des IDE, le niveau méso (qui représente les institutions liant le niveau macro et micro) est essentiel pour que les lois soient

³ Voir site www.oxfam.org

bien appliquées, car c'est à ce niveau que les problèmes quotidiens de l'exécution de la politique de l'IDE surgissent et que les rigidités structurelles sont relevées (l'école de l'intégration). Le même auteur considère l'IDE comme une condition préalable et un catalyseur pour une croissance et un développement durable ayant pour effet de réduire la pauvreté en améliorant le bien être des populations. Et, pour que l'IDE puisse jouer son rôle crucial, les économies doivent être libérées des interventions publiques et être ouvertes au commerce extérieur et à l'investissement. Ceci reflète le point de vue de l'ajustement structurel qui vise à transformer les structures économiques et politiques pour lutter contre la pauvreté (Wilhelms, 1998). De ce fait, l'IDE est considéré comme source d'augmentation du capital humain et de transformations technologiques dans les PED. Les transferts de connaissance et de technologie sont considérés comme les mécanismes les plus importants à travers lesquels l'IDE entraîne la croissance dans le pays hôte (Klein, Carl et Hadjimichael, 2001). Malheureusement, l'impact de l'IDE dans la croissance reste très controversé dans la théorie comme dans la pratique (De Mello, 1997).

Ainsi, malgré des progrès importants observés au Cameroun après la période de récession (1980-1990), l'IDE est passé de 45 millions en 1997 à 50 millions en 1998 ; 31,4 millions en 2000 à 75 millions en 2001. Le rythme de croissance quant à lui est resté stable et s'est situé à 4,7% l'an entre 1997 et 2001 avec un taux d'inflation avoisinant 3% (BM, 2004). De plus, le déclin continu du secteur pétrolier et l'absence de diversification accrue continueront de faire fluctuer le rythme de croissance avec les termes de l'échange, forçant les autorités à des ajustements fréquents, ce qui risquerait d'aggraver la vulnérabilité des populations (DSRP, 2000). Cette croissance est due aux privatisations initiées en 1994. Le problème qui se pose est que, la France, acteur majeur des privatisations, demeure le premier investisseur étranger au Cameroun avec plus de 160 filiales françaises employant quelques 30.000 personnes et plus de 200 entreprises appartenant à des ressortissants français dans tous les secteurs. Or depuis 1994, année de la dévaluation, les flux d'investissements français (bénéfices réinvestis compris) vers le Cameroun font état d'une très forte volatilité (Biroa et Debel, 2003). En 2001, le Cameroun recule au 56^{ème} rang mondial (39^{ème} en 2000) des pays détenteurs de stocks d'IDE français et se situe au 40^{ème} rang des pays destinataires d'IDE en 2002. C'est ainsi qu'à l'échelle du continent, la performance est tout aussi faible ; le Cameroun ne compte en flux

comme en stocks que 0.01% de l'IDE mondial en Afrique, dans un contexte de ralentissement de l'IDE sur le continent en 2002 (Biroa et Debel, 2003).

D'une manière générale, les indicateurs de développement humain se sont considérablement dégradés au cours des années de crise notamment dans le secteur de l'éducation et de la santé. Les bonnes performances économiques des dernières années ne suffisent pas encore pour redresser cette situation, même si l'incidence de la pauvreté a commencé à reculer (DSRP, 2000). En effet 53% des camerounais étaient pauvres en 1996 contre 40% en 2001, soit 13 points de moins en 2001. Cependant, pour ce qui est des conditions de vie des ménages, l'amélioration a été importante chez les non pauvres que chez les pauvres en ce qui concerne l'accès aux services d'éducation et de santé (INS, 2002). L'évaluation de l'évolution de la pauvreté entre 1996 et 2001 à partir des enquêtes camerounaises auprès des ménages (ECAM I et ECAM II) montre que, parmi les 13 individus sortis de la pauvreté sur 100 entre 1996 et 2001, la croissance économique a contribué à en sortir douze et la redistribution des revenus un seul. Cette croissance économique n'a pas été profitable à toutes les régions du pays ou à toutes les catégories sociales de la même manière. Elle contribue autant que la redistribution des revenus à la réduction de la pauvreté en milieu urbain, tandis qu'en milieu rural, la redistribution n'a quasiment pas de répercussions sur la réduction de la pauvreté (INS, 2002). Ces résultats demeurent encore bien en deçà des exigences de la croissance économique et des objectifs de réduction de la pauvreté (DSRP, 2000), la pauvreté étant surtout un phénomène rural qui va de pair avec l'impossibilité d'accéder aux institutions économiques, financières, politiques et l'absence des services sociaux (Dirck et Pandolfi, 1997).⁴

Ainsi, l'objectif du gouvernement est de chercher comment faire pour consolider les acquis des programmes passés afin de relever le rythme de croissance d'une part, et renforcer la sphère sociale pour que les bonnes performances économiques se traduisent par une nette amélioration des conditions de vie des populations d'autre part (DSRP, 2000). Un volume important d'IDE semble être une condition efficace de lutte contre la pauvreté.

⁴ cité par Wilhelms et Witter

Cependant, une question centrale se pose. Quels sont les canaux par lesquels l'investissement privé et particulièrement IDE peut contribuer à la réduction de la pauvreté ? Pour répondre à cette question et favoriser une mise en oeuvre des politiques des investissements directs étrangers, une meilleure connaissance du comportement d'investissements s'impose.

L'intérêt de ce travail est lié à sa spécificité en ceci qu'il inclut dans les stratégies de réduction de la pauvreté l'investissement et particulièrement l'IDE ce qui permettra au gouvernement de tenter d'expliquer le niveau relativement faible de l'investissement privé au Cameroun entre 1960 et 2002 et mettre en place les mesures susceptibles d'attirer le maximum d'investisseurs dans le but de réduire la pauvreté dans notre pays. Une étude de l'impact de l'investissement privé sur les politiques de réduction de la pauvreté orientera également les autorités politiques dans les réformes politico-économiques nécessaires pour intégrer l'économie mondiale de manière décisive.

L'objectif de notre travail est de montrer les canaux par lesquels l'Investissement peut contribuer à réduire la pauvreté au Cameroun. L'objectif principal ci-dessus nous conduit à spécifier les objectifs secondaires suivants :

Nous montrerons en premier lieu les stratégies de réduction de la pauvreté ainsi que le rôle de l'investissement après avoir donné la problématique et les caractéristiques de la pauvreté au Cameroun en particulier et dans le monde en général.

En second lieu que l'investissement Contribue à la réduction de la pauvreté au Cameroun.

Pour atteindre cet objectif, il convient de poser les hypothèses suivantes :

- ❖ L'investissement est un déterminant principal de la croissance économique
- ❖ L'augmentation du taux d'investissement augmente le taux de croissance et réduit les inégalités au Cameroun.

Pour l'évaluation de nos deux hypothèses, nous avons eu recours à deux méthodes : La méthode statistique et la méthode économétrique.

Les données utilisées sont recueillies des différents annuaires statistiques de l'INS au Cameroun, du CD-ROM de la Banque Mondiale (2005), ainsi que des résultats des enquêtes effectuées auprès des ménages entre 1996 et 2001 dont le but était de voir l'évolution de la pauvreté au Cameroun entre ces deux dates.

Comme méthodologie utilisée, nous avons procédé d'une part de façon statistique à travers de nombreux graphiques mettant en exergue l'évolution de plusieurs variables et indicateurs de façon individuel ou conjointe dans le but de donner des explications possibles aux fluctuations observées. D'autre part il s'est agi d'un modèle économétrique à partir d'un modèle à correction d'erreurs qui nous a permis de mettre en évidence la relation entre l'investissement (FBCF et IDE) et la croissance économique au Cameroun. Nous avons beaucoup plus insisté sur l'IDE car c'est la composante principale de l'investissement privé. Cette étude s'articule autour de deux grandes parties :

Première partie : Les stratégies de Réduction de la Pauvreté : Le rôle de l'investissement

Deuxième partie : Investissement et Réduction de la pauvreté

Première partie :

**Les Stratégies de Réduction de la Pauvreté : La place de
l'investissement**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Introduction

Lutter contre la pauvreté implique de mesurer le phénomène et d'en analyser les causes, pour proposer les politiques adéquates. Toutefois, mesurer la pauvreté signifie définir la population des pauvres et l'intensité de leur pauvreté. Or comment définir la pauvreté, la mesurer et la traiter. Dans tous ces domaines, malgré des avancées récentes, nombre de faiblesses conceptuelles demeurent. Il n'existe pas une définition unique de la pauvreté. Plusieurs définitions sont ainsi proposées, qui engendrent des instruments différents pour la caractériser et la mesurer sous ses diverses formes. Cependant, il existe des stratégies internationales et nationales de lutte contre ce fléau où l'investissement occupe une place importante. En effet, l'investissement est le levier de la croissance. Dans les objectifs du millénaire, l'on estime que les pays pauvres devraient dégager un taux de croissance supérieur à 7 % pour pouvoir réduire de moitié le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté ; il faudrait à cet effet que le taux d'investissement en pourcentage du PIB soit supérieur à 25 %. Mais, une démarche logique voudrait que l'on donne d'abord une explication au faible niveau de l'investissement privé dans les pays africains au Sud du Sahara. L'explication du faible flux de l'investissement direct étranger en direction de ces pays, comparativement aux pays émergents doit être la préoccupation de la recherche. Dans cette première partie, après avoir fait une analyse de la pauvreté en générale et au Cameroun en particulier (chapitre I), nous passerons en revue les stratégies de réduction de la pauvreté en mettant un accent particulier sur le rôle de l'investissement (national et étranger) dans le chapitre II.

Chapitre I :

Analyse de la pauvreté au Cameroun

Le pauvre est considéré comme toute personne ne pouvant satisfaire ses besoins essentiels (besoins vestimentaires, alimentaires, disponibilité de logement auxquels s'ajoutent aujourd'hui l'accessibilité aux services de l'éducation et de la santé) (Henner, 2002). Dans ce chapitre nous verrons tour à tour la problématique et les caractéristiques de la pauvreté (section 1) ainsi que l'approche méthodologique des enquêtes ECAM I et ECAM II réalisées successivement en 1996 et en 2001 au Cameroun (section 2).

Section 1 : problématique et Caractéristiques de la pauvreté

Dans cette section, nous passerons en revue la problématique de la pauvreté dans un premier temps avant de donner les indicateurs de mesures de la pauvreté dans un second temps.

1-1- Problématique de la pauvreté :

La prise de conscience du problème de la pauvreté dans les pays en développement est l'aboutissement d'un long processus de maturation initié dès la fin des années 80 (Cling, Razafindrakoto et Roubaud, 2002). En effet, selon les estimations de la Banque Mondiale, plus de la moitié de la population des pays en voie de développement vit avec moins de deux dollars par jours, ce qui représente un total de 2,8 milliards de pauvres (Cling, 2002). Un quart de la population de ces pays vit avec moins d'un dollar par jour (mesuré en parité de pouvoir d'achat), considéré comme le seuil de pauvreté absolue. Cette proportion est proche de 50% en Afrique Subsaharienne, où le pourcentage de pauvre est le plus élevé de toutes les grandes zones géographiques (Cling, Razafindrakoto et Roubaud, 2003). Toutefois, durant la dernière décennie, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour en Asie de l'Est s'est réduit d'environ 450 à 260 millions, malgré l'impact de la crise financière. Cette réduction a été particulièrement rapide en Chine, où le nombre de pauvre est passé de 360 à 215 millions. En revanche, le nombre de personnes vivant dans une situation d'extrême pauvreté s'est accru

en Afrique Subsaharienne, en Asie du Sud, ainsi que dans les pays d'Europe et d'Asie Central (Cling, Razafindrakoto et Roubaud, 2003).

Tout au long des années 90, plusieurs conférences internationales des Nations Unies ont par la suite contribué à une prise de conscience dans ce domaine. Le Sommet mondial pour le développement humain qui s'est tenu à Copenhague (Danemark) en 1995, représente sans doute l'une des plus importantes de ces conférences ; Conférence au cours de laquelle la réduction de la pauvreté constitue une priorité du développement. C'est ainsi que, l'Assemblée Générale des Nations Unies a proclamé 1996, « Année internationale de l'éradication de la pauvreté », et la décennie 1997-2006, « première décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté » (Cling, Razafindrakoto et Roubaud, 2002).

A la fin de la dernière décennie, trois raisons principales ont conduit les institutions de Bretton Woods à effectuer un saut qualitatif dans ce même domaine, en lançant de nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté qui placent ce thème au centre de leur action, particulièrement dans le cas de la Banque Mondiale.

La première est liée à la progression de la pauvreté dans de nombreuses parties du monde. La deuxième raison qui a contraint les IBW à changer de politiques est l'échec des politiques d'ajustement structurel tandis que la troisième raison est la crise de la dette. Face donc à l'aggravation de la pauvreté dans le monde, à l'échec général des politiques promues par les IBW et à la crise de la dette qui en résulte, un changement d'orientation des politiques s'impose. Ce changement étant non seulement un moyen de répondre à la « fatigue de l'aide » dans les pays développés, où les opinions publiques s'interrogent sur l'utilité de continuer à consacrer des efforts financiers aussi conséquents à l'aide au développement. C'est aussi un moyen de répondre aux critiques de la société civile et des mouvements de contestation. C'est ainsi qu'il serait judicieux de rappeler que le DSRP s'inscrit dans un contexte de contestation de plus en plus virulente de l'action des organisations internationales, qui a poussés les pays du G7 à lancer l'initiative PPTE renforcée lors de leur sommet de Cologne en 1999 et qui a culminé ensuite lors de la conférence de Seattle en novembre 1999 et du Sommet du G7 de Gênes en juin 2001 (Cling, 2002). Ayant passé en revue l'évolution de ce phénomène dans le monde, le Cameroun s'est lancé dans la même mouvance et c'est ainsi que nous avons une vaste littérature sur la pauvreté dans ce pays.

1-2- Revue de la littérature sur la pauvreté au Cameroun

Après avoir insisté sur la dimension sociale de l'ajustement structurel au début des années 1990, l'un des objectifs majeurs des réformes économiques au Cameroun aujourd'hui est la réduction de la pauvreté. En effet, plusieurs études conduites depuis le milieu des années 1980 tendent à montrer que ce phénomène est en nette augmentation dans ce pays. Ces études sont nombreuses, certaines essaient de quantifier et de dresser le profil de pauvreté monétaire au Cameroun, tandis que d'autres prennent en compte des aspects non monétaires de la pauvreté.

Dans la première catégorie de ces études, on citera le rapport sur le Développement Humain du PNUD (1998) dont le thème central porte sur la pauvreté. Les conclusions de ce travail révèlent qu'au milieu des années 80, une pauvreté de grande ampleur et de dimensions multiples s'est installée dans l'ensemble du pays et dans toutes les couches socioprofessionnelles. Au regard de la pauvreté monétaire, le rapport note que 50,5 % de la population étaient considérés comme pauvre en 1996, contre 40 % en 1984. Ces conclusions sont similaires à celles de l'analyse des données de l'Enquête Camerounaise sur les ménages (ECAMI) de 1996, réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS). Le mérite de cette dernière étude est d'avoir déterminé une ligne de pauvreté en faisant référence à un minimum nutritionnel jugé essentiel et indispensable. Toutefois, la ligne de pauvreté obtenue, égale à une consommation annuelle moyenne de 148.000 FCFA par équivalent adulte, est critiquable dans la mesure où elle est calculée sur la base de la consommation journalière minimale constituée uniquement de trois produits.

L'étude de Njinkeu et al. (1998) a pour objectif d'analyser la dynamique du marché du travail et son impact sur la pauvreté au Cameroun. Les autres études ont par conséquent déterminé les indicateurs de la pauvreté décomposés par zones géographiques, âge et genre. Les données utilisées proviennent d'une enquête nationale conduite entre octobre 1994 et janvier 1995 sur le territoire national auprès d'un échantillon de 7160 individus âgés de plus de six ans. Une ligne de pauvreté est définie en comparaison avec les études antérieures. Ainsi, est considéré comme pauvre tout individu dont le revenu annuel est inférieur à 106 000 francs CFA. Cette ligne permet de montrer que 54,8 % de la population était pauvre à cette époque. La pauvreté a

donc augmenté et touche particulièrement les zones rurales où l'incidence de la pauvreté s'élève à 67,6 %. L'un des mérites de ce travail est d'avoir utilisé les données d'une enquête nationale pour décrire le profil de pauvreté au Cameroun. Mais la ligne de pauvreté a été fixée de manière ad hoc sans en indiquer clairement le bien fondé.

La Banque Mondiale en 1995, mesure la pauvreté à partir des données tirées de l'enquête budget – consommation conduite en 1983/84 (EBC 83/84). La consommation et le revenu ont été utilisés pour définir une ligne relative de pauvreté estimée à 78 000 francs CFA au prix de 1983. Ce seuil de pauvreté a permis de classer les ménages en quatre groupes et de mesurer les inégalités à l'aide du coefficient de Gini, de l'entropie de Theil et de la variance logarithmique. Les résultats de cette étude montrent que la pauvreté a sensiblement augmenté au Cameroun entre 1983 et 1993, devenant plus accentuée dans les zones urbaines de Douala et Yaoundé. La méthode participative a été utilisée pour amener les pauvres à dévoiler leur conception de la pauvreté de manière à la réduire ou à l'éradiquer. Cette étude a été également complétée prenant en compte les services sociaux essentiels (logement, éducation et nutrition) pour définir un indicateur composite de la pauvreté.

Si ce travail de la Banque Mondiale présente un intérêt certain à cause de l'utilisation d'un indicateur composite pour mesurer la pauvreté, des limites incontestables persistent, surtout l'évolution participative de la pauvreté et l'utilisation des prix des produits exportés pour approcher la pauvreté rurale. Les enquêtes utilisées ont été conduites en milieu urbain, particulièrement dans les villes de Yaoundé et de Douala.

En 1994, avec l'appui de la Banque Mondiale est rendu public l'ouvrage intitulé « Cameroun : un profil de pauvreté » dont l'objectif principal est d'établir un profil de pauvreté au Cameroun et subséquemment apprécier son évolution au cours de la dernière décennie. L'ouvrage aborde la pauvreté sous deux angles :

- L'approche basée sur le niveau de consommation et de revenu des ménages.
- L'approche fondée sur le niveau de satisfaction des besoins essentiels.

Sous le premier angle, il est établi un profil de pauvreté pour l'année 1983/84, reposant sur l'analyse des dépenses des ménages collectées dans l'enquête Budget-Consommation. Ce cadrage permet d'obtenir une marge exhaustive et régionalisée de la pauvreté. La seconde approche permet d'explorer l'accessibilité des différents groupes de ménages aux services de santé et d'éducation. Essentiellement basé sur l'enquête démographique et de santé de 1991, le diagnostic posé est comparé à des données remontant à la fin des années 70.

L'indicateur qui est utilisé pour mesurer le niveau de vie du ménage est la dépense de consommation par an et par personne, corrigé du déflateur pour prendre en compte les différences de prix entre les régions. Par ailleurs, certaines lignes de pauvreté et d'extrême pauvreté sont fixées arbitrairement à partir de la distinction des ménages, ordonnées selon le niveau de consommation par habitant. Enfin, la dépense annuelle de consommation alimentaire en milieu rural, le loyer imputé au cas où le ménage serait propriétaire ou logé par l'employeur. Les limites de cette approche méthodologique sont les suivantes :

- L'unité de référence à laquelle s'applique cette notion est le ménage et non l'individu.
- La technique d'ajustement de la dépense annuelle de consommation est la taille du ménage et non les échelles d'équivalences adultes, ce qui devrait cadrer avec une étude de la pauvreté selon une approche relative (et non absolue).

Dans une étude comparative sur les pays de l'Afrique francophone, Lachaud (1994) utilise le revenu par tête ajusté comme une approximation de la consommation et du niveau de vie. Il s'agit uniquement de la consommation du riz. Pour le Cameroun, le seuil de pauvreté est fixé à une dépense hebdomadaire de 2880 francs CFA au prix de 1991, avec une incidence de la pauvreté s'élevant à 25,8 %.

Cette étude présente des limites qui sont relatives à l'utilisation du riz comme seul produit alimentaire dans la consommation des ménages et la concentration des informations sur la seule ville de Yaoundé. L'étude de Inack Inack et al (1992) souffre des mêmes limites. Une autre étude qui s'intéresse à la pauvreté au Cameroun a été menée par Lynch (1991). Cette

étude estime un niveau de bien-être, définit une ligne et un profil de pauvreté, avant de mesurer les inégalités de revenu. Les données utilisées proviennent essentiellement de l'EBC 83/84. Le revenu par tête est utilisé comme l'indicateur de bien-être et la ligne de pauvreté est fixée à 78 000 francs CFA. A partir de ces données, Lynch montre que la pauvreté est essentiellement un phénomène rural et que les ménages pauvres sont sans éducation. Utilisant l'indice de Gini, l'entropie de Theil et la variance logarithmique, elle montre que l'inégalité de revenu est très prononcée à Yaoundé.

Comme Lynch (1991), l'UNDP (1993) à travers le rapport sur le développement humain, choisit sans justifications le seuil de 78 000 francs CFA pour montrer que la pauvreté est essentiellement un phénomène rural au Cameroun. Malgré les lignes de pauvreté variables, on peut retenir de ces précédentes études que le Nord du Cameroun apparaît comme une zone de forte pauvreté et de forte inégalité de revenus.

Une deuxième catégorie d'études a été menée sur des sujets liés à la pauvreté, sans toutefois se préoccuper de mesurer le phénomène à partir d'un seuil. Les travaux du PNUD consacrés à l'élaboration d'un indice de développement humain pour le Cameroun se situent dans cette mouvance (voir PNUD (1996, 1993 et 1991)). Ce que l'on peut retenir de ces travaux est que les indicateurs utilisés pour le calcul de l'indice de développement humain sont le résultat d'un processus complexe qui ne permet pas toujours de formuler des recommandations cohérentes de politique économique.

Pour tenir compte de ces limites, le PNUD (1997) a introduit la notion d'indice de pauvreté humaine dans le débat. Ce nouvel indicateur prend en compte les insuffisances en terme de longévité, d'instruction, d'accès à l'eau potable, aux services de santé et la malnutrition. L'IPH permet donc de classer les individus ou les régions en fonction d'un ensemble de manques essentiels et non plus d'un seul comme l'approche en terme monétaire. Il s'ajoute donc aux autres outils existants de la pauvreté monétaire. Mais la complexité de ce concept ne facilite pas la maîtrise de sa portée opérationnelle.

D'autres travaux ont été initiés par le gouvernement du Cameroun avec l'appui de la Coopération allemande (GTZ) pour dresser un tableau de bord social. Ce tableau rassemble les informations que l'on peut utiliser pour analyser l'évolution du niveau et de la qualité de vie des populations et formuler des recommandations de politique économique.

Les initiatives de l'UNICEF concernent la restructuration du budget national en vue de consacrer davantage de moyens aux services sociaux essentiels. L'étude menée à ce propos s'intitule «La restructuration du budget national du Cameroun dans la perspective de l'initiative 20 % - 20 %⁵ ». L'approche méthodologique adoptée est une combinaison d'enquêtes qualitatives et quantitatives. L'enquête quantitative a été conduite auprès d'un échantillon de 40 établissements scolaires et sanitaires disséminés sur l'ensemble du territoire national. Cette étude apparaît comme un complément des études de la première catégorie dans la mesure où elle devrait déboucher sur des recommandations visant à réduire la pauvreté au Cameroun.

C'est également dans cette perspective que se situe le Programme alimentaire mondial (PAM) et CARE international lorsqu'ils analysent l'insécurité alimentaire dans les provinces septentrionales et dans les villes de Yaoundé et de Douala. En effet, ces travaux ont servi de point de départ à la formulation de deux programmes de développement sur la réduction de la pauvreté.

En ce qui concerne les relations emploi, ajustement structurel et pauvreté, les quelques travaux existants ont été conduits sous l'égide du gouvernement de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il s'agit des études suivantes : « Cameroun : impact des politiques d'ajustement structurel sur l'emploi » (1997) ; « la formation et l'emploi au Cameroun : Evolution, contraintes et enjeu » (1995). La deuxième vise à mesurer les chocs macro-économiques sur l'emploi à partir du modèle TABLO, tandis que la première est une monographie quasi exhaustive sur l'impact des réformes économiques sur l'emploi. C'est dans le même ordre d'idées que nous situerons les études menées dans le cadre d'OCISCA

⁵ L'initiative 20% - 20% stipule que pour réduire très rapidement et de manière durable la pauvreté et avoir une forte croissance, les gouvernement doivent consacrer au moins 20% des dépenses publiques aux services sociaux et que les donateurs devraient en faire autant en consacrant 20% de leurs aides financières à la même cause.

sous la conduite de Dubois particulièrement dans deux villages du Cameroun (Bafou et Yemessoa), ainsi qu'une étude financée par la FAO en 1995 sur l'impact de la dévaluation sur la production agricole et le statut nutritionnel.

Vu l'état d'avancement de ce phénomène multidimensionnel qu'est la pauvreté dans le monde, des stratégies ont été développées pour l'éradiquer.

1-3- Dimension économique de la pauvreté : Les différentes approches

Il est fréquent de distinguer trois grandes catégories d'indicateurs renvoyant à trois approches de la pauvreté : la pauvreté monétaire, la pauvreté des conditions d'existence et la pauvreté subjective

1-3-1) La pauvreté monétaire « ou de revenu »

Parmi les multiples approches de la pauvreté, celle qui s'intéresse à la mesure de la pauvreté monétaire est la plus fréquente : est considérée comme pauvre la personne dont les ressources sont inférieures à un certain seuil de pauvreté. Cette approche n'est pas dénuée d'intérêt dans des sociétés où la plupart des biens et de services font l'objet d'échanges marchands : le revenu apparaît alors comme un indice synthétique de la capacité à acquérir ces biens. La plus grande disponibilité des données concernant la distribution des revenus explique aussi, en partie, que cette approche soit la plus fréquente. Ces seuils monétaires peuvent être des seuils absolus ou des seuils relatifs. Les seuils absolus font références à l'idée de "minimum vital" au niveau des modes de vie qui prévalent dans une société à un moment donné. Le seuil de pauvreté est censé déterminer une pauvreté absolue⁶.

1-3-2) La pauvreté des conditions de vie ou « d'existence »

La pauvreté peut également être perçue dans sa dimension d'exclusion par rapport à un certain mode de vie matériel et culturel, résultant de l'impossibilité de satisfaire aux besoins essentiels. Il s'agit de l'ensemble des besoins qui permettent de mener une vie décente dans une société donnée, ce qui renvoie à la notion d'intégration ou d'exclusion sociale. Toutefois, cette « pauvreté des conditions de vie » ou « pauvreté d'existence », vision plus qualitative de la pauvreté, traduit une situation de manque dans les domaines relatifs à l'alimentation

⁶ Le concept de « pauvreté absolue » se rattache au « vitalisme » qui définit la vie comme « l'ensemble des forces qui résistent à la mort ». Le minimum vital correspond au montant des ressources nécessaires pour ne pas être entraîné dans la mort.

(déséquilibre nutritionnel), à la santé (non accès aux soins primaires), à l'éducation (non scolarisation), au logement.

1-3-3) La pauvreté des potentialités ou de « capacité »

Elle traduit le fait que l'on n'ait pas pu disposer des moyens (différentes formes de capital) qui auraient permis de se soustraire de la pauvreté, de vivre correctement et de mettre en valeur ses capacités individuelles. Cette insuffisance « accumulation de capital » engendre une insuffisante mise en valeur des capacités individuelles (Herpin et Verger, 1998). Cette approche permet d'aborder la pauvreté à sa source en la considérant comme le résultat d'une incapacité à saisir les opportunités qui se présentent en raison d'un manque de capacité résultant d'une santé déficiente, d'une éducation insuffisante, de déséquilibres nutritionnelles. Dans une vision dynamique, on devient pauvre du fait de modifications dans la patrimoine (par faillite), dans le capital humain (handicap) ou dans le capital social (exclusion ou rupture familiale).

1-3-4) Pauvreté absolue / pauvreté relative

Ces deux concepts sont complémentaires. Une mesure de pauvreté absolue est plus adaptée dans les PED, où une part importante de la population vit autour du seuil de survie minimal, alors que dans les pays développés, où la sécurité alimentaire est quasiment assurée, la pauvreté se fonde davantage sur des comparaisons (Cogneau et al, 1996).

De même, une mesure de la pauvreté absolue est plus utile en période de crise économique, car elle permet de suivre le nombre de personnes qui tombent en dessous d'un seuil objectif considéré comme détecteur de pauvreté, alors qu'en période de croissance une mesure de pauvreté relative met en valeur les « laissez pour compte » de la croissance. Il convient de préciser que la pauvreté absolue se rattache à la pauvreté monétaire, tandis que la pauvreté relative se rapproche de la pauvreté des conditions de vie.

1-3-5) Les approches subjectives

L'approche subjective consiste non pas à se référer à un seuil minimal de ressources définies conventionnellement ou à des conditions objectives d'existence, mais à interroger directement les ménages sur la perception qu'ils ont de ces réalités, à partir des questions sur leur revenu, le revenu minimum nécessaire selon eux "pour joindre les deux bouts" et/ou leur degré "d'aisance financière". Différentes méthodes permettent ensuite, sur la base de ces réponses,

d'établir un seuil de pauvreté subjectif : les ménages dont le revenu est inférieur à ce seuil seront alors considérés comme pauvres (insécurité d'existence objective). Un autre indicateur (insécurité d'existence subjective) consiste à dénombrer les ménages qui déclarent éprouver les difficultés financières à boucler leur budget.

Les réponses à ce type de question ne sont pas dénuées d'ambiguïté. D'abord parce que, dans leurs réponses sur le revenu minimal nécessaire, la référence retenue par les ménages n'est pas nécessairement la même et peut traduire une aspiration plus qu'une nécessité. Ensuite, parce que la perception que les ménages ont de ces réalités peut être influencée par le besoin psychologique de minimiser les écarts entre les aspirations et la réalité. Les ménages les plus démunis, qui "doivent faire avec" peu de ressources, peuvent avoir ainsi tendance à minimiser les difficultés objectives qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne, ce qui risque de biaiser les résultats.

1-3-6) Articulation des diverses formes de pauvreté

La pauvreté se manifeste ainsi de plusieurs manières : insuffisance de ressources, insatisfaction des besoins essentiels, incapacité à réaliser son potentiel. Ces différents aspects se complètent. On peut en effet observer que la pauvreté monétaire, qui fluctue à court terme, a un effet à moyen terme sur les conditions de vie et, à plus long terme, sur les potentialités. Par exemple, au niveau micro économique, un ménage se voit obligé de retirer ses enfants de l'école en raison de la baisse de son revenu. La pauvreté monétaire entraîne la non scolarisation des enfants et donc une pauvreté des conditions de vie, qui se traduit par l'arrêt de l'accumulation de capital éducatif, entraînant à terme une pauvreté de potentialité.

1-4) Dimensions sociale et politique de la pauvreté

Parce que dans bon nombre de pays en développement, les populations sont apparues plus sensibles à d'autres formes de pauvreté que la seule pauvreté économique, il est apparu nécessaire de préciser le concept de pauvreté dans sa dimension sociale. L'exclusion liée à l'absence des droits sociaux est dans certains pays perçue comme la forme de pauvreté la plus dure. Toutefois, les relations sociales priment sur la possession des biens, et la cohésion sociale résulte de l'enchevêtrement de relations sociales exprimées en termes de droits individuels et d'obligations sociales.

Pour compléter la définition de la pauvreté, il faut introduire dans l'analyse d'autres dimensions humaines. Par exemple, la pauvreté politique (qui résulte d'une privation des droits civiques, de l'impossibilité politique, syndicale, culturelle de défendre sa situation

économique et sociale, avec le risque d'exclusion et de maintien dans la pauvreté), la pauvreté culturelle liée à la non reconnaissance d'une identité spécifique.

1-5) La prise en compte des inégalités

Pauvreté et inégalités sont par définition des notions proches : Il n'y a de « pauvres » relatifs que parce qu'il y a des riches, donc des inégalités de revenus. L'existence d'un lien systématique entre pauvreté et inégalités n'est pour l'instant démontré que dans le cas monétaire, et en relation avec la croissance. La mise en valeur d'une relation dans les deux autres cas des conditions de vie et des potentialités serait certes souhaitable, mais elle rencontre encore de nombreux problèmes de méthode, vu la multiplicité des éléments à prendre en compte. Toutefois, en période de crise, une croissance de la pauvreté peut être atténuée par une réduction des inégalités ; inversement en période de croissance, une augmentation des inégalités peut amener une stagnation et même une hausse de la pauvreté. On peut associer aux trois manifestations de la pauvreté, les mêmes trois formes d'inégalités.

1-5-1) L'inégalité monétaire

« L'inégalité monétaire » ou de « revenu » ou de « consommation », est mise en valeur par la courbe de Lorenz qui fournit le pourcentage de population détenant un pourcentage de richesse. Cette courbe se déduit de la courbe de distribution par tête qui donne le nombre de personne par niveau de revenu et de la courbe de répartition qui donne le pourcentage de population au dessous d'un certain seuil de revenu.

1-5-2) L'inégalité des conditions de vie

Elle retrace les différences qui existent dans les possibilités d'accéder à des services collectifs permettant de satisfaire aux besoins fondamentaux (santé, éducation). Elle résulte tout autant de l'insuffisance d'équipement, du temps d'accès et de la difficulté de communication, de l'insécurité alimentaire, des différences de niveau d'éducation, que de la stricte différence de revenu.

1-5-3) L'inégalité des potentialités

On peut assimiler « l'inégalité des chances », en langage courant, à une inégalité des potentialités. En effet, ce sont les différences dans les probabilités de pouvoir mettre en valeur leurs capacités (des différences de potentialité) qui font que les individus n'ont pas au départ les mêmes chances de réussite. Par définition, on considère qu'il ya égalité des chances si l'avenir d'un individu ne dépend pas du capital économique, culturel ou social qui est mis à sa

disposition, mais de ses seuls talents. Dans ce cadre on introduit des indicateurs qui expriment les différences dans le capital possédé au départ ; tant le capital physique (les avoirs financiers et actifs), et le capital humain (le niveau d'éducation atteint et l'espérance de vie pour la santé) que le capital sociale (les relations avec d'autres).

Section 2 : Approche méthodologique des enquêtes ECAM I et ECAM II⁷

La problématique de la comparaison des résultats de ECAM I et ECAM II est tributaire à la fois de la qualité des données et des approches méthodologiques utilisées pour les analyser. En cas de différence sur un de ces deux aspects, il y a lieu de procéder à des ajustements avant toute comparaison. Pour rendre comparable les données de ces deux opérations, en vue d'analyser la dynamique de la pauvreté entre 1996 et 2001, un important travail d'harmonisation des données et des concepts des indicateurs utilisés a été réalisé avec l'assistance d'une mission de la Banque Mondiale du 17 juin au 1^{er} juillet 2002. Au terme de cette mission, les éléments de comparaison confectionnés à partir des données des deux enquêtes et les analyses subséquentes ont été identifiés et donnent lieu aux résultats utilisés dans notre travail.

2-1-Comparabilité des éléments des enquêtes ECAM I et ECAM II

Les objectifs visés à travers l'exécution de ces deux enquêtes sont globalement similaires, à savoir l'appréciation des conditions de vie des ménages. Ce qui fait en sorte que les questionnaires soient semblables avec des structures presque identiques. Ils renferment des sections concernant les informations individuelles des membres du ménage (santé, éducation, emploi) ; les avoirs et le patrimoine du ménage les dépenses rétrospectives et celles effectuées par les ménages pendant l'enquête.

2-2 Construction de l'indicateur du niveau de vie et du seuil de pauvreté

L'indicateur du niveau de vie retenu dans le cadre de l'analyse de l'évolution du phénomène de pauvreté se compose : des dépenses alimentaires et non alimentaires retraitées (habillement et articles chaussants, équipements de maison, transports et communications, services divers et services d'hébergement) ; de la valeur d'usage des biens durables communs aux deux opérations ; de l'autoconsommation et des transferts en nature reçus. Une fois évaluées selon

⁷ Tous les chiffres utilisés dans cette section sont extraits de « Evolution de la pauvreté au Cameroun entre 1996 et 2001 », 2002, document de travail de l'INS

la même approche, les dépenses de 1996 et de 2001 ont été corrigées des fluctuations temporelles et spatiales des prix. L'année 2001 a été considérée comme année de référence à cause de la pertinence⁸ du seuil élaboré pour cette année.

En définitive, le seuil de pauvreté retenu pour la comparaison entre 1996 et 2001 est un seuil qui laisse inchangé au niveau national le taux de pauvreté élaboré dans le cadre du profil de référence de l'année 2001. Ainsi, avec 185490 francs CFA de 2001 par an et par équivalent adulte, 40,2% de camerounais vivent dans des ménages pauvres en 2001. Ce seuil est différent du seuil de 232547 FCFA donné dans le profil de l'année 2001, en raison des retraitements opérés sur les données pour assurer leur comparaison. Compte tenu du fait que toutes les dépenses ont été ramenées à leur niveau d'octobre 2001, le seuil de 185.490 FCFA est valable pour 1996 et 2001. Toutes les dépenses analysées sont donc en franc CFA de 2001. Ainsi, pour distinguer entre intermédiaires et riches (non pauvre), le seuil maximum retenu est obtenu en multipliant par deux le seuil minimum de 185.490 FCFA.

Le deuxième indicateur est calculé en ajoutant à l'indicateur de référence les postes de dépenses qui ne sont pas collectés sur la même période de référence et ceux dont le nombre de sous postes sont très différents entre les deux enquêtes. Le troisième indicateur est obtenu du premier par omission de la correction de l'effet de mémoire en milieu rural. Plusieurs indicateurs ont ainsi été calculés.

Dans les soucis de cohérence et de comparabilité, il a été calculé pour chacun de ces indicateurs, le seuil de pauvreté qui donne au niveau national le taux de pauvreté se trouvant dans le document du profil de pauvreté. Ainsi, tous les calculs sont basés sur les différents seuils qui donnent 40,2% de pauvreté en 2001.

2-3-Evolution de la pauvreté monétaire au Cameroun

Au terme des travaux d'harmonisation qui ont été fait, les données désormais comparables permettent d'examiner l'évolution du phénomène de la pauvreté entre 1996 et 2001, en commençant par l'évolution des revenus des ménages et des principaux indicateurs de la pauvreté monétaire puisqu'il s'agit d'elle dans notre travail.

⁸ Le seuil de pauvreté de 2001 est basé sur un panier de 61 bien et services plus représentatifs de la consommation des ménages que les 3 biens retenus pour élaborer le seuil de 1996

2-3-1- Evolution des revenus des ménages

Dans l'ensemble, les revenus moyens estimés par les dépenses par équivalent adulte ont connu une augmentation de 14,8% en cinq ans, soit en moyenne une progression annuelle d'environ 2,8%. Cette augmentation des revenus serait imputable aux facteurs tels que :

- Une bonne tenue des secteurs d'exportations (café, cacao, coton...)
- La réalisation des investissements que prévoient les cahiers de charge des privatisations
- La création des unités de productions industrielles dans la filière bois
- Un réaménagement des salaires dans la fonction publique en février 1997
- Les créations d'emploi et les autres effets induits de la construction de l'oléoduc reliant les champs pétrolifères de DOBA au Sud du Tchad au port de KRIBI au Cameroun.

Ces augmentations de revenus ont profité différemment aux diverses catégories de ménage, suivant les caractéristiques liées au sexe, au milieu de résidence, à la zone géographique et à la situation d'activité.

Suivant le milieu de résidence, les ménages du milieu urbain ont plus profité de l'augmentation des revenus que ceux habitant le milieu rural. Ce qui donne une augmentation deux fois plus importante chez les premiers par rapport aux derniers cités. Or nous savons que plus de 8 pauvres sur 10 habitent la zone rurale, on en déduit que les pauvres ont moins profité de l'augmentation des revenus que les non pauvres. Il en ressort aussi que la bonne tenue du secteur des exportations aurait favorisé plus les intermédiaires (exportateurs et autres intermédiaires) que les producteurs qui résident pour la plupart en zone rurale.

Par rapport au sexe, les ménages dirigés par les femmes ont connu une dégradation de leur situation avec une baisse annuelle de 2% de leurs revenus moyens sur la période 1996 et 2001.

Les raisons de cette situation sont liées à l'accessibilité au marché du travail et sa nature. Les ménages dirigés par les hommes ont quant à eux en moyenne plus d'actifs occupés que ceux dirigés par les femmes, lesquelles sont plus nombreuses dans le secteur informel.

Au plan géographique, la ville de Yaoundé et la zone rurale Forêt ont enregistré de très fortes hausses de revenus, imputables sans doute au léger réaménagement des salaires dans la fonction publique en 1997 et aux activités de nouvelles unités industrielles de la filière bois.

La ville de Douala quant à elle enregistre 4 fois moins d'augmentation de revenus que Yaoundé ; Les difficultés des entreprises privées installées dans cette capitale économique seraient à l'origine de cette performance. La zone rurale Savane située dans les provinces septentrionale connaît une détérioration de sa situation avec les revenus qui amorcent une tendance à la baisse. L'économie de cette région étant fortement tributaire de la pluviométrie et de l'élevage. Or la période sous revue a connu une année de sécheresse et deux années d'épidémies de bétails.

Globalement, les dépenses par tête des ménages ont crû pendant cette période plus vite que la richesse nationale mesurée par la croissance économique réelle par tête qui, pendant la période concernée a connu une augmentation moyenne annuelle de 1,57%. La croissance économique reste fragile et la consommation des ménages partiellement soutenue par cette dernière pèserait encore sur l'épargne. Si de manière générale, les ménages ont profité de la croissance économique du pays pendant les cinq dernières années, ce ne sont pas tous les ménages qui en ont profité de la même façon. Ainsi, le constat qui est fait est celui selon lequel la distribution de l'augmentation des revenus dans l'économie n'a pas bénéficié de la même façon à toutes les couches de la population. Cette situation est de nature à justifier la mise en place d'une politique de redistribution capable de corriger la distribution primaire des revenus qui, du fait des forces du marché et d'autres distorsions restent inéquitable.

2-3-2- Evolution des indicateurs de pauvreté monétaire

Nous verrons dans cette sous partie, l'évolution des indicateurs suivant le milieu de résidence avant de le faire suivant la zone géographique et le sexe.

a) Evolution des indicateurs suivant le milieu de résidence

Les modifications des taux de pauvreté, de l'intensité et de la sévérité entre les deux dates permettent d'apprécier l'évolution du phénomène sur le plan monétaire. Le recul global de la pauvreté que traduit la baisse de 13,1 points de son taux est plus accentué en zone urbaine qu'en zone rurale ; ce recul est de 19,3 points en ville contre 9,7 points en zone rurale. Cette situation du taux de pauvreté confirme la répartition inégalitaire des revenus entre les milieux urbain et rural.

Indicateurs	Milieu	1996	2001	Variation
Incidence p(0)	Urbain	41,4	22,1	-19,3
	Rural	59,6	49,9	-9,7
	Cameroun	53,3	40,2	-13,1
Incidence p(1)	Urbain	14,7	6,3	-8,4
	Rural	21,5	18,3	-3,2
	Cameroun	19,1	14,1	-5,0
Sévérité p(2)	Urbain	6,9	2,7	4,2
	Rural	10,1	9,3	-0,8
	Cameroun	9,0	7,0	-2,0

Source: ECAM I ; ECAM II ; INS

L'intensité⁹ de la pauvreté qui mesure le gap moyen entre le revenu des pauvres et le seuil de pauvreté a lui aussi connu une baisse, passant de 19,1% à 14,1% du seuil de pauvreté. Cela représente un déficit annuel de revenu par équivalent adulte de 35.429 FCFA en 1996 contre 26.154FCFA en 2001. Globalement, le déficit de revenu s'est réduit de 26,2% en 5 ans ; et c'est en milieu urbain que la réduction du gap de revenu des pauvres par rapport au seuil de pauvreté est la plus forte. Toutefois, le phénomène de pauvreté est moins sévère en 2001 par rapport à 1996, à la suite de la réduction des inégalités entre les pauvres. Les revenus des pauvres sont moins dispersés par rapport au seuil de pauvreté en 2001 qu'en 1996. L'indicateur de cette dispersion qui est la sévérité de la pauvreté est passé de 9,0% en 1996 à 7,0% en 2001. C'est également dans le milieu urbain que la réduction des inégalités entre pauvres a été la plus forte.

b) Evolution des indicateurs suivant la zone géographique

Entre 1996 et 2001, le profil géographique de la pauvreté n'a pratiquement pas changé. En effet, par rapport à l'incidence de la pauvreté, les zones agro écologiques ont le même classement en 2001 qu'en 1996, sauf en ce qui concerne Yaoundé et Douala. Il est cependant important de relever que l'ampleur de la pauvreté a reculé dans toutes les zones sauf dans la zone « rurale savane » où elle s'est même un peu accrue. Cette zone est la seule dans le milieu rural qui a enregistré une baisse du taux de pluriactivité et une presque stabilité de la taille

⁹ est considéré comme intensité de la pauvreté dans cette étude l'intensité p1 de la famille des indices p θ de Foster-Greer et Thorbecke. Ceci explique la différence avec les valeurs de cet indicateur données dans le profil de pauvreté du Cameroun.

moyenne des ménages ; il semble donc que les ménages des autres zones rurales développent des stratégies de réduction de la pauvreté en direction de la pluriactivité et de la baisse de la pression démographique. Les deux grandes métropoles Douala et Yaoundé ont enregistré les plus fortes baisses de l'ampleur de la pauvreté, passant respectivement de 37,3 à 18,5% et de 49,0% à 18,3% de 1996 à 2001.

Sur le plan géographique, l'évolution de l'intensité et de la sévérité de la pauvreté reflète plutôt la différence urbain/rural. Les baisses sont très importantes dans les strates urbaines et peu prononcées dans les strates rurales. Ceci confirme le fait que les ménages urbains aient le plus profité de l'augmentation des revenus au cours de la période.

c) Evolution des indicateurs suivant le sexe

Si l'on considère l'incidence de la pauvreté qui au niveau global a reculé de 13,1 points entre 1996 et 2001, ce recul est plus faible dans les ménages dirigés par les femmes ; cette situation s'explique par l'importance de la différence de l'incidence de la pauvreté entre les deux types de ménage en 1996 (54,2% chez les ménages dirigés par les hommes contre 45,8% chez ceux dirigés par les femmes). Entre 1996 et 2001, les chefs de ménages dirigés par les femmes ont conservé la même taille de leur ménage alors que les ménages dirigés par les hommes ont conservé la même taille moyenne. Toutefois, les ménages ayant à leur tête des hommes enregistrent également les plus fortes baisses de l'intensité et de la sévérité de la pauvreté.

Sachant ce qu'est la pauvreté ainsi que son évolution à partir de tout ce qui précède, nous verrons dans le chapitre qui suit comment faire pour éradiquer ce phénomène.

Chapitre II :

Les stratégies de Réduction de la Pauvreté

L'évolution de la pauvreté entre deux dates dans un pays peut être la résultante d'un ensemble de mesures de politiques économiques et sociales mises en œuvre par les autorités. Ces mesures concernent la période prise en compte dans l'évolution, mais également des mesures adoptées et mises en œuvre avant cette période. Les deux éléments fédérateurs résumant les effets de ces mesures et auxquels on impute généralement l'évolution de la pauvreté sont : la croissance économique et les modifications dans la distribution des revenus. Une augmentation du niveau de vie des individus d'un montant de revenus, toutes choses égales par ailleurs, augmenterait le niveau de vie moyen et diminuerait la pauvreté en laissant inchangées les inégalités (effet de croissance). De même, un transfert de revenus réels des non pauvres aux pauvres, toutes choses égales par ailleurs, réduirait les inégalités et diminuerait la pauvreté (effet redistribution). L'objectif de ce chapitre est de montrer que c'est l'action conjuguée de ces deux effets qui conduisent à réduire la pauvreté par l'intermédiaire de l'investissement privé. Mais avant cela, nous présenterons les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté.

Section 1 : Le DSRP et les ODM

Nous commencerons d'abord par donner les grands axes ainsi que le contexte et le contenu du DSRP du Cameroun avant de présenter les objectifs du Millénaire

I- Le DSRP : une approche nationale

Nous verrons dans ce paragraphe l'élaboration et la mise en œuvre du DSRP d'une part, ainsi que son contenu d'autre part.

1-1) Elaboration, mise en œuvre et contenu des DSRP

Depuis 1999, la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International ont imposé aux pays en développement qui souhaitent bénéficier de leurs financements à taux privilégiés ou d'un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTTE (pays pauvres très endettés), de formuler au préalable une stratégie de lutte contre la pauvreté. Cette stratégie est présentée dans un document unique de politique économique : le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Cette nouvelle démarche constitue un tournant qui découle de la prise

de conscience de l'existence de graves lacunes dans les stratégies passées ; elle se distingue des précédentes essentiellement sur deux points :

- La lutte contre la pauvreté devient un objectif prioritaire ; la mise en œuvre et le succès des politiques de réduction de la pauvreté constitue une condition de l'allègement de la dette, qui est en même temps censé dégager les moyens financiers nécessaires à leur application ;
- Afin de maximiser l'efficacité de la stratégie de lutte contre la pauvreté, un « processus participatif » associe les bailleurs de fond et l'ensemble des acteurs sociaux à son élaboration, à son suivi et à sa mise en œuvre.

Selon le document de référence défini par la Banque Mondiale (Tikare et Alii, 2001), six principes de base sous-tendent la définition et la mise en œuvre des DSRP¹⁰. Un accent particulier étant mis sur le caractère participatif de la définition de ces politiques. La définition de la participation donnée par la Banque Mondiale (Tikare et Alii, 2001) est telle que : « la participation est le processus à travers lequel les agents influencent et partagent le contrôle sur la fixation des priorités, la définition des politiques, l'allocation des ressources et l'accès aux biens et services publics. Il n'existe pas de guide de la participation parce qu'elle s'inscrit dans différents contextes, différents projets et différents objectifs. »

D'un point de vue général, les principales innovations apportées par les principes devant guider les DSRP par rapport aux politiques préconisées par la Banque Mondiale auparavant dans le cadre des « Documents Cadres de Politique Economique » (DCPE) se résument à travers le tableau suivant :

Tableau 1 : comparaison entre les PAS et la lutte contre la pauvreté

Objectif principal	Ajustement structurel	Lutte contre la pauvreté
Intitulé des instruments	-Document Cadre de Politique Economique (DCPE) -Crédit d'ajustement structurel (BM) -Facilité d'Ajustement	-Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) -Crédit de Soutien à la Réduction de la pauvreté (BM) -Facilité pour la Réduction

¹⁰ Ces principes énoncent que les stratégies devraient être : -impulsées par le pays, c'est à dire impliquant une large participation de la société civile et du secteur privé dans toutes les étapes opérationnelles axées sur les résultats, et centrées sur les résultats susceptibles de bénéficier aux pauvres dans le sens où elles reconnaissent la nature multidimensionnelle de la pauvreté- , afin de rendre possible la mise en œuvre des politiques, en termes à la fois fiscaux et institutionnels orientées vers la recherche de partenariats avec les acteurs de l'aide au développement, selon un objectif de coordination de leurs interventions basées sur une perspective de long terme pour la réduction de la pauvreté.

	Structurelle Renforcée (FMI)	de la Pauvreté (FMI)
Traitement de la dette	- Indirect (Club de Paris)	Allègement de la dette (PPTE)
Elaboration	-Politiques imposées de l'extérieur -Décidée d' « en haut » -Secret	-Politique élaborée par le pays -Approche par le « bas » -Transparence
Prise en compte des spécificités du pays	- Faible	-Forte
Financement	-Priorité aide- projet	-priorité aide budgétaire
Indicateurs de suivi Conditionnalité	Indicateurs de moyens	Indicateurs de résultats

Source : Cling et al, 2003 dans Les nouvelles Stratégies Internationales de lutte contre la pauvreté

Comme on s'en rend compte à la lecture de ce schéma, les principes des DSRP rompent fondamentalement avec la pratique de leurs prédécesseurs, que ce soit en termes de mode d'élaboration des politiques, mais de contenu, de financement ou d'indicateurs de suivi. Dans tous ces domaines, l'échec des stratégies antérieures a imposé aux IBW de formuler des politiques basées sur des principes largement opposés.

Toutefois, la grande originalité des nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté est d'avoir reconnu le rôle central et élargi le champ des acteurs à impliquer dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, rompant ainsi avec l'approche technocratique qui prévalait auparavant.

1-2) Contexte et caractéristiques du DSRP du Cameroun

Les grands axes de la stratégie à moyen terme de réduction de la pauvreté en cohérence avec les grands objectifs de développement auxquels le Cameroun a souscrit sont au nombre de sept :

Axe 1 : La promotion d'un cadre macro économique stable

Dans l'optique de la promotion d'un cadre macro économique stable, la FASR, programme économique et financier appuyé par le FMI et exécuté par le Cameroun de manière satisfaisante du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 2000 visait à consolider l'assainissement de la situation des finances publiques et à mettre en place les conditions d'une croissance économique soutenue et d'un redressement tangible du niveau de vie des populations. Dans cette même optique, nous avons également un second programme au titre de la Facilité Pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) qui est davantage conçu autour de l'objectif de réduction de la pauvreté et vient à terme en fin 2003. Grâce à ces programmes et en particulier aux réformes structurelles engagées dans ce cadre, l'économie camerounaise a renoué avec une croissance stable, au rythme de 4,7% l'an entre 1997 et 2001, avec un taux d'inflation avoisinant 3%. Ainsi, dans le cadre du DSRP, les autorités entendent consolider les acquis de ces programmes et maintenir un cadre macroéconomique sain et propice à la croissance.

Axe 2 : La diversification de l'économie pour renforcer la croissance

Conscient que le rythme de croissance des dernières années est encore insuffisant pour donner au Cameroun les moyens en ressources propres pour combler le déficit social comme envisagé dans la stratégie de réduction de la pauvreté, du fait que le secteur pétrolier accuse un déclin continu, et qu'en l'absence d'une diversification accrue la croissance économique continuera de fluctuer considérablement avec les termes de l'échange forçant les autorités à des ajustements fréquents qui affecteraient l'exécution soutenue des stratégies sectorielles et risquerait d'aggraver la vulnérabilité des populations. Pour toutes ces raisons, le gouvernement est déterminé à accélérer les réformes afin de diversifier l'économie et relever le taux de croissance aux environs de 6% en moyenne sur la période 2005 à 2015. Cette stratégie repose sur les piliers tels que

- le secteur rural (appuyer les opérateurs pour favoriser la production, assurer des revenus et la sécurité alimentaire aux populations) : Dans le cadre du DSRP, cette stratégie vise à améliorer la productivité et les rendements dans l'agriculture et favoriser la croissance de la production agricole. Toutefois, elle s'articule autour de l'appui à la modernisation de l'appareil de production par la facilitation des financements à moyen et long termes, et le renforcement des ressources humaines dans le secteur grâce à des rénovations dans la formation professionnelle, le développement des infrastructures dans le secteur rural (routes, eau, pistes), la

restructuration du cadre institutionnel et la promotion d'un environnement incitatif et la gestion durable des ressources naturelles.

- L'industrie manufacturière : il s'agit de favoriser la compétition générale et appuyer l'essor des filières agroalimentaires, textile et transformation du bois pour relever la contribution de l'industrie à la croissance.
- Les services : Il s'agit ici de favoriser le développement du tourisme, des technologies de l'information et de la communication, des transports et des finances.

•

Axe 3 : Le renforcement du secteur privé comme le moteur de la croissance

Il s'agit ici du fait que l'Etat contribuera directement à la croissance économique à travers une allocation appropriée des ressources publiques en faveur des secteurs prioritaires et en soutien au secteur productif. Mais la clé de voûte de cette stratégie demeure un secteur privé dynamique qui puisse propulser la croissance économique, en favoriser une meilleure répartition sociale des fruits, contribuer à renforcer l'épargne intérieure, et servir aussi comme partenaire et conduit efficace pour l'investissement étranger. Dans ce nouvel élan des réformes, le Gouvernement se donne pour priorité d'améliorer l'environnement physique des entreprises en accélérant le développement des infrastructures de transport, des télécommunications, de fourniture et de distribution d'énergie, d'améliorer le cadre institutionnel et réglementaire pour accroître l'efficacité des prestations publiques aux entreprises, de garantir la sécurité juridique des investissements par l'amélioration du fonctionnement du système judiciaire et l'application du cadre juridique des affaires, et en particulier celui de l'OHADA, de promouvoir la pénétration des produits camerounais sur les marchés extérieurs, de consolider les mécanismes de concertation et de dialogue avec les organisations du secteur privé.

Au-delà de cette stratégie générale, le Gouvernement entend appuyer et utiliser le secteur privé, notamment les PME/PMI, comme un instrument privilégié pour créer des richesses et développer les services sociaux afin de combattre la pauvreté. En cela, la stratégie gouvernementale de développement du secteur privé comporte des axes spécifiques d'appui ciblés sur les PME et les micro-entreprises. Les objectifs sont de : renforcer l'implication du secteur privé dans le développement des capacités, notamment dans l'offre de services sociaux tels l'éducation et la santé ; renforcer la compétitivité des PME/PMI à fort potentiel de croissance; mobiliser davantage des ressources financières en faveur des PME/PMI et des micro-entreprises, par la diversification et l'adaptation des instruments financiers, ainsi que le

développement de la micro finance ; appuyer l'organisation du sous-secteur des PME/PMI et de l'artisanat afin de faciliter le partenariat, par exemple la promotion d'un programme de développement des réseaux ou groupes (networks/clusters) de PME, de micro-entreprises et de pépinières d'entreprises ; améliorer l'impact du programme de privatisation sur la sous-traitance des services aux PME/PMI. Le Gouvernement poursuivra par ailleurs sa politique d'appui institutionnel de consolidation du secteur financier traditionnel et de la micro finance dans le nouveau cadre réglementaire régional.

Axe 4 : Le développement des infrastructures pour appuyer les secteurs productif et social

Il s'agit ici du développement des infrastructures routières, de la protection de l'environnement ainsi que du développement des services de télécommunication, de l'énergie et l'extension de ces services en zones rurales.

Axe 5 : L'accélération de l'intégration régionale

L'accélération de l'intégration sous régionale permettra au pays de poursuivre une stratégie d'ouverture et de coopération afin d'élargir les marchés tout en assurant la compétitivité globale de la zone par rapport au reste du monde. Cette politique d'ouverture peut induire des effets multiplicateurs importants et dépendant de la nature des chocs qui frappent les différents pays, assurer une plus grande stabilité et intensité de la croissance. Pour cela, il conviendrait aux différents pays de s'engager à maintenir la discipline budgétaire telle qu'indiquée par les critères de convergence, à renforcer la profondeur des marchés financiers et interbancaires, ainsi qu'à améliorer les infrastructures physiques afin de permettre une meilleure intégration des marchés du travail, des biens et des capitaux.

Axe 6 : Le renforcement et la valorisation des ressources humaines

Il s'agit ici d'améliorer l'accès à l'éducation de base et l'enseignement technique et professionnel et l'état de santé des populations. Une stratégie de réduction de la pauvreté en milieu urbain est mise sur pieds. Elle consiste à améliorer les conditions de vie des populations urbaines dont la majorité vit dans des situations précaires, renforcer le rôle économique des villes en procédant à l'extension, à la réhabilitation et la maintenance des infrastructures urbaines, développer un programme de promotion de l'habitat social en milieu urbain. Comme autres politiques et stratégies de développement social, les autorités

continueront d'œuvrer pour assurer à la femme de meilleures conditions de vie, le respect de ses droits, la reconnaissance effective de sa contribution au développement, et sa plus grande insertion dans les activités économiques. Dans le même ordre d'idées, nous avons la création d'emplois et l'insertion des groupes défavorisés dans le circuit économique.

Axe 7 : Améliorer la gouvernance, l'efficacité des services administratifs et le cadre institutionnel

La promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption constituera également des facteurs essentiels de la réussite du programme de réduction de la pauvreté. Les populations ont en effet cité, lors des consultations participatives, la corruption et plus généralement les manquements à la gestion saine des affaires publiques comme déterminants importants de la pauvreté au Cameroun. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de gouvernance (PNG) adopté en juin 2000, les autorités mettront un accent particulier sur le renforcement de la transparence et de la responsabilisation (« accountability »), l'amélioration de l'offre de services sociaux de base, le renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité juridique et judiciaire des investissements, la poursuite du processus de décentralisation/déconcentration de la gestion des affaires publiques et l'amélioration de l'information du citoyen sur la gestion des affaires publiques.

La stratégie de croissance et réduction de la pauvreté est l'amélioration du bien-être de tous. Celle-ci repose, d'une part, sur l'entreprise privée comme moteur de l'économie et vecteur important de la répartition sociale de la richesse et, d'autre part, sur le citoyen comme l'acteur et le bénéficiaire ultime du développement. A cet effet, le rôle de l'Etat est de créer un environnement physique et institutionnel favorable au développement des entreprises et à l'épanouissement des citoyens. Pour y parvenir, les capacités de gouvernance au plan des institutions, des procédures de gestion et des processus décisionnels doivent être renforcées afin de permettre à l'Etat d'accomplir ses fonctions essentielles qui sont :

- La gestion stratégique du développement ;
- La participation et la mobilisation des forces vives ;
- Le renforcement de l'Etat de droit et la sécurité des biens et des personnes ;
- La gestion des finances publiques ;
- La lutte contre la corruption ;
- La réforme du système de passation des marchés ;
- La gestion des ressources humaines ;
- l'information du citoyen.

- La gestion de l'environnement

1-3) les politiques de l'éducation et de la santé

La politique de l'éducation et celle de la santé constituent un axe majeur de la lutte contre la pauvreté. Basée sur un accroissement substantiel des dépenses sociales d'éducation, elle s'est fixée des objectifs en matière de taux de scolarisation, notamment dans le primaire. Ses orientations sont la réhabilitation des infrastructures scolaires publiques et développement de l'offre non publique (écoles communautaires et privées), cartes scolaires, amélioration de la qualité, recouvrement des coûts et beaucoup d'autres. De même, la pauvreté des parents est également un facteur d'inégalité des chances d'accès à l'école : faible taux de scolarisation, retards à l'entrée et retrait précoce dus aux contraintes financières, résultats scolaires médiocres. De plus, les frais de scolarité réduisent les possibilités de choix du type d'école et conduit les enfants des familles pauvres à fréquenter principalement les établissements publics, dont la qualité s'est la plus dégradée du fait de la crise budgétaire.

II- Les Objectifs du Millénaire : une approche internationale

Ces objectifs visent, à l'horizon 2015, dans chacun des domaines à :

1. Eliminer l'extrême pauvreté et la faim en réduisant de moitié le nombre de Camerounais vivant au-dessous du seuil de pauvreté et qui souffrent de la faim ;
2. Assurer une éducation primaire pour tous en donnant à tous les enfants les moyens d'achever le cycle d'études primaires ;
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes, en éliminant les disparités entre les sexes dans les enseignements primaires et secondaires, et si possibles, à tous les niveaux d'enseignement ;
4. Réduire de deux tiers, la mortalité à la naissance et celle des enfants de moins de cinq ans ;
5. Améliorer la santé maternelle, en réduisant de trois quart la mortalité maternelle;
6. Combattre et stopper la propagation du VIH/SIDA, maîtriser le paludisme et d'autres grandes endémies en inversant leur tendance ;
7. Assurer un environnement durable en réduisant de moitié la proportion de la population qui n'a pas accès à l'eau potable, améliorer sensiblement l'habitat en intégrant les principes de développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle de la déperdition des ressources environnementales ;

8. Mettre en place un partenariat pour le développement des technologies de l'information et de la communication et pour l'application des politiques et des stratégies qui permettent aux jeunes de trouver un travail décent et utile.

Le tableau suivant indique d'une part les indicateurs de mesure des progrès à réaliser dans le cadre des missions assignées à chaque objectif et, d'autre part la situation actuelle des indicateurs ainsi que les prévisions d'amélioration de ces indicateurs à l'horizon 2015.

Tableau 2 : Les Objectifs du Développement du Millénaire : Situation actuelle et objectif à atteindre dans le cas du Cameroun

ODM	Indicateurs de mesure des progrès	Situation actuelle		Objectifs à atteindre	
		Niveau	Année	Niveau	Horizon
1. Eliminer la pauvreté extrême et la faim	1. proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (incidence de pauvreté)	40,2	2001	25,2	2015
	2. proportion d'enfants souffrant d'émaciation	6,0	1998	1,5	2015
	3. proportion d'enfants souffrant de malnutrition (12 – 23 mois)	44	1998	16	2015
	4. proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale	22,2	1998	8	2015
2. Assurer une éducation primaire pour tous	5. taux net de scolarisation à l'école primaire (6 – 11 ans)	75,2	2001	100	2015
	6. taux d'accès à l'école primaire	90	2000	100	
	7. taux d'achèvement à l'école primaire	56	2003	100	

3. Promouvoir l'égalité des sexes	8. indice de parité filles / garçons	85	2000	100	2015
	Indice de parité filles/garçons au niveau secondaire	81,5	2000	100	2015
	Secondaire général	87,5		100	2015
	Secondaire technique	61,7		100	2015
4. Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans	9. taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes	150,7	1998	42,1	2015
5. Améliorer la santé maternelle	10. proportion d'accouchements assistés par un personnel médical qualifié	41,8	1998	70	2015
	11. nombre des décès maternels sur 100.000 naissances vivantes	430	1998	350	2015
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies	12. taux de prévalence du VIH parmi la population sexuellement active (15 – 49 ans)	11,2	2002	9	2015
	13. prévalence du paludisme dans les groupes cibles (femmes enceintes et enfants de 0 à 5 ans)	45,9	1997	25	2015
7. Assurer un environnement durable	14. proportion des aires protégées	10	1997		2015
	15. proportion de la population qui n'a pas d'accès à l'eau potable	49,5	2001	25	2015
	16. proportion de la population disposant d'un WC avec chasse eau ou de latrines aménagées pour leur lieu d'aisance	42,8	2001		2015

8. Mettre en place un partenariat pour le développement	17. taux de chômage	17,1	2001		2015
	18. nombre de lignes téléphoniques pour 100 habitants	6,5	2000		2015
	19. nombre d'ordinateurs pour 1000 habitants				2015

Source: DSCN/ECAM II, PNUD/CAMEROUN¹¹

Le tableau ci-dessus indique les progrès déjà réalisés et permet au Gouvernement de mesurer les efforts à fournir en vue d'atteindre à terme ces objectifs du développement du millénaire. Il y ressort que, le choix des axes stratégiques et des actions prioritaires retenues justifie la détermination du gouvernement à élaborer une stratégie de croissance économique et de réduction de la pauvreté ambitieuse et réaliste. La réalisation d'une telle stratégie nécessite une diversification accrue de l'économie en vue de relever de façon substantielle le taux moyen de croissance réel et la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et d'actions ciblées en vue de maximiser les effets positifs de la croissance sur la réduction de la pauvreté.

Section 2 : Le rôle de l'investissement dans la réduction de la Pauvreté

De façon générale l'investissement (privé et public) joue un rôle très important dans la réduction de la pauvreté étant donné que l'éradication de ce fléau passe par une croissance soutenue et redistribuée. Or, le moteur de la croissance est l'investissement. Cependant nous insisterons sur le rôle de l'investissement direct étranger qui est un investissement privé extérieur. Dans un premier paragraphe, nous verrons comment l'IDE influe sur la croissance de façon théorique en général, avant de le faire dans le paragraphe suivant dans le pays hôte dans un second paragraphe.

I. IDE et Théorie de la croissance

Nous verrons tour à tour la relation entre IDE et croissance, puis la croissance et la théorie du capital Humain

1-1. Généralités

En général, l'impact attendu de l'IDE sur la croissance est multiple (Balasubramanyam et al, 1996).

¹¹ Tiré du DSRP, 2000

D'une part, l'IDE améliorerait la croissance en encourageant l'incorporation des nouveaux produits et des nouvelles technologies, et conduirait également à des rendements d'échelles dans la fonction de production domestique des pays destinataires. Ainsi l'IDE est considéré comme source d'augmentation du capital humain et de transformation technologique dans les PED (De Mello, 1997), puisqu'il facilite l'utilisation de plusieurs technologies avancées par les entreprises domestiques et conduites au développement spécifique de l'accroissement de la productivité du travail. Toutefois, la théorie du modèle de commerce international montre le fait que, l'augmentation du capital humain via les transferts technologiques conduit aussi au processus d'innovation entraînant les rendements d'échelle. C'est le principal canal de la croissance endogène (Romer, 1990) en présence d'IDE que nous analyserons dans la suite.

Par le transfert de connaissance, l'IDE augmente le stock de connaissance existant dans l'économie destinataire à travers la formation du travail, des diffusions et acquisition dans un premier temps, et à travers l'introduction des pratiques alternatives de gestion et des arrangements organisationnels (De Mello and Sinclair, 1995) dans un second temps. La portée pour les externalités des différents types d'IDE et leur impact sur la croissance à long terme sont les éléments communs des modèles de croissance endogène (Romer, 1990).

En conséquence, tel que prédomine la réduction des rendements dans les firmes individuelles, et où la production marginale du capital tend à décliner comme le capital accumulé, la présence des externalités est placée entre le taux de rendement d'investissement privé et social. Ainsi, l'investisseur étranger peut accroître la productivité dans les économies destinataires, et l'IDE peut être considéré comme catalyseur d'investissement domestique et des progrès techniques. En somme les transferts de connaissance et de technologie sont les mécanismes les plus importants à travers lesquels l'IDE entraîne la croissance (De Mello, 1997). Malheureusement, la comptabilité de la croissance est confrontée à des difficultés de mesure. Les externalités induites par la croissance et l'impact de l'IDE dans la croissance restent très controversées dans la théorie comme dans la pratique.

1.2. Investissement en capital humain et croissance

Dans leurs travaux, Schultz (1963) et Becker (1964) admettent que la formation des individus contribue à constituer le capital humain tout comme le progrès technique constitue le capital physique. Toutefois le concept de capital humain est souvent appréhendé comme « des individus » ou la population qui contribue à l'activité productive future ou au « bien être »

(Levin, 1971). Il est donc un stock de connaissance qu'on peut mettre en valeur (Gazier, 1992). En outre, il comprend non seulement les qualifications, mais aussi l'état de santé et de migration. Plus généralement, le capital humain se réduit à l'éducation puisqu'elle est source d'amélioration de l'état de santé et des conditions d'hygiène (Touna, 1998).

Au milieu des années 1980, le capital humain prend une place essentielle dans l'explication de la croissance avec l'émergence des modèles de croissance endogène. C'est ainsi que Lucas (1988), à la suite de Romer (1986), intègre dans l'analyse de la croissance le capital humain. Contrairement au capital physique, le capital humain n'est pas sujet aux rendements décroissants, il peut donc engendrer un processus de croissance auto-entretenu (Touna, 1998). Ainsi, l'investissement en capital humain n'améliore pas seulement la productivité de celui qui la possède, il influence l'activité économique par l'intermédiaire des individus qui l'entourent (Lucas, 1988). Plus encore, l'accumulation du capital humain est considérée comme le moteur de la croissance par les précurseurs (Azaridis et Drazen, 1990) de l'analyse des modèles de croissance à génération. Dans ces modèles, les individus vivent deux périodes de telle sorte que la première soit consacrée à la formation, permettant l'accumulation du capital humain ; et à la seconde période, chaque agent tire profit du capital humain accumulé au cours de la première période. Or, étant donné le caractère altruiste des agents, ils lèguent une partie de ce capital à leurs descendants à la fin de leur vie. Ces legs du capital humain d'une génération à l'autre, qu'il soit volontaire ou non joue un rôle déterminant dans la croissance, et assure une croissance auto-entretenu (d'Autume et Michel, 1994).

Ainsi l'absence de l'éducation laisse invariant le capital humain des agents car une éducation nulle signifie un taux de croissance nul (Touna, 1998). C'est pour cette raison que, pour qu'une économie puisse croître, elle doit nécessairement investir dans l'éducation afin d'accumuler le capital humain. Ce qui favorisera l'attraction des IDE tout en motivant l'installation des firmes multinationales dans le pays où le niveau d'éducation est élevé. Aussi, le transfert de technologies à travers la formation des employés recrutés permettra de réduire le chômage, et partant le nombre de pauvre dans la région. Or si l'investissement en capital humain n'est pas soutenu, les IDE seront en retrait, le niveau de l'emploi va baisser, il s'en suit la baisse du taux de croissance avec ses corollaires que sont la pauvreté et la corruption par exemple.

II. IDE et croissance dans le pays hôte

Il s'agit ici des différents canaux par lesquels l'IDE entraîne la croissance dans le pays hôte

2.1. Transfert international des « meilleures technologies » et accélération de la croissance

- IDE et ouverture vers l'extérieur

Dans leur étude sur la croissance Sachs et Warner (1995) émettent l'hypothèse selon laquelle les pays pauvres n'auraient aucune tendance générale à rattraper ou à converger vers les nations riches parce que leur régime commercial est plus fermé que celui des pays riches. Toutefois, selon la théorie largement acceptée de la convergence économique selon laquelle, en s'appuyant sur la technologie, la connaissance et le capital qui existent dans les économies industrialisées, les pays pauvres peuvent accélérer le processus de développement et « refermer l'écart proportionnel du revenu ».

Aussi, l'IDE est présenté comme améliorant la croissance dans les pays qui suivent la promotion d'exportation par rapport à ceux favorisant la substitution aux exportations (Bhaguati, 1978). De ce fait, un lien est établi entre le régime commercial et la croissance en présence de l'IDE. En général, transparence et orientation vers l'extérieur semblent améliorer la croissance (De Mello, 1997).

Dans les économies en développement, le commerce protectionniste et les politiques d'investissement sont les outils de sauvegarde d'industries indigènes pour la compétition étrangère. Les secteurs stratégiques liés à la défense et à la souveraineté nationale sont fréquemment ciblés par les politiques protectionnistes. Néanmoins, ces politiques tendent à déformer les rendements privés et sociaux du capital et par conséquent, réduisent l'efficacité de l'IDE (Balasubramanyan et al, 1996). Toutefois, s'il est admis que les PED bénéficient des efforts de Recherche-développement des pays industrialisés¹² dans la mesure où ceux-ci diffusent le savoir à travers les biens exportés vers les PED, ces derniers peuvent alors combler leur retard de développement en tirant profit des technologies existantes (Abessolo, 2005). Ainsi, comme le soulignent de nombreux auteurs (Romer 1993, Grossman et Helman 1994), les PED peuvent bénéficier des transferts de technologie en grande partie par l'ouverture au commerce international. De même l'investissement en capital humain est

¹² Ce type d'analyse rejoint celle de Krugman (1979) où seul le pays développé innove, le pays en développement imitant la technologie.

rentable du point de vue de la croissance si des technologies sont développées et intégrées dans les investissements dans la mesure où les individus investissent en capital humain (Abessolo, 2005).

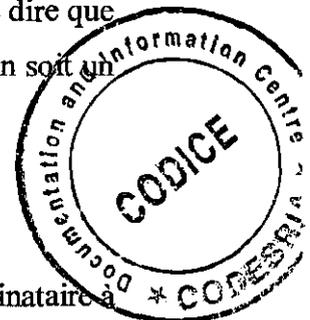
De plus, l'association entre régime commercial du pays hôte et IDE découle des hypothèses selon lesquelles les exportations temporelles précèdent l'IDE (De Mello, 1997). Toutefois, la théorie de la relocation optimale prédit le chronométrage avec lequel les firmes remplacent le commerce avec les opérations de location étrangère (Buckley and Casson, 1981).

Dans le cas de l'IDE tourné vers l'extérieur, Pfaffermayr (1994) examine le sens de la causalité entre IDE externe et exportation pour ce qui est des multinationales Australiennes après 1970, et fournit l'évidence de précérence des exportations temporelles. L'idée selon laquelle l'IDE externe bénéficie aux exportations est testée pour la Taiwan et quatre économies asiatiques (Indonésie, Malaisie, Phillipine, et Thailand) par Lin (1995). Les résultats suggèrent que l'IDE améliore le commerce bilatéral à travers les effets annulés des exportations. Ainsi, la portée de la complémentarité entre commerce et IDE survient parce que les filiales multinationales peuvent procurer certains types d'offres (composantes de base, biens intermédiaires, input spécifique au siège social) par les producteurs étrangers.

2.2. IDE, le mécanisme clé de transmission des meilleures technologies au-delà des frontières.

Les meilleures pratiques (technologie) peuvent être transmises à travers les frontières par des mécanismes variés. Les acheteurs étrangers d'exportation devraient pourvoir à la demande pour promouvoir un certain niveau d'assistance technique aux firmes nationales (Lim et Fong 1982, Johansson et Nilsson 1997). Les marchandises importées doivent inclure une technologie perfectionnée. L'ouverture à la technologie permet aux pays d'acquérir les innovations à travers la transmission du savoir. Toutefois, le moyen le plus effectif du transfert des meilleures pratiques (technologies) est l'IDE. L'investissement extérieur tend à rassembler et à intégrer les éléments de tous les autres systèmes (mécanismes). Seuls quelques pays comme le Japon et la Corée ont pu être capables de croître avec une confiance minimale des IDE. Plusieurs autres pays ont essayé d'imiter ces modèles mais avec un succès limité. En

fait, certains pays à croissance rapide ont accordé une grande confiance (fiabilité) en l'IDE (par exemple la Chine, le Chili, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande). Plus surprenant encore l'Irlande, en dépit d'être un pays relativement développé, a eu une croissance d'environ 8% par an pendant les années 1990, croissance due en grande partie à l'attraction effective et au déploiement de l'investissement extérieur. Ceci n'est pas une façon de dire que l'IDE est le seul capable de permettre une croissance rapide, mais il apparaît qu'il en soit un élément clé.



Plusieurs études montrent que l'IDE tend à accroître la productivité dans le pays destinataire à travers l'adoption d'une gestion et d'une technique des meilleures pratiques d'exportation. La productivité peut accroître une meilleure formation des travailleurs via l'amélioration des méthodes de management, pour le déploiement de la technologie avancée. Toutefois, quelques études ont examiné si des firmes avec investisseurs étrangers ont accru leur productivité plus que d'autres. Dans cette mesure, ces études montrent que les entreprises à propriétaire étranger sont plus performantes que les firmes nationales. Cela suggère qu'elles constituent le meilleur mécanisme global d'amélioration de la technologie et du management. Par exemple, l'investissement étranger a accru la productivité des petites et moyennes entreprises au Venezuela, plus que les firmes nationales (Aitken et Harrison, 1999). En Afrique, les firmes à actionnaires majoritairement étrangers se performent mieux que d'autres (Ramachandran et Shah, 1997).

En général, la demande agrégée, le coût d'usage du capital et les variables disponibilités du crédit sont positivement liées à l'investissement à la fois domestique et étranger. Toutefois l'IDE peut aussi dépendre de l'environnement d'investissement du pays hôte d'où les déterminants sont les mêmes que ceux de l'investissement domestique. Les variables macroéconomiques liées aux politiques affectent l'investissement domestique (Wilhlems, 1998) et agissent comme déterminant de l'IDE.

Dans l'économie ouverte, nous pouvons dire que l'IDE peut être préjudiciable à la croissance s'il est substitué par l'économie domestique dans les problèmes de la Balance des Paiements

via la remise des devises étrangères (Mc Combie and Thirlwall, 1994 ; Fry, 1995). C'est ainsi que dans le cas de la Chine, Chen et al. (1995) trouvent un impact positif de l'IDE sur la croissance de l'output entre 1968 et 1990.

2.3. Le rôle de l'IDE dans la diffusion domestique des « meilleures pratiques »

L'impact ultime de l'investissement extérieur dans la croissance nationale dépend non seulement de la performance des firmes étrangères (à propriétaires étrangers), mais aussi de la diffusion de nouvelles technologies (nouvelles pratiques) dans l'économie. Plusieurs études montrent que la diffusion effective est possible, par exemple le travail relatif aux arrangements de sous-traitance. C'est ainsi qu'une étude de Malaisie argumente que la sous-traitance pour les firmes étrangères aide presque à doubler la productivité des firmes nationales (Batra et Tan, 2000).

Globalement, la diffusion des meilleures pratiques dans l'économie nationale dépend de la voie dans laquelle s'exercent les marchés nationaux, indépendamment de la nationalité des propriétaires. Or la voie par laquelle les marchés agissent au niveau des firmes est devenue un problème dans la mesure où, la plus part des études sur le sujet portent sur les Etats Unis. Cependant, des récentes séries d'études se sont focalisées sur les marchés des PED, particulièrement en Afrique. Cela se présente généralement comme suit : Tous les marchés ou secteurs individuels consistent en un mélange de petites et grandes firmes, un grand nombre de petites et moyennes entreprises (jusqu'à 500 employés) tendent à estimer pour la majorité de l'emploi. Parmi de telles petites firmes, le chiffre d'affaire est élevé de telle sorte que 5 à 20% entrent et sortent chaque année. Ces nouveaux entrants sont un peu plus productifs que ceux qui sortent du marché. Quelques firmes vont croître et s'étendre, les grandes firmes tendant à être plus productives, sont plus résistantes et paient de gros salaires (Caves 1998, Tybout 2000).

Dans les économies en croissance, la taille moyenne des firmes croît et avec elle, la productivité et les salaires. Cela reflète une division plus sophistiquée du travail, caractérisée par des sous-traitances complexes et des groupes industriels, lesquels sont après tout, des incubateurs des affaires les plus effectives. Les grandes firmes tendent à être au sommet des

chaînes de sous-traitance. De même les grandes firmes sont souvent la clé pour le développement des groupes. Les grandes firmes fournissent aux sous-traitants des crédits aussi bien que l'assistance technique. Il y a ainsi une symbiose claire entre grande, petite et moyenne entreprise, les unes dépendant des autres.

Comment l'IDE entre-t-il dans cette représentation ? Typiquement, les firmes étrangères entrantes sont plus grandes et plus productives que les firmes nationales dans les PED. Elles tendent à produire de plus grande qualité de biens et services et exportent relativement plus. En comptant sur l'investissement extérieur, les pays peuvent exporter des entreprises plus grandes, plus productives et stimuler des améliorations partout dans l'économie. En fait, les pays peuvent utiliser de telles firmes étrangères comme des catalyseurs qui leur permettront de sauter des étapes dans le développement des entreprises locales. L'IDE peut ainsi accélérer les changements structurels opérés dans l'économie et qui permettent à un pays de rattraper les économies avancées. Dans cette perspective, les politiques de sondage que soutient l'IDE sont aussi parmi les meilleures voies du développement national des petites et moyennes compagnies.

Au terme de cette première partie, il ressort que, parmi les différentes formes de pauvreté, les trois premières sont celles que l'on retrouve dans les PED à savoir la pauvreté monétaire, la pauvreté des conditions de vie et la pauvreté des potentialités. Ainsi pour y remédier, plusieurs stratégies sont mises sur pieds tels que cité dans le DSRP (les 7 grands axes), mais la politique de promotion de l'investissement privé est la plus appropriée. A cet effet, il serait judicieux d'investir dans les domaines de la santé et de l'éducation en priorité, bref en capital Humain car c'est le moyen le plus sûr de conserver et de perpétuer le savoir.

Deuxième partie :

Investissement et Réduction de la Pauvreté

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION

L'investissement en général et l'investissement extérieur direct sont un ingrédient clé pour une bonne croissance économique dans les PED à travers un transfert rapide et efficace des technologies à travers les frontières. Ainsi, autant la croissance est le facteur le plus important affectant la réduction de la pauvreté, autant l'IDE est primordial pour l'achèvement de ce but. Cependant, les principales approches alternatives qui devraient diriger les fruits de la croissance vers les pauvres sont des programmes gouvernementaux qui améliorent les conditions de vie et explicitement redistribuent les biens et les revenus. Mais ce ne sont pas des approches les plus sensibles orientées vers des politiques de croissance, ce sont des compléments, car la croissance a besoin des financements pour ces programmes. En outre, la distribution des services sociaux aux pauvres, des systèmes de régulation pour l'accès aux services de base comme l'éducation et la santé, peut clairement bénéficier de la confiance des investisseurs étrangers. Cependant, parmi les instruments disponibles, l'investissement extérieur direct reste parmi l'un des plus efficaces dans la lutte contre la pauvreté. Dans cette seconde partie, nous montrerons d'abord l'impact de l'investissement sur la croissance (chapitre III) avant de mesurer l'impact de l'IDE sur la croissance ainsi que sur la réduction des inégalités au Cameroun (Chapitre IV).

Chapitre III:

Investissements et la croissance économique

L'investissement ou la formation brute du capital fixe (FBCF), correspond dans la Comptabilité Nationale à un accroissement du capital fixe c'est à dire des moyens de production (les usines, les machines, les équipements logistiques et le capital humain qui englobe la main d'œuvre qualifiée et instruite disponible). De cette définition, l'investissement est considéré comme moteur de la croissance. Dans ce chapitre, nous verrons l'évolution de l'investissement privé à savoir la FBCF et les flux d'IDE (section 1) d'une part, avant de faire une analyse théorique de l'impact de l'investissement sur la croissance (section 2) d'autre part.

Section 1 : Evolution de l'investissement privé : La FBCF et Les flux d'IDE

Les données en provenance de l'INS distinguent deux grandes catégories en ce qui concerne l'investissement : l'investissement privé et l'investissement public.

L'investissement privé est constitué de l'investissement des ménages et des entreprises privées. L'investissement des ménages est orienté vers l'immobilier alors que celui des entrepreneurs individuels est orienté vers les secteurs comme le commerce et les services. L'investissement des entreprises quant à lui est orienté vers les moyennes et les grandes entreprises, l'industrie et les grandes exploitations agricoles.

L'investissement public pour sa part est constitué de l'investissement des entreprises publiques et parapubliques et de celui de l'administration. Il est orienté vers la prise de participation des actions dans les entreprises par l'Etat et vers les dépenses destinées à assurer un minimum d'infrastructures de base.

D'après les annuaires statistiques, la structure de l'investissement par secteur, laisse apparaître une part écrasante de l'investissement privé dans l'investissement total. Sur la période allant de 1975 à 1984, la part du secteur privé dans l'investissement total est maintenue au dessus de 74%. De 1988 à l'an 2000, elle est toujours supérieure à 76%. La période allant de 1984 à 1988 marque la baisse de la forte prépondérance de l'investissement privé dans

l'investissement total. Ainsi, sur cette dernière période, la part de l'investissement privé chute alors que celle de l'investissement public passe de moins de 20% à plus de 45% en 1987

La modification dans la structure de l'investissement s'explique par :

- Le recul de l'investissement privé dû à la crise économique
- Les revenus substantiels du pétrole qui ont permis à l'Etat d'augmenter sensiblement l'investissement public entre 1979 et 1986.

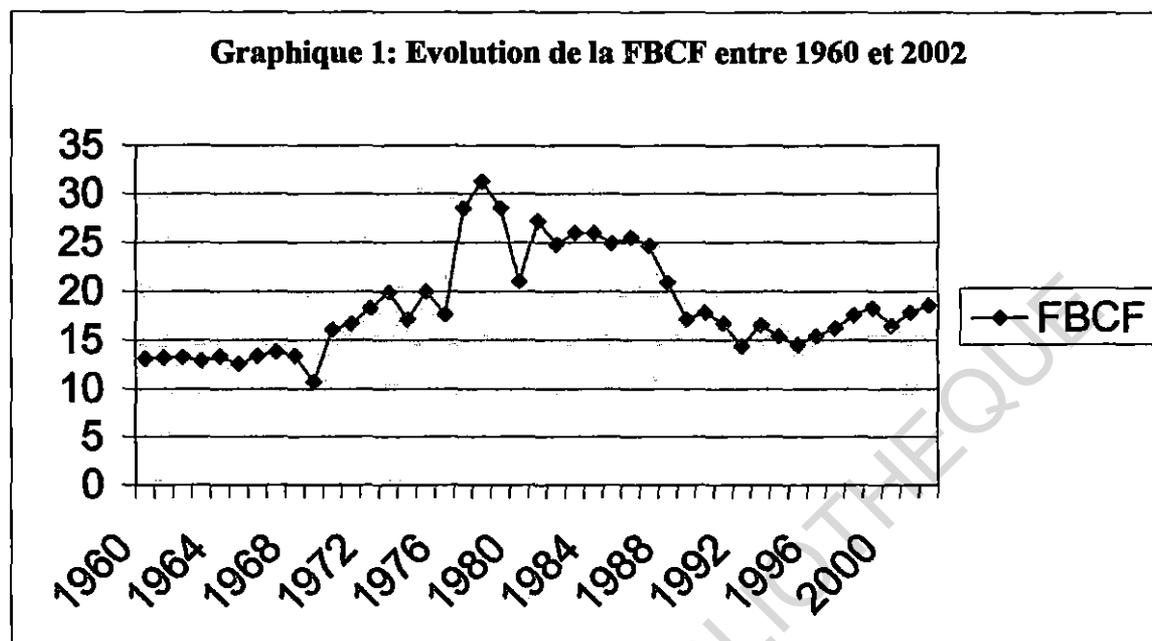
On distingue trois indicateurs en matière d'investissement : L'investissement brut ; La progression du stock de capital physique qui augmente avec l'investissement et diminue avec la dépréciation du capital (amortissement) et le taux d'investissement des entreprises qui est défini comme la FBCF des entreprises rapportée à leur valeur ajoutée. Ce dernier indicateur mesure l'effort financier que les entreprises consacrent à l'investissement. Nous faisons ici l'hypothèse que, les fluctuations du taux de la FBCF traduisent l'ajustement des décisions d'investissements au cours de l'année. Cette section relève le faible dynamisme de la FBCF au Cameroun (I), Le profil hésitant de cet investissement dans les périodes d'instabilité politique (II) et les conséquences du bas niveau de l'investissement sur la croissance (III).

I. Le faible dynamisme de la FBCF au Cameroun

Nous ne retiendrons ici que l'investissement des entreprises, bien que l'investissement public soit tout aussi important dans le processus d'exécution de la politique économique. Un examen sera fait sur le volume de la FBCF et sur son taux de croissance au cours de notre période d'étude.

1-1. Volume de la FBCF entre 1960 et 2002.

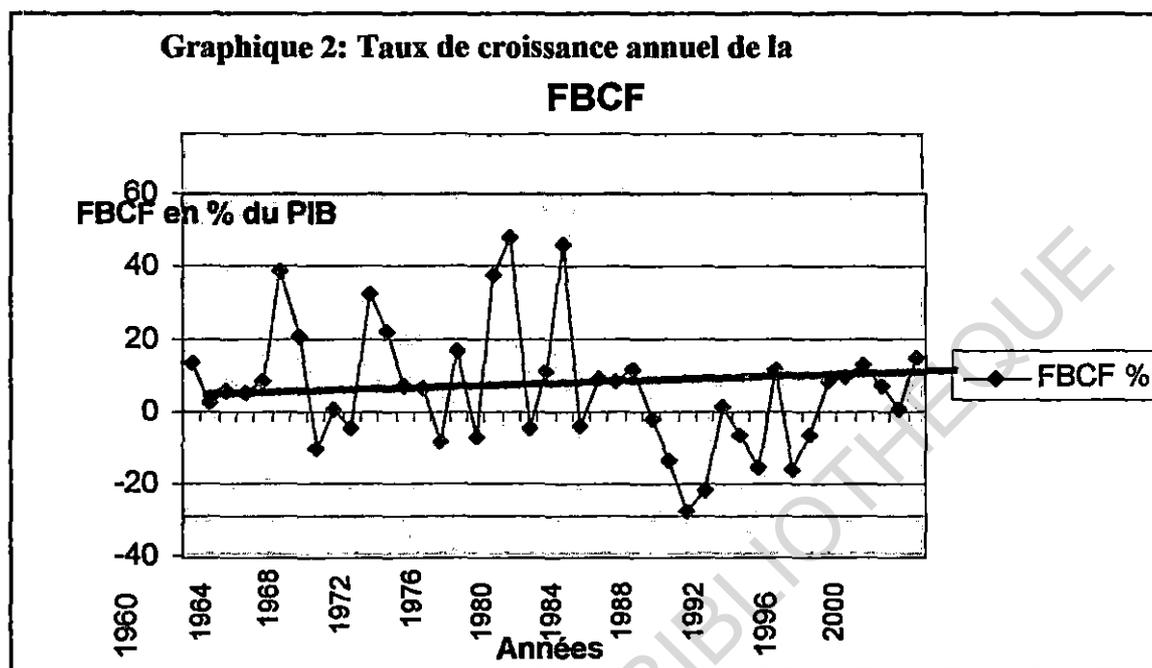
Entre 1960 et 1970, le taux de la FBCF se situe autour de 13% du PIB. Ce taux n'a pas significativement évolué au début des années 2000, où il est situé autour de 16 %. Le faible dynamisme de l'investissement au Cameroun est perceptible dans le graphique ci-après



Source : Données CD-ROM de la Banque Mondiale 2004

Excepté les années 1979, 1980 et 1981 où ce taux avoisine 30 % et expliqué par la découverte du pétrole, le niveau de la FBCF est resté très bas et a même chuté entre 1984 et 1997. Une étude de TOUNA et TSAFACK en 2000 souligne d'ailleurs le paradoxe du programme d'ajustement structurel et la désindustrialisation au Cameroun.

Pour ce qui est du taux de croissance de la FBCF, la courbe a une pente qui reste relativement faible.



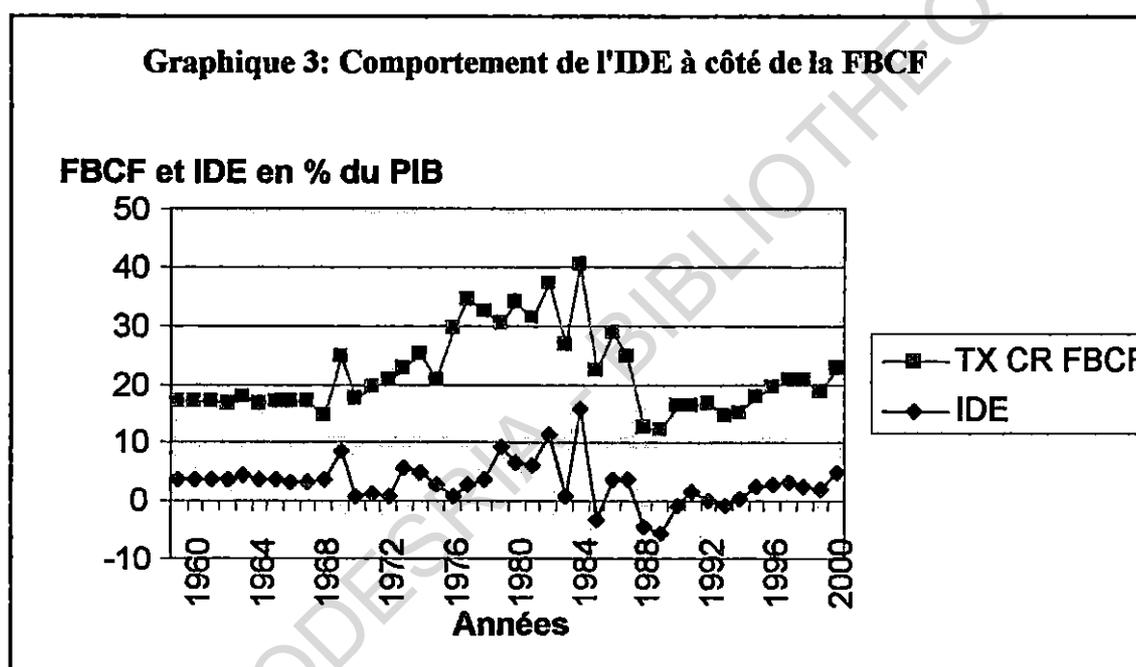
Source : Données du CD-ROM de la banque mondiale 2004

Les fluctuations du taux de croissance de la FBCF traduisent une sorte d'hésitation de l'investissement privé au Cameroun. La moyenne négative de ce taux entre 1984 et 1994 traduit le mauvais comportement de l'investissement non seulement en période de mauvaise conjoncture économique, mais aussi dans une période qui coïncide avec les mouvements de revendications démocratiques. Quelle est alors la part de l'Investissement Direct Etranger dans cette évolution ?

1-2. Le flux de l'IDE

Au cours de la période 1970-1996, le plus gros de l'investissement direct étranger en Afrique subsaharienne est allé à un petit nombre de pays, qui sont toutefois devenus plus nombreux en fin de période. Dans la course générale à ce type d'investissement, l'Afrique subsaharienne n'a cessé de perdre du terrain depuis les années 70. Parmi les pays qui recevaient des volumes considérables d'IDE, il y avait l'Afrique du Sud, le Botswana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Nigeria. Les flux d'IDE qui ont servi à financer le secteur des services en

Afrique subsaharienne sont allés principalement au tourisme, et en particulier au secteur hôtelier. Plusieurs grands projets agricoles en ont également bénéficié. Tel a été le cas, notamment, de la culture de la banane au Cameroun, de celle du thé en Tanzanie et de l'huile de palme au Ghana, ainsi que d'opérations agricoles à grande échelle en Zambie (SFI, 1997). L'IDE étant une composante de l'investissement privé, un faible niveau de l'investissement local peut être suppléé par l'afflux des investisseurs étrangers si le marché est porteur. Mais le niveau d'IDE au Cameroun est resté marginal. On peut s'en rendre compte en observant le taux d'IDE par rapport à la FBCF.



Source : Données du CR-ROM de la Banque Mondiale 2004.

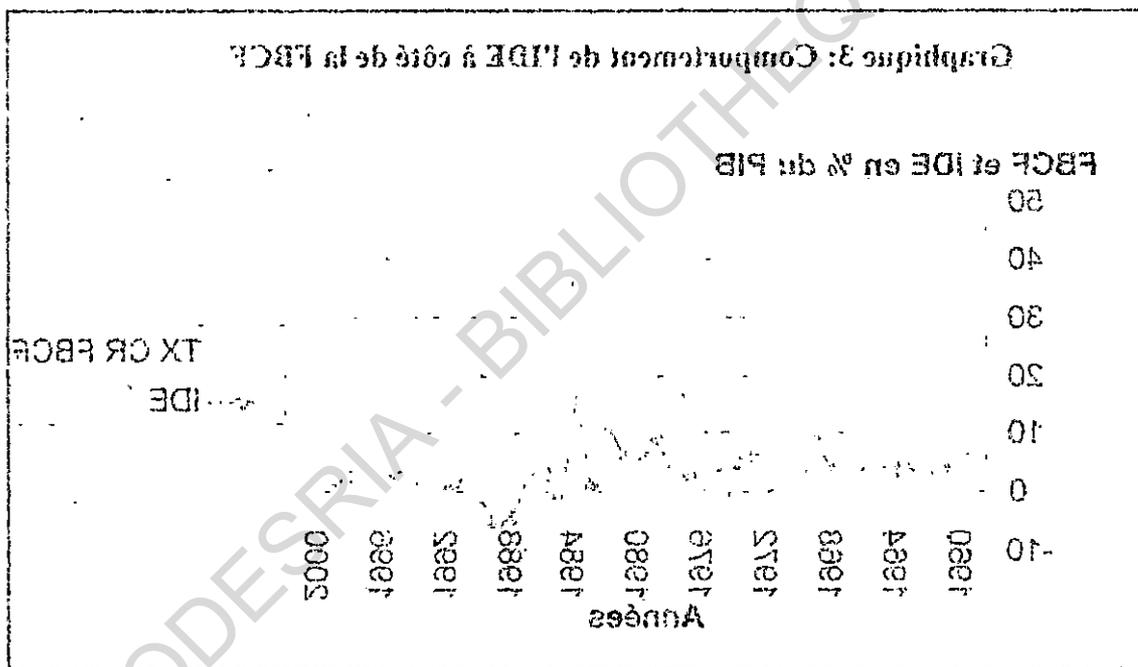
II. l'investissement en situation d'instabilité politique au Cameroun.

Nous pouvons distinguer ici deux sous périodes : La première sous période allant de 1960 à 1985 et la seconde qui va de 1986 à 2002.

2-1. Période relativement prospère : 1960-1985.

Au cours de cette période à conjoncture économique favorable, le Cameroun a connu deux cas d'instabilité politique, à savoir, les mouvements indépendantistes conduits par l'UPC qui ont continué après l'indépendance du pays entre 1960 et 1970, et la crise de succession présidentielle qui a abouti au coup d'Etat manqué de 1984.

Alfrique subsaharienne sont allés principalement au tourisme, et en particulier au secteur hôtelier. Plusieurs grands projets agricoles ont également été réalisés. Tel a été le cas, notamment, de la culture de la banane au Cameroun, de celle du thé en Tanzanie et de l'huile de palme au Gabon, ainsi que d'opérations agricoles à grande échelle au Zambie (27, 1977). L'IDE étant une composante de l'investissement privé, un faible niveau de l'investissement local peut être expliqué par l'absence des investisseurs étrangers si le marché est porteur. Mais le niveau d'IDE au Cameroun est resté marginal. On peut s'en rendre compte en observant le taux d'IDE par rapport à la FBCE.



Source : Données du CR-ROM de la Banque Mondiale 2004.

II. L'insuccès de l'investissement en agriculture et l'absence de politiques agricoles adéquates.

Nous pouvons distinguer ici deux sous-périodes. La première sous-période allant de 1960 à

1983 et la seconde des années 1984 à 2002.

3-1. Période relativement prospère : 1960-1983.

Après la chute de cette période à conjoncture économique favorable, le Cameroun a connu deux ans d'instabilité politique, à savoir, les mouvements indépendantistes conduits par l'UNC qui ont conduit sous l'indépendance du pays entre 1960 et 1970, et la crise de succession présidentielle qui a abouti au coup d'Etat manqué de 1984.

On note ainsi un démarrage timide de l'investissement entre 1960 et 1969. Le « Boum » de 1970 et 1971 (où l'investissement est respectivement de 32,2 et 22,2 %) traduit une maîtrise de la situation politique par les autorités et justifie en quelque sorte le comportement méfiant. Nous constatons que l'IDE n'a pas pu soutenir le niveau de la FBCF au Cameroun. Le taux d'IDE a rarement atteint 10 % et sa moyenne est également négative entre 1985 et 1995, le taux le plus bas étant enregistré en 1990 (-5,67881511% de la FBCF). La dévaluation du Franc CFA et les programmes de privatisation n'ont pas permis d'inverser la tendance. Même si la crise économique de 1987 explique partiellement cette situation, on peut bien établir un lien entre les années d'instabilité politique et l'hésitation de l'investissement au Cameroun.

L'année 1982 ayant un taux d'investissement négatif (-4 %), cela peut laisser penser que les agents économiques, au vu du changement intervenu à la tête de l'Etat, ont révisé leurs décisions d'investissement. Cela est d'autant plus remarquable que cette baisse d'investissements est l'une des plus importantes de la période d'étude, après celle de 1980 qui s'explique par la crise du pétrole de 1979. Mais l'année 1984 qui a connu une tentative de coup d'Etat ne confirme pas cette tendance, car le taux d'investissement est resté positif (8,6 %).

2-2. Période de crise économique et crise démocratique: 1986 - 2002.

Le début de la crise économique coïncide avec la vague des revendications démocratiques au début de la décennie 90. Les grèves et les marches de protestation pour le multipartisme et autres conférences nationales ont paralysé l'activité pendant plus de 6 mois (NOUMBA, 2001) entre 1990 et 1993. La crise qui oppose le Cameroun au Nigeria au sujet de la péninsule de Bakassi éclatait ouvertement en 1993. On ne saurait oublier les élections de 1992, 1997 et 2002 avec les vagues de protestation.

Le taux moyen négatif de l'investissement entre 1986 à 1995 peut être expliqué par la combinaison de la crise économique et les crises politiques de cette période. La reprise quoi que timide de l'investissement en 1998 confirme la baisse des tensions politiques. Il est vrai qu'il existe un flou dans la causalité crise économique et crises politiques au Cameroun. D'aucuns estimant que c'est la crise économique qui a occasionné les vagues de protestation alors que pour certains, c'est la crise des « villes » mortes qui est à l'origine des mauvaises performances économiques du Cameroun dans la décennie 90. Selon les statistiques du PNUD (1997), au cours de la période 1991-1992, la valeur ajoutée enregistra un taux

d'évolution respectivement de -0,1 %, -2,4 % et -7,3 % pour l'agriculture, l'industrie et les services.

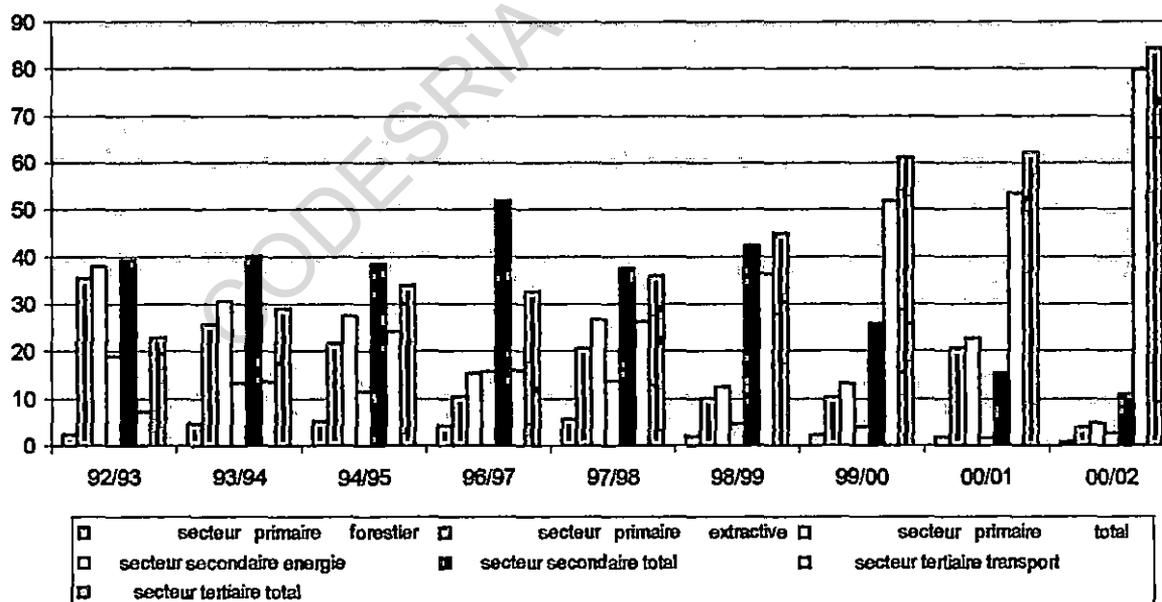
Mais il reste que l'instabilité sociopolitique a pénalisé l'investissement et même la croissance.

2-3. Répartition sectorielle de l'IDE au Cameroun¹³

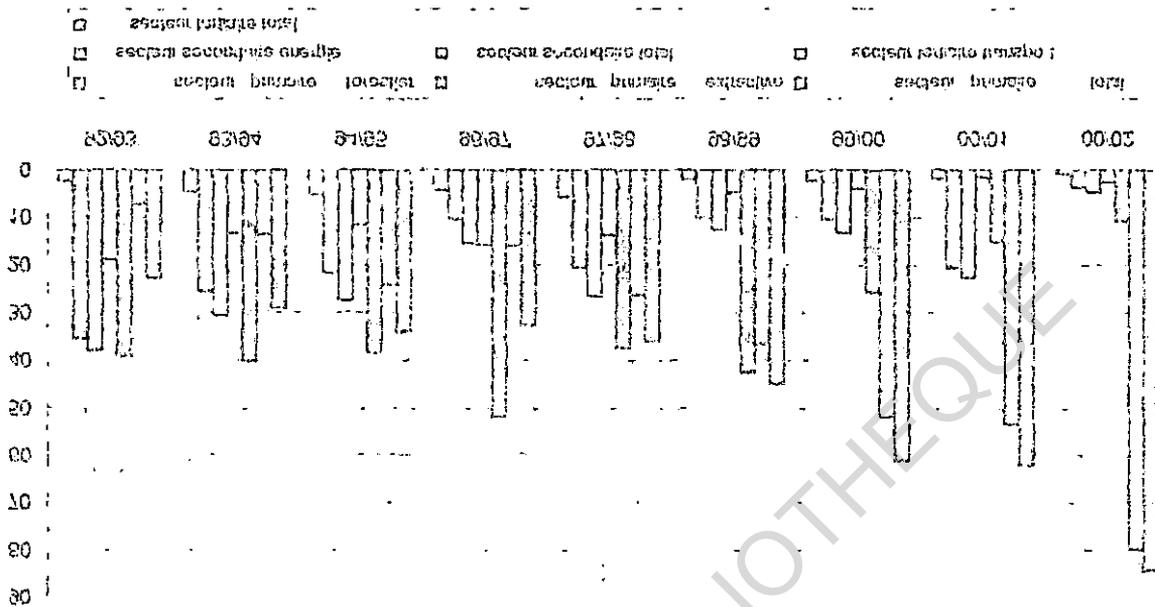
Cette partie du travail se concentre sur l'échantillon des entreprises enregistrées au Cameroun entre les années 1992/1993 et 2001/2002. Il s'agit des firmes ayant au moins 10 % des parts appartenant à l'étranger et dont la proportion qui appartient à l'étranger a été utilisée pour constituer l'IDE. Toutefois, les firmes ont été classées en divers secteurs de l'économie (primaire, secondaire et tertiaire).

Dans notre travail, nous considérons l'IDE dans les secteurs tertiaire et secondaire de l'économie comme ceux orientés vers les marchés, alors que l'IDE dans le secteur primaire est considéré comme tendant vers les ressources. La figure ci-dessous présente l'évolution de la distribution de l'IDE entre les 3 secteurs énoncés ci-dessus.

Graphique 4 : Distribution sectorielle de l'IDE (%) au Cameroun



¹³ Les chiffres utilisés ainsi que les analyses dans cette partie sont tirés de "An analysis of foreign Direct Investment Flows to Cameroon" de Sunday.A; et Bamou L.



Graphique 1 : Répartition sectorielle de l'IDE (%) en Algérie

La répartition de l'IDE entre les 3 secteurs économiques est donnée

et considérée comme indiquant les tendances. Les lignes ci-dessous présentent l'évolution de l'économie algérienne entre les années 1963 et 2003 dans le secteur primaire (agriculture, pêche et élevage), le secteur secondaire (industrie et construction) et le secteur tertiaire (commerce, services et tourisme).

Concernant l'IDE, toujours, les lignes ont été classées en divers secteurs de l'économie algérienne et nous la répartition des secteurs et l'évolution de ces secteurs sont

1-3 Répartition sectorielle de l'IDE en Algérie

concernant :

Il est à noter que l'évolution sociopolitique a permis l'investissement et même la

développement respectivement de 0,1 %, 2,4 % et 1,2 % pour l'agriculture, l'industrie et les

Selon cette figure, au début des années 90, le secteur primaire de l'économie attirait encore une quantité considérable de l'IDE. En 92/93, presque 38% de tout l'IDE au Cameroun allait dans ce secteur. Vers 2001/2002, cela a baissé à 4.78%.

Le secteur primaire était dominé par les industries minières qui à elles seules recevaient plus de 83% de l'IDE dans ce secteur entre cette période (92/93 et 2001/2002). La foresterie prenait presque 15%, et le reste (moins de 2%) partait à l'agriculture. Le déclin de l'IDE dans l'exploitation forestière peut être attribué à une très forte pression législative et fiscale exercée sur elle vers la fin des années 90 pour des raisons environnementales. Vers 2002, l'agriculture ne recevait presque pas d'IDE. Les flux visibles de l'IDE dans l'agriculture, en ce moment, sont orientés vers la production des bananes avec la présence de DELMONTE (en collaboration avec le « Cameroon Development Corporation » : CDC), et dans la production de l'huile de palme avec une firme Malaisienne. Ceci est en contraste avec les années 70 quand les flux d'IDE dans l'agriculture étaient important surtout dans la production du café et du cacao. Un tel déclin, peut être expliqué par des fluctuations et la baisse des prix de ces biens (cacao, café).

Vers les années 92/93, le secteur secondaire de l'économie attirait le plus d'IDE au Cameroun avec plus de 40% de tout l'IDE au Cameroun. Ceci a même augmenté à plus de 50% en 96/97, mais a commencé à diminuer sérieusement à partir de 98/99, pour stagner à 11% en 2001/2002. Le secteur de l'énergie est l'activité la plus attrayante qui attire l'IDE dans ce secteur. Entre notre période d'analyse, presque 29 % de l'IDE dans le secteur secondaire allait à la production de l'énergie. L'IDE devient très important avec la privatisation de la SONEL. Ce trend général montre une régression de la part de l'IDE dans le secteur secondaire.

Dans les années récentes, le secteur tertiaire semble être le premier bénéficiaire des flux d'IDE au Cameroun. La plupart des IDE dans ce secteur va vers l'industrie du transport. Au cours de cette période d'étude, presque 76% de tout les IDE du secteur tertiaire allait dans l'industrie du transport. L'augmentation drastique des IDE dans l'énergie à partir de 99/2000 peut être attribuée à la privatisation de « National Railway Company ». Les licences ont été données à deux opérateurs sur le marché des téléphones mobiles. Ces sociétés ont investi sérieusement pour transformer ce secteur.

En gros, la distribution sectorielle de l'IDE au Cameroun dans les années récentes est en faveur du secteur tertiaire. Ce secteur a attiré plus de 45% des flux d'IDE au Cameroun. La

privatisation et la libéralisation dans les industries de transport et de télécommunication ont énormément contribué à cette augmentation de l'IDE dans le secteur tertiaire. Le secteur secondaire a reçu 34% de tout l'IDE et le trend est décroissant. Le reste de l'IDE (21%) allait dans le secteur primaire ou orienté vers les ressources. Le trend de l'IDE orienté vers les ressources est en baisse et peut continuer, sauf si certaines ressources minérales sont découvertes et l'exploitation forestière augmente. L'impression générale est que le nombre de firmes avec l'IDE augmente continuellement. Des 209 firmes en 1992/93, le nombre a été augmenté à 350 en 2001/2002, soit une augmentation de 29% en 9 ans. En ce qui concerne la distribution de ces firmes entre ces différents secteurs, le trend général n'est pas très différent de la distribution des flux des IDE tel que décrit ci-dessus. Le secteur tertiaire avait 51% de toutes les firmes, tandis que le secteur secondaire avait 42%, le reste, 7% des firmes avec IDE est dans le secteur primaire.

2.4. Les sources géographiques de l'IDE au Cameroun¹⁴

La part essentielle des IDE au Cameroun vient des pays de l'OCDE. L'historique des relations avec la France fait de ce pays la principale source de l'IDE au Cameroun. Le stock de l'IDE français au Cameroun atteignait 250,1 millions de \$ US en 1998 et représentait 21% de tout le stock de l'IDE au Cameroun. Les autres principaux fournisseurs de l'IDE sont les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Le tableau ci-dessous montre le stock de l'IDE des principaux pays sources en 1992 et 1998. L'IDE significatif ne provenant pas des pays de l'OCDE au Cameroun en 1990, venait de Malaisie. Leur stock d'IDE était estimé à 0,4 millions de \$US en 1995, dû largement à leur acquisition des parts dans la production du caoutchouc (rubber).

Tableau 3 : Stock d'IDE au Cameroun par pays d'origine (en million de \$ US) (entre parenthèse, en % du total d'IDE)

Pays	1992	1998
France	221.9 (21)	250.0 (21)

¹⁴ Ce paragraphe est extrait de "An analysis of foreign Direct Investment Flows to Cameroon" de Sunday.A; et Bamou L

Etats-Unis	263.1 (25)	178.0 (15)
Grande Bretagne	22.7 (2)	-----
Allemagne	5.6 (0.5)	9.0 (0.8)
IDE Total	1059.0	1192.0

Source: UNCTAD WID country profiles: Cameroon

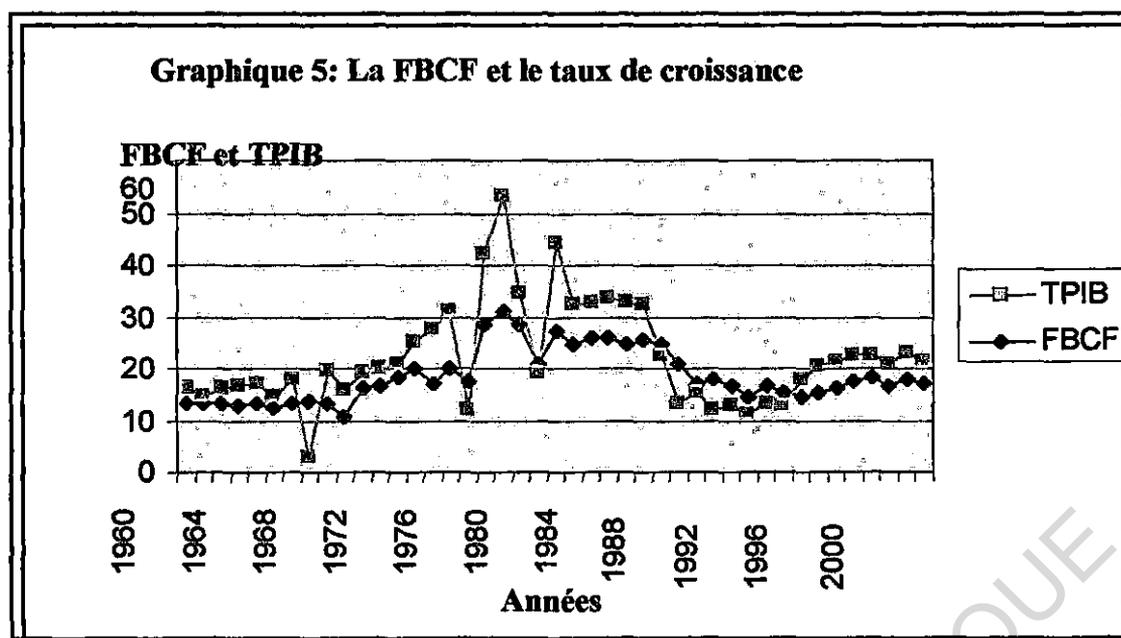
En ce qui concerne le nombre et les actifs des filiales de l'IDE au Cameroun, 10 firmes des Etats-Unis avaient des actifs qui valaient 885 millions de \$ US tandis que 7 firmes allemandes possédaient des actifs valant 119,2 millions de \$ US en 1998. Il y avait une moyenne de 9 firmes des Etats Unies et 6 firmes de l'Allemagne au Cameroun dans les années 1990. Les firmes allemandes employant 2000 travailleurs alors que les firmes américaines en employaient 600. En 2002, la plus grande filiale multinationale au Cameroun en terme de vente est une société possédée par les Américains (Mobilé Oil Cameroon) avec les ventes de 195,5 millions de \$ US. Celle-ci a été suivie de près par la société française «Société camerounaise Equatoriale » avec des ventes totalisant 160,7 millions de \$ US. Les 2 firmes opéraient dans le secteur d'exploitation des minerais (secteur pétrolier). En terme relatif, une plus grande partie de l'IDE américain était de type orienté vers les ressources que l'IDE français. Les Français sont très engagés dans le secteur manufacturier au Cameroun.

III. Faible investissement et faible croissance au Cameroun

Le rapport entre l'évolution de l'investissement et le niveau de la croissance est net à travers la FBCF et le niveau d'IDE.

3-1. La FBCF et la croissance au cameroun.

L'investissement est qualifié de « moteur de la croissance » de par sa contribution au PIB par la valeur ajoutée qu'il permet de dégager. Ce n'est que logique que le faible niveau de la FBCF pénalise la croissance.



Source : Données du CD-ROM de la Banque Mondiale 2004.

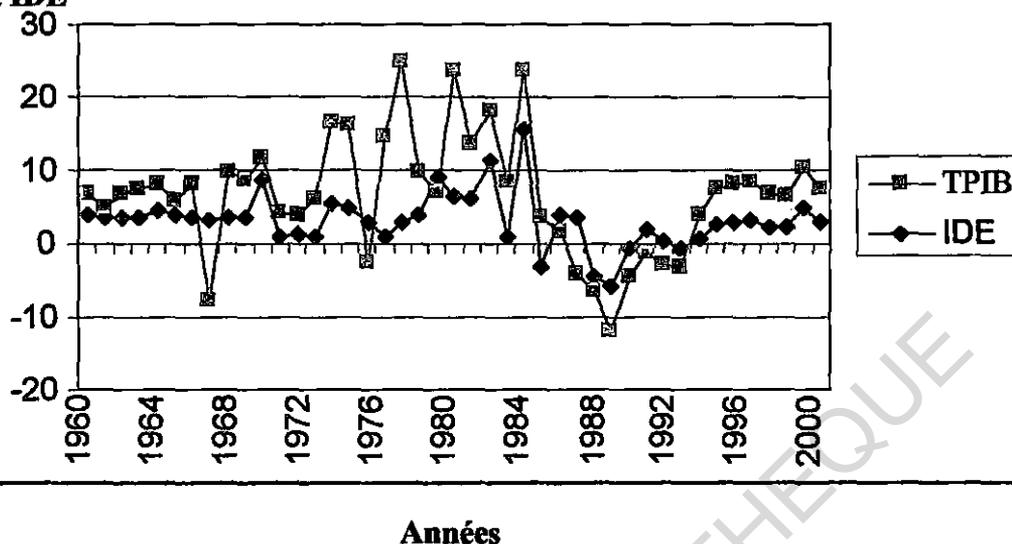
La similitude entre les deux courbes montre bien que la FBCF n'a pas contribué à impulser la croissance économique, les mouvements de croissance ayant effectivement suivi ceux de la FBCF. Bien que pour la période allant de 1989 à 1996 le taux de croissance de la FBCF soit supérieur au taux de croissance du produit, l'on peut également constater que le premier taux a connu une chute durant cette période, par rapport à l'année 1987-1988.

3-2. Le flux d'IDE et la croissance économique entre 1960-2002.

Nous avons montré précédemment que l'IDE n'a pas compensé le faible niveau de l'investissement local, ce qui signifie que son impact sur la croissance économique reste également négligeable.

Graphique 6 : L'IDE et la croissance économique au Cameroun

Taux de croissance du PIB et IDE



SOURCE : Données du CD-ROM de la Banque Mondiale 2004.

L'IDE n'a pas soutenu la croissance au Cameroun et pour certaines périodes, la chute de PIB a été précédée par la chute du taux d'IDE. A l'exception des années 1999, 1983, 1990 et 1994 où le taux d'IDE passe au dessus du taux de croissance du produit, il est resté inférieur sur l'ensemble de la période d'étude. Nous pouvons bien remarquer que les années ci-dessus énumérées sont celles où le taux de croissance du produit est globalement négatif. Le taux le plus bas du PIB est enregistré en 1991 (année où les grèves et autres revendications de démocratisation avaient pris une grande tournure). Cette situation est inquiétante dans la mesure où il est démontré que, la croissance du produit est subordonnée à une forte croissance de l'investissement privé (ZEUFACK, 2002). Il faut à cet effet 20 à 25 % du PIB d'investissement pour obtenir une croissance de 6 % l'an. Le Cameroun est encore loin de relever ce défi. L'évolution de l'investissement local et de l'IDE ne favorise pas la croissance.

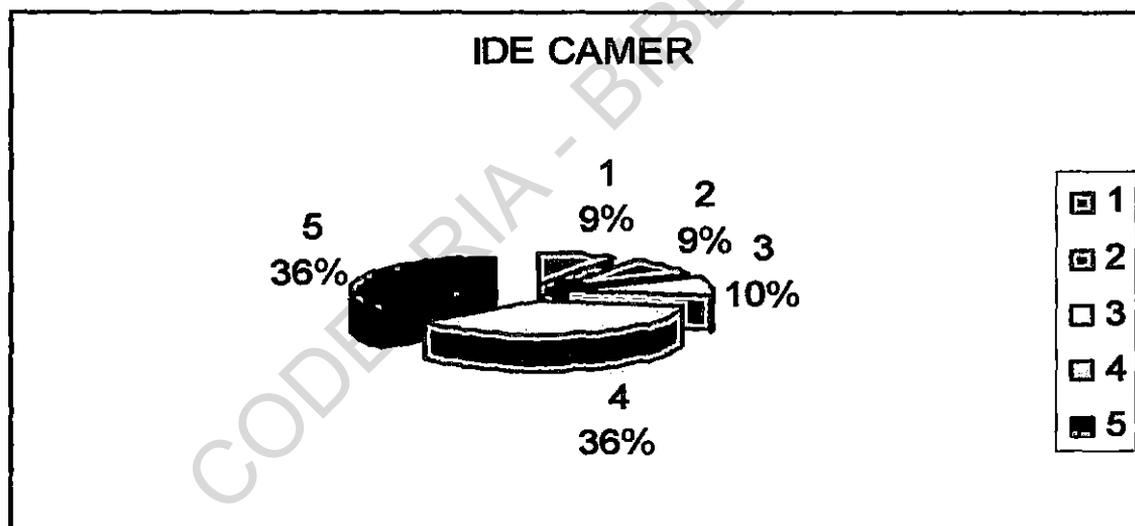
Tableau 4 : Flux d'Investissements Directs Étrangers entrant au Cameroun en million de dollars US.

Destination de l'IDE	1999	2000	2001	2002	2003
Cameroun	40	31	75	171	215
Pourcentage par rapport au flux entrant en Afrique	0,345	0,355	0,382	1,494	1,430

Source: UNCTAD, World Investment Rapport, 2004

Pour ce qui est de la répartition sectorielle de ces IDE, la part du secteur privé pétrolier a été estimée à plus de 75% de l'investissement brut total en 1999. Cette situation peut être illustrée par le graphique suivant :

Graphique 7: pourcentage des IDE du Cameroun par rapport à l'Afrique entre 1999 et 2003.

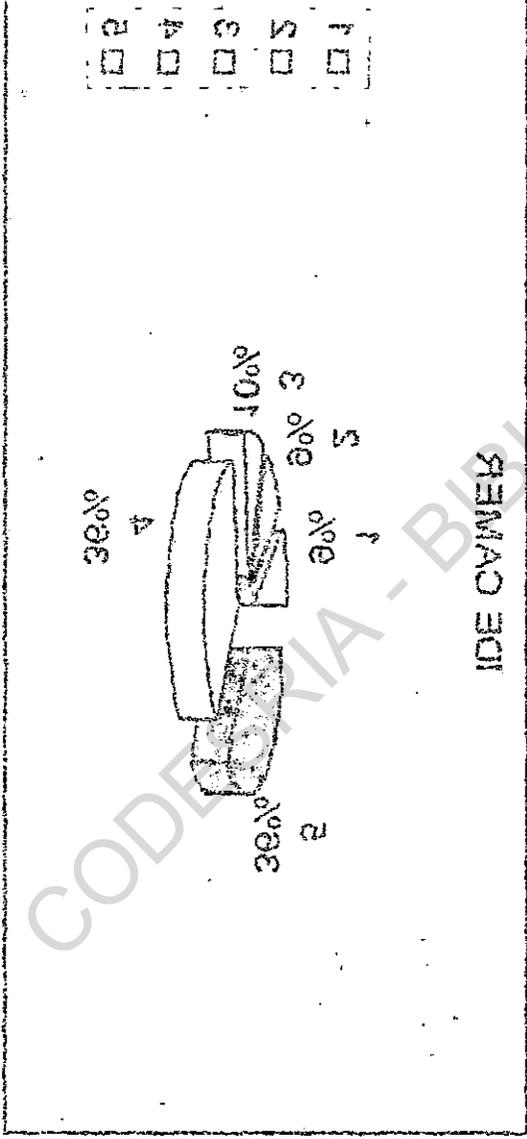


Source : Banque Mondiale 2004

Les entrepreneurs s'intéressent à la demande et surtout à la demande solvable. Le rapport d'enquête de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) réalisé en 2003 et portant sur les investisseurs étrangers en Afrique, confirme l'importance des facteurs suivants dans la prise de décision : la stabilité économique, le marché local et régional, le coût des matières premières, les fournisseurs locaux, la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique et les autres accords régionaux. Cette étude a porté sur un ensemble

Pour déterminer le montant de la contribution à l'IDE, il faut d'abord calculer le montant de la contribution à l'IS. Ce montant est égal à la somme des produits de la base imposable par le taux de l'IS (20%).

Exemple : un investisseur a investi 1000000 €.



Le montant de la contribution à l'IDE est de 300 000 €. Ce montant est déduit de la base imposable de l'investisseur.

Pour ce qui est de la répartition des dividendes, il faut d'abord calculer le montant des dividendes avant impôt. Ce montant est égal à la somme des dividendes avant impôt de toutes les sociétés détenues par l'investisseur.

Sources : UNCTAD, World Investment Report 2004

so l'ux entrant en Afrique	0,322	0,785	1,404	1,430
pourcentage par rapport				
Cameroon	40	27	171	312
Destination de l'IDE	1000	5000	5005	5003

2017

L'IDE en Afrique est en constante croissance et devrait continuer à augmenter dans les prochaines années.

de pays africains dont le Burkina Faso, le Cameroun, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, le Nigeria, la République Unie de Tanzanie et le Sénégal. Le Taux de croissance du produit intérieur, le revenu par tête et le niveau d'inflation sont des indicateurs qui influencent la demande du marché (extrait du mémoire de Marcel Gouenet).

Aujourd'hui, si l'Afrique subsaharienne représente quelque 10 % de la population mondiale, son PIB hors mis l'Afrique du Sud n'atteint pas 2 % du PIB de la planète c'est-à-dire sensiblement inférieur au PIB de la France. Les sociétés étrangères ont d'ailleurs réduit leurs implantations au cours de la décennie 90, car l'avantage procuré par la modestie des salaires ne compense pas le problème posé par la faiblesse de la qualification.

Section 2 : Analyse Théorique de l'impact des IDE sur la pauvreté

Croissance et investissements sont a priori des notions claires, mais qui, comme le développement, méritent un détour permettant de mieux préciser des concepts qui se révèlent complexes à l'examen. Deux brèves sous parties consacrées respectivement à la relation entre IDE et la pauvreté (paragraphe 1), puis au rôle des inégalités (paragraphe 2) seront examinées.

2-1- IDE et pauvreté

2-1-1-IDE, Croissance et réduction de la pauvreté

Cette évaluation positive de l'impact de l'IDE sur la réduction de la pauvreté n'est pas aisément partagée par ceux qui pensent que la distribution des biens et des revenus dans le monde a besoin d'être rendue rigoureusement égalitaire. En effet, l'IDE ne peut pas automatiquement réduire l'inégalité des revenus, aussi il ne peut pas être réparti à toutes les dimensions de la pauvreté. Il primera surtout la croissance par laquelle les revenus de la pauvreté seront améliorés. Cependant, il apparaît d'autres politiques de base qui permettent systématiquement de faire mieux pour améliorer le bien être matériel des pauvres. Les approches alternatives essentielles qui devraient diriger les fruits de la croissance vers les pauvres sont des programmes gouvernementaux qui améliorent la sécurité des paniers sociaux et explicitement, distribuent les biens et les revenus. Mais ce ne sont pas des politiques orientées vers la croissance, ce sont des compléments. La croissance a besoin de financer ces programmes. En outre, la répartition des services sociaux aux pauvres, des systèmes de régulation pour l'accès aux services de base comme la santé, l'éducation, l'eau et l'électricité, peut clairement bénéficier de la confiance des investisseurs étrangers. Cependant, nous

devons penser au fait que l'IDE reste parmi les instruments disponibles dans la lutte contre la pauvreté l'un des plus effectif et efficace.

Ainsi, ce qui distingue l'investissement étranger des autres voies de fondation du développement, ce n'est pas le coût plus élevé, mais la structure stimulante pour les investisseurs étrangers. L'IDE est un investissement d'équité. Les actionnaires gagnent lorsque les projets ou les entreprises sont rentables et perdent lorsque ceux-ci échouent. Les créanciers d'autre part regardent souvent vers les contribuables pour les retenir lorsque les projets échouent. C'est le cas habituellement lorsque les crises systémiques mènent à la chute des banques, comme durant la crise du Mexique de 1994/1995 et la crise asiatique de 1997/1998. L'investissement étranger par définition ne mène pas à une crise de dette, l'assistance ne sera jamais une issue, les contribuables des pays pauvres ne souffriront pas de mauvaises décisions par les investisseurs étrangers parce que les pertes seront absorbées par les investisseurs étrangers d'équité.

Pour les pays bénéficiaires, le risque de profiter avec l'IDE est ainsi meilleur qu'avec la dette, car les investisseurs ont le même signe pour évaluer les projets. Une fois qu'ils ont fait leur évaluation, ils tendent conséquemment à rester à un investissement plus productif que d'autres types d'investissements. Tout cela est dû au caractère stable des flux d'investissements étrangers comparés aux autres dettes et flux de portefeuille.

Ainsi, l'IDE expose les investisseurs à un risque signifiant qui peut impliquer qu'ils s'écartent des plus pauvres et des pays les plus turbulents. Toutefois, parmi les différents types de flux financiers privés internationaux, l'IDE est ainsi le moins volatile, plus disponible aux pauvres et moins vraisemblable à la charge des contribuables dans les pays pauvres avec d'insupportables obligations du service de la dette. Ce qui fait de l'IDE le flux financier privé international, le plus favorable dans la promotion d'un développement sensible pour le pauvre.

Pour ce qui est de l'amélioration de la gestion, l'IDE est parmi les formes d'investissement d'équité internationale le plus efficace dans les pays ayant une faible organisation des règles et pratiques. Le portefeuille d'investissements d'une minorité d'actionnaires dans le pays d'accueil fait face à des risques sévères d'expropriation par les nationaux. Par exemple, la vague de privatisation des actionnaires dispersés dans des pays comme la République Tchèque ou la Russie a mené à une circulation des biens inefficace, tandis qu'au contraire,

l'IDE dans les pays comme la Hongrie et la Pologne mène à une croissance forte de la productivité (Djankov, 2000).

Autant la croissance économique est le facteur le plus important affectant la réduction de la pauvreté, autant l'IDE est primordial pour l'aboutissement de ce but. C'est ainsi que la qualité de la croissance et l'assurance que l'IDE profite au développement, sont importantes.

2.1.2. IDE et qualité de la croissance

Au-delà d'une croissance promue, l'IDE a d'autres caractéristiques potentiellement désirables qui affectent la croissance et participent à la réduction de la pauvreté. D'abord, il aide à réduire les chocs résultant de l'instabilité financière comme durant la crise asiatique, car l'instabilité des courants internationaux est surtout le fait des investissements de portefeuille qui sont des investissements de court terme et des prêts bancaires, et non de l'IDE qui est par nature un investissement à long terme et moins spéculatif. Ensuite, contrairement aux autres formes de promotion de l'investissement privé, les aides de l'IDE améliorent les recettes publiques, stimulent d'autres activités économiques, créent des emplois, et forme la main d'œuvre. Puis contrairement aux critiques populaires, l'IDE peut aider à accroître les réserves de devises qui permettront de financer les importations et le service de la dette, ainsi que la confiance des investisseurs et le budget de l'Etat. Toutefois, pour obtenir ces avantages de l'IDE sur le développement, des conditions préalables doivent être remplies. Ainsi, pour bénéficier des effets positifs de l'IDE il faudrait que le pays concerné soit capable de façon pratique à avoir une politique publique favorable à l'investissement, un climat politique stable ou prévisible, un cadre économique bien géré, un cadre juridique qui protège les droits de propriété et les investisseurs étrangers, Une industrie réglementée, La main d'œuvre locale suffisamment formée et en bonne santé, les infrastructures adéquates.

Le choix des sites d'implantation des infrastructures peut modeler le développement futur des régions, en fonction des effets externes d'agglomération, développés par la « nouvelle économie géographique ». Ces analyses ont conduit à un renouveau de la politique des infrastructures, et à une prise en compte des effets de croissance et de polarisation qui en découlent.

De plus, l'action publique (directe et indirecte) en faveur des réseaux d'adduction d'eau, d'électricité, de télécommunication, a des effets importants sur la croissance mais aussi sur la qualité de vie des hommes.

En somme il s'agit ici d'une croissance de qualité basée sur la promotion de l'investissement, sur une croissance durable ainsi que sur une croissance redistributive.

2.1.3. Nécessité de l'IDE pour les Pays en voie de développement (PED)

Une autre condition pour un IDE réussi est l'accumulation des ressources intérieures. Or les PED n'ont pas suffisamment de ressources intérieures pour combler leur important besoin d'investissement. Des sources étrangères sont donc nécessaires.

Face à tout cela, les PED se voient contraints pour un IDE réussi, non seulement d'instaurer les conditions qui sauront attirer l'investissement privé, mais de faire en sorte que le plus de groupes possibles de la société puissent profiter de l'ouverture aux capitaux internationaux (Banque Mondiale, 1997). Aussi, ces pays ont tout intérêt à remplir ces conditions préalables dans la mesure où l'IDE est une source importante de devise, et sans lui, les PED auront du mal à importer des produits de base et à assurer le service de la dette. L'IDE influe également sur le budget de l'Etat, puisqu'il contribue à la capacité de l'Etat à financer les dépenses sociales (Kennedy, 1997).

2.1.4. Liens entre croissance et pauvreté

La croissance économique reste un ingrédient nécessaire pour la réduction de la pauvreté. Des études récentes suggèrent que la croissance tend à élever le revenu des pauvres proportionnellement à la croissance globale (Dollar and Kraay, 2000). L'IDE, considéré comme un catalyseur clé à la génération de la croissance est aussi un élément très important pour la réduction de la pauvreté. Toutefois, si le potentiel de diffusion nationale des meilleures technologies peut être exploité, cela dépendrait de la capacité d'absorption de l'économie hôte. Des niveaux adéquats d'éducation et d'infrastructure sont requis pour un plein bénéfice de l'IDE (Borenstein et al, 1998) aussi bien que la compétition dans les marchés nationaux (Blomstrom et Kokko, 1996).

Quoique la croissance moyenne bénéficie aux pauvres, il existe un nombre de pays où ce n'est pas le cas (Banque Mondiale, 2000). Néanmoins, il n'y a pas de recette claire pour mesurer l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté pour tous les pays. Des pays différents peuvent bien requérir des approches quelque peu différentes pour s'assurer que la croissance conduit à la réduction de la pauvreté. Toutefois, il est reconnu que l'IDE peut

actuellement faire plus que générer la croissance, il a le potentiel d'améliorer la qualité de la croissance par :

- La réduction de la volatilité des flux de capitaux et de revenus.
- L'amélioration de la distribution des biens et revenus lors de la privatisation.
- L'aide à l'amélioration des modèles social et environnemental.
- L'aide à l'amélioration des paniers sociaux et des services de base pour les pauvres.

La croissance seule ne suffit pas pour réduire la pauvreté, il y a aussi le rôle des inégalités

2.2. La lutte contre les inégalités : un instrument pour réduire la pauvreté dans le DSRP

Selon le Rapport sur le Développement dans le Monde de l'année 2000, *combattre la pauvreté*, la Banque Mondiale considère essentiellement la lutte contre les inégalités de manière instrumentale, et non comme un objectif en soi. Ainsi il n'est pas étonnant que les DSRP suivent tous cette approche instrumentale, qu'ils se prononcent en faveur ou, à l'inverse, contre les politiques de redistribution. Toutefois, l'impact de la croissance sur la pauvreté dépend pour beaucoup des inégalités initiales, ce qui est d'ailleurs reconnu par la Banque Mondiale (Banque Mondiale, 2001_e). On s'attendrait donc à ce que les stratégies de réduction de la pauvreté définies dans les pays à bas revenus prennent en compte ces conclusions, d'autant plus que les DSRP fixent des objectifs très ambitieux en matière de réduction de la pauvreté. La lutte contre les inégalité devrait être considérée comme complémentaire de la croissance or beaucoup de pays tendent à les opposer ou du moins à les positionner en tant qu'alternative l'une de l'autre. C'est le cas du DSRP du Guyana qui va jusqu'à affirmer : « Avec un revenu par habitant inférieur à 3 dollar US par jour, il y a peu de marge pour utiliser la redistribution des revenus comme instrument de réduction de la pauvreté (...) compte tenu d'une forte corrélation entre croissance et réduction de la pauvreté, la redistribution des revenus n'est pas une option viable ».

En outre, les DSRP des pays comme la Bolivie, la Mauritanie et de la Zambie apparaissent comme des exceptions en affichant un objectif d'amélioration de la distribution des revenus. Toutefois, ce n'est pas l'influence directe des inégalités sur la rapidité du processus de réduction de la pauvreté qui est mise en avant mais l'impact positif de la baisse des inégalités sur la croissance, cette dernière restant le facteur principal à considérer pour réduire la pauvreté (Cling et al, 2004).

Au delà du fait que la redistribution peut accélérer la réduction de la pauvreté, la question des inégalités mérite un intérêt particulier. Il se justifie d'abord par le fait que sa réduction devrait constituer un objectif en soi. D'une part, il ne s'agit que de l'application du principe de justice qui met en avant l'égalité des chances, or inégalité des chances, pauvreté et inégalités futures sont intimement liées (Cogneau, 2002). Ces liens résultent entre autres de l'existence de « trappes à pauvreté » qui implique la nécessité de politiques spécifiques en faveur des plus défavorisés. D'autre part, l'extension du concept de pauvreté et le consensus sur son caractère multidimensionnel impliquent que l'on lutte contre toutes ses formes. Or la marginalisation ou l'exclusion induite par de fortes inégalités constitue une des facettes de la pauvreté (Cling et al, 2004).

2-3-Le renforcement des ressources Humaines et du secteur rural¹⁵

L'éducation, la santé, et les services d'infrastructures (l'énergie, les routes, l'eau potable, etc.) constituent un ensemble de biens et services sociaux essentiels qui, au-delà des revenus, contribuent à l'amélioration de la qualité de vie des populations. L'accès à ces services essentiels constitue un indicateur direct du bien-être des populations. La contribution des services sociaux essentiels à la stratégie de réduction de la pauvreté est double. Ils déterminent la qualité de la vie d'une part, et contribuent à l'amélioration des capacités des populations à générer des revenus leur permettant de sortir de la pauvreté d'autre part.

Au delà des objectifs sociaux, la stratégie de renforcement des ressources humaines constitue un axe transversale dans la stratégie de croissance et d'appui au secteur privé (DSRP, 2000). Elle vise à renforcer le capital humain et ainsi d'améliorer la compétitivité générale de l'économie. A cet effet, le gouvernement devra renforcer la réalisation des investissements dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Toutefois, le développement des compétences professionnelles passera par l'amélioration de la formation technique et professionnelle orientée vers les filières porteuses de développement. Nous pouvons prendre l'exemple de l'Ecole Inter Etat de Douane (EIED), de l'Institut Sous-régionale multisectoriel de Technologie Appliquée, de planification et d'évaluation des projets (ISTA) ; l'Institut Sous-régional de Statistique et d'Economie Appliquée (ISSEA) au Cameroun. Au plan macroéconomique, l'investissement en capital humain permet à la nation de « monter les échelons de l'échelle des avantages comparatifs », et d'accéder à des productions de meilleure qualité et a priori plus avantageuses pour le développement.

¹⁵ Tous les chiffres cités dans cette partie sont extraits du DSRP du Cameroun de l'année 2003

Les résultats de l'ECAM II réalisée en 2001, ainsi que les informations recueillies lors des consultations participatives, ont mis en exergue l'importance de l'éducation et la formation technique et professionnelle à la fois comme déterminant et facteur de réduction de la pauvreté.

2.3.1. L'éducation, la formation, et la réduction de la pauvreté au Cameroun

L'éducation présente une légère amélioration qui se traduit par un gain de l'ordre de 2,5 points en taux net global de scolarisation entre 1995/1996 et 2000/2001 (76,3% à 78,8 %). Cette tendance est cohérente avec celle du taux d'alphabétisme, qui a gagné environ 6,4 points au cours de la même période (61,5 % à 67,9 %). Plus encourageant, le taux de scolarisation des filles a augmenté plus rapidement que celui des garçons, ce qui induit un rattrapage important de 1,1 points et confirme que le Cameroun a connu un succès dans la réduction des inégalités et opportunités économiques entre les sexes.

Le profil de scolarisation permet de mesurer la couverture effective du cycle considéré en prenant en compte la fréquentation scolaire et le taux d'achèvement. En 2001, le taux d'accès au primaire s'élève à 95 % ce qui est proche de l'objectif visé de 100 % du taux d'accès à la première classe du cycle primaire (SIL/C11), et indique un gain de 5 points par rapport à l'année 2000. Par contre, le taux de survie fin de cycle primaire est faible (56 %). Cela signifie que sur 100 nouveaux entrants à l'enseignement primaire, à peine 56 atteignent la classe du CM2 (seuil d'alphabétisation durable). En effet, les abandons sont très importants aux deux premières classes (SIL et CP). Une chute importante du taux d'accès se situe au passage dans l'enseignement secondaire général puisque le taux de transition du CM2 vers la classe de 6^{ème} est de l'ordre de 60 %, indiquant que sur près de 3 nouveaux entrants au CM2, seul deux accèdent en 6^{ème} de l'enseignement général. Le taux d'achèvement en 2000/2001 dans le premier cycle de l'enseignement secondaire général est de 76 %.

Etant donné que la qualité du système éducatif s'apprécie non seulement à travers les résultats scolaires mais aussi à travers des conditions d'apprentissage et d'encadrement, les indicateurs de qualité montrent une dégradation des conditions d'apprentissage et d'encadrement. Le taux de réussite au CEPE/FLSC, examen sanctionnant la fin du cycle primaire, est de 72 % en 2001. Les redoublements restent importants respectivement 25 %, 21 % et 31 % dans le cycle primaire, le premier cycle de l'enseignement secondaire général et le second cycle du

secondaire général. Le ratio élève/salle de classe quant à lui est de 52, il varie de 38 dans la province du Sud à 74 dans l'Extrême nord.

L'analyse précédente indique des conditions préoccupantes dans l'éducation pour l'ensemble de la population. Les analyses du profil de la pauvreté montrent que les conditions des pauvres en matière de scolarisation sont encore plus préoccupantes. Les résultats confirment bien qu'il y a un lien important entre la scolarisation et la pauvreté au Cameroun. En effet, le taux net de scolarisation est de 8,8 points inférieur chez les enfants de 6 à 14 ans issus des ménages pauvres comparés à ceux des ménages non pauvres (74,1 % contre 82,9 % en 2001). Cette différence relative tient au fait que les pauvres ont des revenus insuffisants pour faire face aux dépenses scolaires, et/ou que l'accès est plus difficile pour les enfants des pauvres que pour ceux des non pauvres, ou pour les « régions » pauvres relativement aux autres que dans les ménages pauvres (68.001 francs CFA contre 15.973 francs CFA en moyenne en 2001) ; Elles représentent 4,2 % du budget des ménages pauvres et 5,6 % de celui des ménages non pauvres. Le différentiel de taux de scolarisation serait ainsi en grande partie le reflet de la pauvreté monétaire, mais aussi celui de différences de capacité et donc d'accès entre les régions.

2.3.2. La santé et la réduction de la pauvreté

Comme l'éducation, la santé constitue un élément important non seulement pour la qualité de la vie des populations, mais aussi pour la productivité des ressources humaines du pays. Les principaux indicateurs de santé se sont dégradés entre 1991 et 1998. En effet, pendant cette période, le taux de mortalité infantile a connu une nette augmentation de l'ordre de 12 points, le taux de malnutrition chronique pour les enfants de 12 à 23 mois a progressé de 23 % à 29 %, et le taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié a régressé de 5 points au cours de la même période.

Cependant des efforts restent à faire sur le plan de la formation et du recrutement des personnels médicaux et paramédicaux, des constructions et d'équipement des centres de santé. Et le financement public de la santé s'est avéré inadéquat lors des dernières années, eu égard aux besoins. Ainsi pour l'année 2002, les besoins du secteur étaient estimés à 320 milliards FCFA, soit 5 % du PIB, alors que le budget du secteur représentait seulement 1,1 % du PIB. Comme conséquence, les ménages continuent d'assumer le plus grand poids des dépenses de santé aux paiements directs (76 % du financement total) contre 18,5 % pour l'Etat et 5,5 % pour les financements extérieurs.

L'analyse du profil de la pauvreté montre des différences importantes entre pauvres et non pauvres en terme d'état de santé et d'accès aux soins. Les services formels de santé demeurent les plus sollicités en cas de maladie. Parmi les personnes qui se sont déclarées malades en 2001, trois quarts ont pu se faire consulter dans une formation sanitaire formelle contre un quart dans les structures informelles. Les formations sanitaires formelles sont plus fréquentées par les non pauvres et les formations informelles par les pauvres¹⁶.

De plus, le rapport de l'ECAM II souligne que les populations parcourent une distance cinq fois plus grande en milieu rural qu'en milieu urbain pour atteindre le premier contact avec une structure de soins. Ce même rapport révèle que 98,9 % des personnes qui parcourent plus de 6 km pour atteindre une formation sanitaire résident en milieu rural, ce qui indique l'acuité des problèmes d'accès en milieu rural.

2.3.3. Les services d'infrastructure de base

Comme la santé et l'éducation, l'accès à l'eau potable et aux services de transports, d'énergie, etc. fait partie des « commodités » de la vie. Par ailleurs, les services d'infrastructures affectent la capacité des ménages à accéder aux marchés et à participer à l'activité économique.

Pour l'ensemble de la population, l'usage de l'eau potable a connu une nette progression sur la période. Un ménage sur deux a accès à l'eau potable en 2001 contre seulement 1 sur 5 en 1996. De même, près de la moitié des ménages camerounais (46 %) utilisent le courant électrique comme mode d'éclairage.

Il y a toutefois des différences considérables entre zones urbaines et rurales d'une part, et entre pauvres et non pauvres d'autre part. Par exemple, les taux d'accès sont 3 fois plus élevés en zone urbaine qu'en zone rurale aussi bien pour l'eau potable que pour l'énergie électrique. Ces écarts ne sont pas importants lorsqu'on compare l'accès entre pauvres et non pauvres. Cette situation reflète bien le caractère « public » de ces services qui, lorsqu'ils sont disponibles dans une région ou une localité, sont autant accessibles aux pauvres qu'aux non

¹⁶ Il convient néanmoins de relativiser ces résultats, car bon nombre de ces formations sanitaires visitées par les malades, exercent en marge de la réglementation et sont ainsi considérées, par le ministère de la Santé Publique, comme relevant du secteur informel. De même, le ministère de la santé Publique, contrairement à l'enquête ECAM, considère comme informelles les consultations privées au sein des formations sanitaires publiques. Cette approche justifie par ailleurs les mesures de gouvernance envisagées dans la stratégie sectorielle de santé.

pauvres compte tenu de la politique « sociale » mise en place par les autorités dans ces secteurs¹⁷.

La disponibilité des routes en bon état pour le mouvement des personnes comme pour le transport des produits est un élément essentiel de la qualité de la vie et aussi de la capacité des populations à s'insérer dans le circuit économique. L'enclavement concourt à la hausse des coûts de transaction et est un facteur de pauvreté. En cela, le Cameroun dispose d'un réseau routier interurbain relativement dense de 50.000 km dont 53 % sont classés en réseau prioritaire. De ce réseau, 16 % sont bitumés, presque 40 % enterrés et 45 % constitués de pistes rurales. Les comptages de trafic de l'année 2001 indiquent que les routes bitumées et les routes en terre supportent environ 90 % du trafic (62 % et 27 %), et surtout que presque 80 % des routes bitumées, 73 % des routes en terre et 70 % des pistes rurales sont en médiocre ou mauvais état.

La faiblesse du réseau bitumé et le mauvais état de l'ensemble du réseau routier constituent un frein important à l'accès des populations en général et des pauvres en particulier aux services de base. Les résultats de l'ECAM indiquent en effet que les populations vivant en milieu rural mettent en moyenne une heure pour atteindre une route bitumée, et que cette durée est plus importante pour les pauvres que pour les non pauvres.

¹⁷ En effet, la tarification des consommations d'eau et électricité distingue une tranche sociale dont le prix est inférieur au prix normal de consommation.

CHAPITRE IV

Investissement : Un Outil de Réduction de la Pauvreté

L'impact de l'IDE sur la réduction de la pauvreté n'est pas une relation directe, il passe par une croissance économique soutenue et une réduction des inégalités dans la mesure où la croissance seule ne suffit pas pour réduire la pauvreté, les inégalités y jouent également un rôle important (Cling et al, 2004). Nous vérifierons cela dans ce chapitre de façon empirique.

Section 1 : Etude empirique de la relation entre FBCF, IDE et croissance au Cameroun

Le modèle Ad hoc utilisé dans ce chapitre s'appuie sur l'analyse d'une modélisation VAR et prend en compte quelques variables types qui sont sensées expliquer la variable dépendante.

En ce qui concerne la spécification économétrique du modèle, nous retenons une forme linéaire simple. Il convient de préciser que l'introduction de toute variable explicative dans chaque modèle peut conduire à des problèmes de multi colinéarité. Ce qui nous conduit ici à la rétention de variables intéressantes pour notre analyse. Le modèle que nous utilisons se présente sous la forme d'une fonction définit comme suit :

$$G = f (TIDE, FBCF/PIB, DEXT / PIB)$$

Dans cette forme fonctionnelle, nous avons les variables suivantes :

G = taux de croissance du PIB

DEXT/PIB = ratio de la dette extérieure sur le PIB

TIDE = taux de croissance des IDE

FBCF/PIB = ratio formation brute du capital fixe sur le PIB

1.1. Présentation des variables et anticipation des signes

Les études théoriques qui ont guidé le choix des variables explicatives nous permettent d'anticiper le signe de chaque paramètre. Ainsi, nous avons :

1.1.1. Le ratio DEXT/PIB (X2)

Une lourde charge de la dette prive certains secteurs vitaux de l'économie de financement et ralentit l'investissement. Cette lourde charge affecte négativement l'investissement direct étranger avec un effet défavorable sur la croissance économique. Par conséquent, un lien négatif entre le ratio de la dette extérieure sur le PIB (DEXT/PIB) et taux de croissance du PIB réel (G) peut être anticipé.

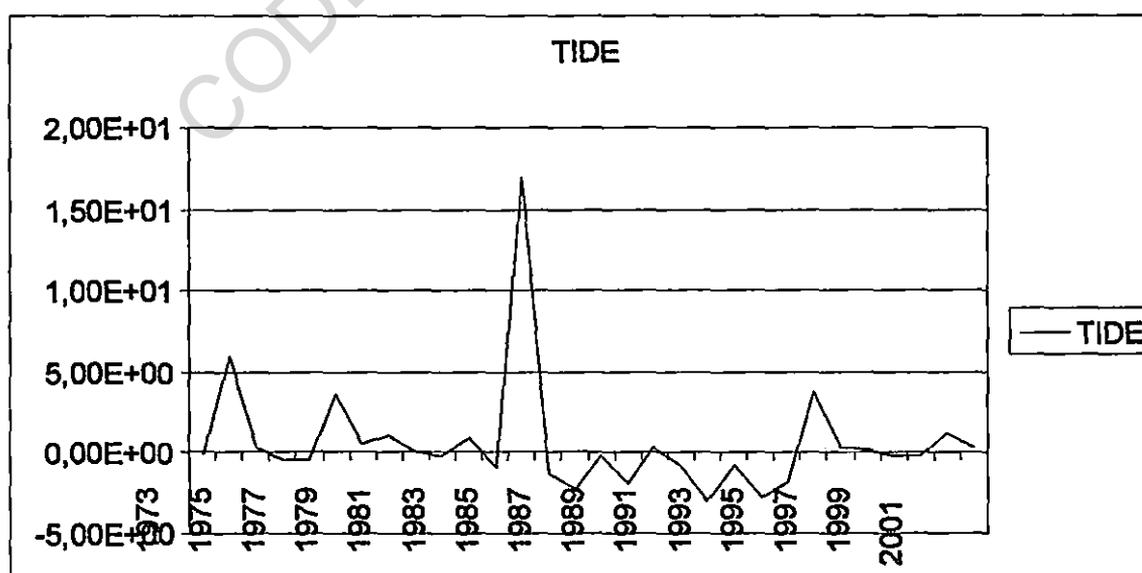
1.1.2. Le ratio FBCF/PIB (X1)

L'investissement que ce soit dans la théorie économique ou dans les analyses empiriques est considéré comme le moteur de la croissance économique. Pour qu'il y ait croissance, il faut qu'il y ait investissement. Ces arguments suffisent pour que nous anticipions un lien positif entre le taux de croissance du PIB réel et la formation brute du capital fixe en considérant le ratio FBCF/PIB.

1.1.3. Le taux de croissance annuelle de l'IDE (TIDE)

Il traduit le rythme de croissance des investissements étrangers. La littérature économique sur la question montre que, plus le taux de croissance des IDE est élevé, plus celui du PIB l'est également. Pour cela, nous anticipions un lien positif entre le taux de croissance du PIB et celui des IDE. Une présentation graphique de cette variable permet de mieux cerner l'évolution du taux de croissance annuelle de l'IDE.

Graphique 8 : Evolution du taux de croissance des IDE



Source : Graphique fait par l'auteur sur les données de la Banque Mondiale (CD-Rom, 2004)

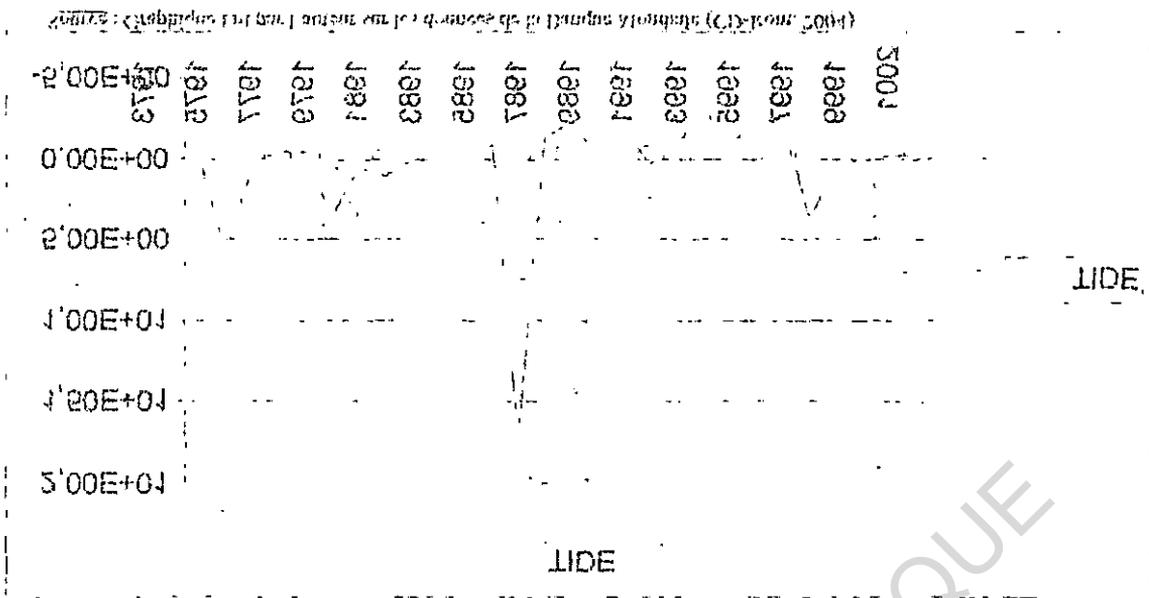


Figure 1 : Evolution du taux de croissance des IDE

1. Evolution du taux de croissance annuelle de l'IDE

Les IDE ont connu une dégradation substantielle de cette dernière période de manière continue. Également, pour cela, nous anticipons un lien positif entre le taux de croissance du PIB et la dégradation continue des IDE. Le taux de croissance des IDE est élevé dans les années 1970 et 1980. Il traduit le rythme de croissance des investissements étrangers. Le ralentissement économique sur le terrain des IDE est caractérisé par une baisse de la croissance des IDE (Figure 1).

1.1. Le taux de croissance des IDE (1950-2001)

Entre le taux de croissance du PIB réel et le ralentissement continu des IDE, nous considérons le lien positif et négatif. Ces arguments suffisent pour que nous anticipions un lien positif continué comme le lien de la croissance économique. Pour ce lien, la croissance, le PIB et l'investissement ont une relation positive dans la théorie économique ou dans les analyses empiriques.

1.1.1. Le lien positif (1950-2001)

Le PIB réel (D) peut être anticipé négativement dans le cas de la dégradation continue du PIB (EXTRAVERT) et du taux de croissance des IDE. Cela est dû à un effet défavorable sur la croissance économique. Par conséquent, un lien négatif est observé. Cette relation est affectée négativement par l'investissement direct. Une telle charge de la dette prive certains secteurs vitaux de l'économie de financement et

1.1.2. Le lien négatif (1950-2001)

Le graphique ci dessus, entre 1973 et 1986 présente au fil des années des fluctuations légèrement au dessus de zéro avec trois pics significatifs dont le premier en 1974, le second en 1978, le troisième et de loin le plus remarquable, en 1986. De 1987 à 1994, toutes les fluctuations sont en dessous de zéro. La dévaluation de 1994 relance les IDE et leur taux renoue avec une évolution positive, mais dans le sillage des élections législatives de 1997, ce taux chute à presque zéro voire même négatif. Ce n'est qu'en 2001 que l'on notera une légère et fragile reprise.

1.2 Tests économétriques, interprétation et analyse des résultats

1.2.1. Le test de stationnarité

L'utilisation des séries temporelles dans notre estimation requiert le test de stationnarité sur les variables pour éviter les régressions fallacieuses entre les différentes variables et d'interpréter les résultats de manière erronée. Il s'agira donc de procéder aux tests de diagnostic concernant la stationnarité des séries. Les hypothèses sont :

H_0 : Y_t est I(1) contre H_1 : Y_t est I(0)

De manière alternative, on peut aussi tester les hypothèses :

H_0 : $b_1 < 0$ contre H_1 : $b_1 = 0$

Le test de Dickey Fuller Augmenté (ADF) effectué sur la période 1973 – 2002 donne les résultats suivants :

Tableau 5 : Résultat des tests de racine unitaire

Variabes	Statistique du test ADF	Valeurs critique de Mackinnon (5%)	Ordre d'intégration de la série
G	-2,9232	-1,9530	I(0)
TIDE	-2,616116	-1,9530	I(1)
DEXT/PIB	-3,849762	-1,9540	I(1)
FBCF/PIB	-4,241065	-1,9540	I(1)

Source : Réalisé par l'auteur à partir des résultats des tests de racine unitaire sur les variables

A la lecture de ce tableau, nous constatons que, à l'exception du taux de croissance du PIB (G), toutes les variables soumises au test de stationnarité, sont stationnaires en différence première I(1). Par contre la variable G est intégrée à niveau. Les variables n'étant pas toutes stationnaires en niveau au seuil de 5%, il existe donc un risque de cointégration, c'est-à-dire que les variables du modèle convergent vers un équilibre à long terme.

1.2.2 Le test de cointégration

Le test de cointégration de JOHANSEN (Johansen Cointegration Test Summary) effectué sur l'équation du modèle nous permet de définir la relation de cointégration entre les différentes variables du modèle.

Ainsi, le test de cointégration sur un modèle VAR indique l'existence d'un vecteur de cointégration. Nos variables étant intégrées d'ordre 1, cela implique une évolution parallèle des variables au cours du temps. ENGLE et GRANGER (1987) ont démontré que toutes séries cointégrées peuvent être représentées par un modèle à correction d'erreurs. Ce modèle permet d'intégrer les fluctuations de court terme autour de la relation de long terme. La formulation de long terme du modèle peut se mettre sous la forme suivante :

$$\Delta G = \alpha_0 + \alpha_1 X1_{t-1} + \alpha_2 X2_{t-1} + \alpha_3 TIDE_{t-1} + \eta_t$$

Dans ce modèle, η_t désigne le terme d'erreurs. La relation que nous avons adoptée comporte une constante, elle admet $\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3$ comme des coefficients de long terme.

Les signes anticipés des paramètres se résument comme suit : $\alpha_1, \alpha_3 > 0$ et $\alpha_2 < 0$

1.2.3 Estimation du modèle

L'estimation du modèle donne les résultats suivants :

$$\Delta G_t = 13.901 + (35,3243) X1_{t-1} + (3,2369) X2_{t-1} + (0,4755) TIDE_{t-1}$$

(4,0468) (1,7402) (4,6824)

Les valeurs entre parenthèses en dessous des coefficients représentent respectivement les t de Student sur les variables FBCF/PIB, DEXT/PIB et TIDE.

1.3. Interprétation des résultats et analyse de la relation empirique entre IDE et Pauvreté

La présente section est consacrée à l'interprétation économique des résultats de notre estimation sur les déterminants de la croissance du PIB au Cameroun et à l'analyse de la relation entre l'IDE et la pauvreté.

1.3.1. Interprétation des résultats

L'examen des résultats de l'analyse du test montre que la représentation à correction d'erreurs est satisfaisante et validée, puisque le terme d'erreur qui mesure la force de rappel vers l'équilibre de long terme est significativement négatif (-0.7336 « -2.11 », annexe 3).

L'analyse individuelle des coefficients estimés sera faite d'une part suivant l'analyse des signes et d'autre part suivant celle des t de student pour chaque coefficient estimé.

L'analyse des signes, révèle qu'à l'exception du signe du ratio Dette extérieure/PIB, tous les autres signes de l'estimation sont ceux attendus. En effet, les signes des coefficients du ratio FBCF/PIB (X_1) et du taux de croissance des IDE (TIDE) sont positifs, donc conformes à ceux suggérés par la littérature économique. Seul le signe du ratio DEXT/PIB (X_2) est positif ce qui est contraire au signe négatif attendu.

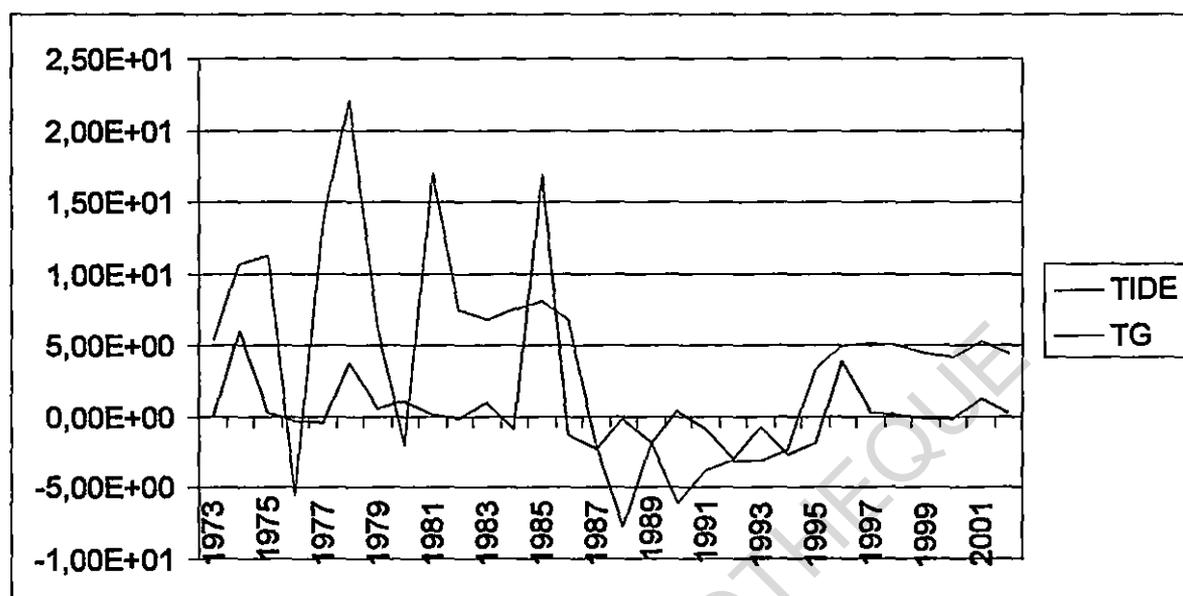
L'analyse de la significativité individuelle des coefficients estimés nous révèle que tous sont significatifs car les t de Student sont, pour chacun, supérieurs à la valeur théorique prise au risque de 5% (1.711). L'analyse économique nous permettra de mieux apprécier les résultats ci-dessus obtenus

1.3.2. Analyse de la relation entre IDE et pauvreté au Cameroun

Dans ce paragraphe, nous analysons la qualité de la relation entre le taux de croissance du PIB et celui des IDE dans le but de voir l'impact des IDE sur la croissance. Nous verrons en outre la relation entre les IDE et la pauvreté à travers la relation IDE et PIB par tête (étant entendu que ce dernier est un indicateur macroéconomique du niveau de vie des populations) d'une part, et la relation investissement – croissance - emploi pauvreté d'autre part.

Nous introduisons un graphique illustratif de l'évolution conjointe du taux de croissance du PIB (G) et celui de l'investissement étranger direct (TIDE).

Graphique 9 : Représentation conjointe Taux de croissance des IDE – Taux de croissance du PIB



Source : Graphique fait par l'auteur sur les données de la Banque Mondiale (CD-Rom, 2004)

On remarque que les IDE sont très sensibles à la croissance économique dans la mesure où, ils évoluent dans le même sens que celui du taux de croissance du PIB. L'amplitude du taux de croissance des IDE est généralement moins importante que celle du taux de croissance du PIB.

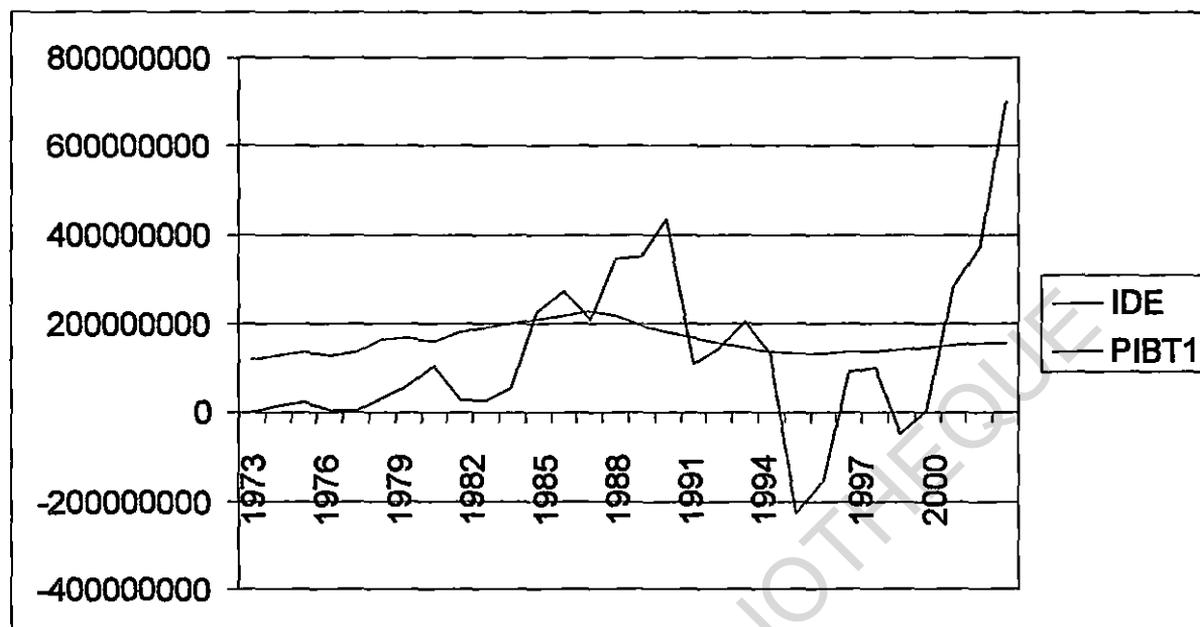
Ainsi, entre 1973 et 1985, le taux de croissance des IDE évolue dans le même sens que celui du PIB avec notamment un pic de la croissance des IDE entre 1983 et 1985 (période de croissance extraordinaire des exportations pétrolières). Ceci confirme le lien positif existant entre les IDE et la croissance économique. Les perspectives économiques au Cameroun étant favorables, l'évolution des IDE a suivi celle du PIB.

Entre 1987 et 1994, les taux de croissance des IDE et du PIB sont négatifs, ce qui confirme l'idée selon laquelle une situation économique déprimée décourage l'IDE (crise des années 86 à 94).

Entre 1994 et 2002, l'embellie de la situation économique entraîne une reprise de la croissance des IDE au Cameroun. Ce qui nous permet de conclure à l'existence d'une forte corrélation positive entre l'IDE et la croissance. Relation d'ailleurs confirmée par le signe positif du coefficient estimé de X3.

Comme pour le cas précédent, nous introduisons notre analyse de la relation entre IDE et PIB par tête par un graphique illustratif.

Graphique 10 : Représentation conjointe PIBT - IDE



Source : Graphique fait par l'auteur sur les données de la Banque Mondiale (CD-Rom, 2004)

Selon la littérature économique, L'investissement extérieur direct est un ingrédient clé pour une bonne croissance économique dans les PED via un transfert rapide et efficace des technologies à travers les frontières. Ainsi, autant la croissance est le facteur le plus important affectant la réduction de la pauvreté, autant l'IDE est primordial pour l'achèvement de ce but.

L'analyse conjointe des IDE et du PIB par tête (qui traduit le niveau de vie de la population du pays hôte et est aussi un indicateur synthétique du niveau de développement) montre que,

Entre 1973 et 1986, l'augmentation des IDE se fait au même moment que celle du PIB par tête.

Entre 1988 et 1994, la diminution du PIB par tête précède celle des IDE.

Les deux reprennent une évolution positive après 1994.

En général, on se rend compte d'un lien positif entre les IDE et l'amélioration des conditions de vie (réduction de la pauvreté) captée par le PIB par habitant.

En ce qui concerne la relation entre investissement – croissance – emploi – pauvreté, nous commencerons d'abord par une analyse théorique avant de donner un exemple illustratif dans le cadre du Cameroun.

« Les Hommes sont pauvres parce qu'ils n'ont pas de revenus ; ils n'ont pas de revenus parce qu'ils n'ont pas de travail ; et ils n'ont pas de travail parce que l'investissement productif est faible, etc.... ». Ainsi, une stratégie de croissance cohérente orientée vers la recherche du plein emploi crée les meilleures conditions pour l'élargissement du champ des opportunités de gains de revenus pour tout le monde, et peut de ce fait offrir des perspectives d'emplois pour les pauvres (Banque Mondiale, 2004).

Considérons l'emploi comme un moyen d'amélioration des indicateurs sociaux et de réduction de la pauvreté. En effet, le niveau de pauvreté (monétaire et humain) reflète le niveau de développement social d'un pays. Beaucoup d'expériences montrent que la lutte contre la pauvreté, voire l'exclusion sociale, n'est efficacement menée que lorsque la création d'emplois productifs pour les pauvres augmente et que les niveaux de revenus leur permettent d'accéder à la consommation des biens durables. Il est également prouvé que l'accumulation du capital augmente le volume de l'emploi.

En théorie, la croissance économique est fondamentalement déterminée par l'investissement dans le capital physique et le capital humain et, les emplois meilleurs et plus nombreux sont la conséquence d'une croissance rapide. L'influence des investissements sur la pauvreté via l'emploi est décrite par l'enchaînement suivant :

Investissement \Rightarrow Production \Rightarrow Emploi/Revenu \Rightarrow Chômage \Rightarrow Pauvreté/Niveau de vie \Rightarrow
 Production \Rightarrow Emploi \Rightarrow Chômage \Rightarrow Niveau de vie

Cette relation indique en effet que, investir c'est créer des entreprises ou de nouvelles activités qui permettent d'augmenter la production, donc de relancer la croissance économique. Ces entreprises et activités nouvellement créées permettent à leur tour de recruter ou d'utiliser de nouveaux travailleurs de différentes catégories, donc de résorber le chômage, de distribuer des revenus et ainsi de lutter contre la pauvreté.

L'exemple illustratif que nous pouvons prendre dans le cas du Cameroun est celui de la France. En fait, la France, acteur majeur des privatisations, demeure le premier investisseur étranger au Cameroun avec plus de 160 filiales françaises, employant quelque 30000

personnes et plus de 200 entreprises appartenant à des ressortissants français dans tous les secteurs d'activités. Or, le fait qu'en fin 2001, le Cameroun recule au 56ème rang mondial (39ème en 2000) des pays détenteurs des stocks d'IDE français et se situe au 40ème rang des pays destinataires d'IDE français en 2002, pourrait avoir eu un impact négatif sur l'emploi, et partant, sur le niveau de vie des populations (Biro et Debels, 2003).

En conclusion à ce chapitre sur l'analyse économétrique de l'incidence de l'IDE sur la pauvreté, il ressort que, l'IDE a un effet positif et significatif sur la pauvreté à travers une amélioration du taux de croissance du PIB.

Section 2 : Investissement privé et réduction des inégalités au Cameroun

L'évolution de la pauvreté entre deux dates dans un pays peut être la résultante d'un ensemble de mesures de politiques économiques et sociales mises en œuvre par les autorités. Ces mesures concernent non seulement la période prise en compte dans l'évolution mais également des mesures adoptées et mises en œuvre avant cette période. Toutefois, les deux éléments fédérateurs qui résument les effets de ces mesures et auxquels on impute généralement la réduction de la pauvreté sont : la croissance économique et les modifications dans la distribution des revenus.

En effet, une augmentation du niveau de vie des individus d'un même montant de revenus, toutes choses égales par ailleurs, augmenterait le niveau de vie moyen et réduirait la pauvreté en laissant inchangé les inégalités (effet de croissance). De même, un transfert de revenus réels des non pauvres aux pauvres, toutes choses égales par ailleurs, réduirait les inégalités et diminuerait la pauvreté (effet de redistribution). L'objectif de cette section est de mesurer l'impact des IDE sur la réduction des inégalités au Cameroun. Nous présenterons à cet effet, la réduction des inégalités dans les secteurs de l'éducation et de la santé, avant de voir la réduction des inégalités des revenus ainsi que les infrastructures.

2.1. IDE, éducation, santé et réduction des inégalités

Dans cette section, nous ferons une analyse de l'impact des IDE sur la réduction des inégalités pour ce qui est de l'accès à l'éducation et aux soins de santé.

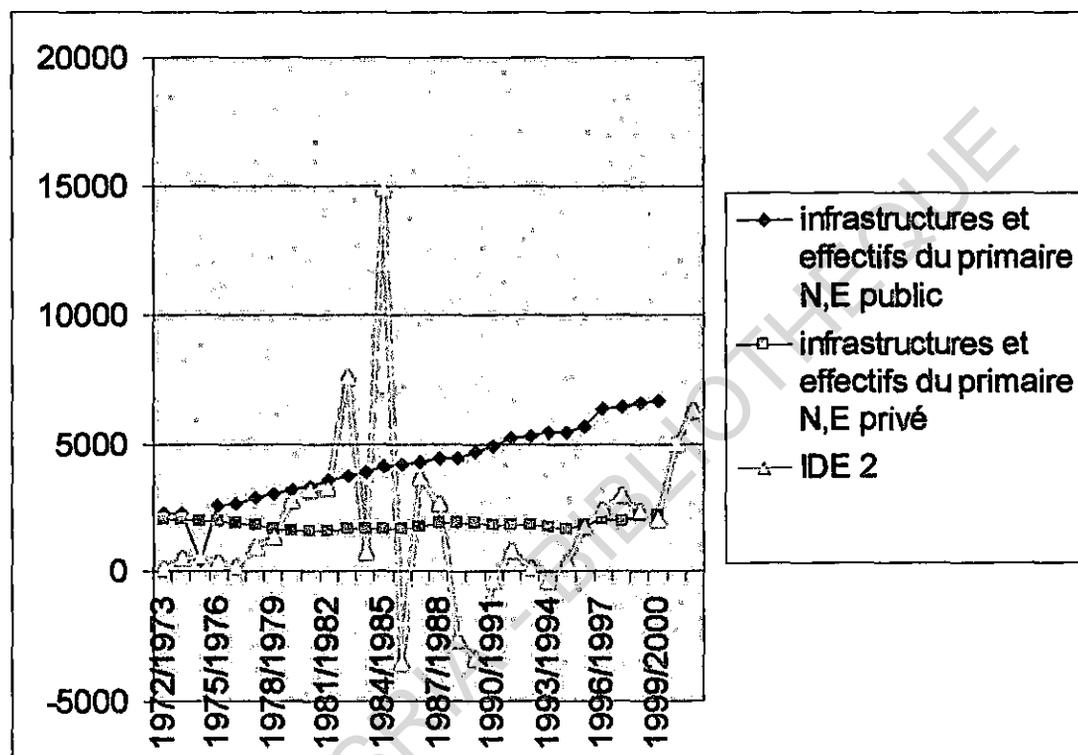
2.1.1. IDE et éducation

Dans cette sous partie, il s'agit pour nous de montrer la réduction des inégalités dans l'éducation à travers l'analyse et l'interprétation des graphiques montrant l'évolution conjointe du nombre d'établissements scolaires (public et privé) du nombre de salles de

classes, de l'effectif des élèves et des IDE dans le primaire. La même analyse sera faite en ce qui concerne le secondaire général, et le secondaire technique (pour les inégalités de sexe) ; Ceci de 1972/1973 à 1999/2000.

- **Analyse graphique**

Figure 11 : Evolution conjointe du nombre d'établissements scolaires (Publics et Privés) et des IDE

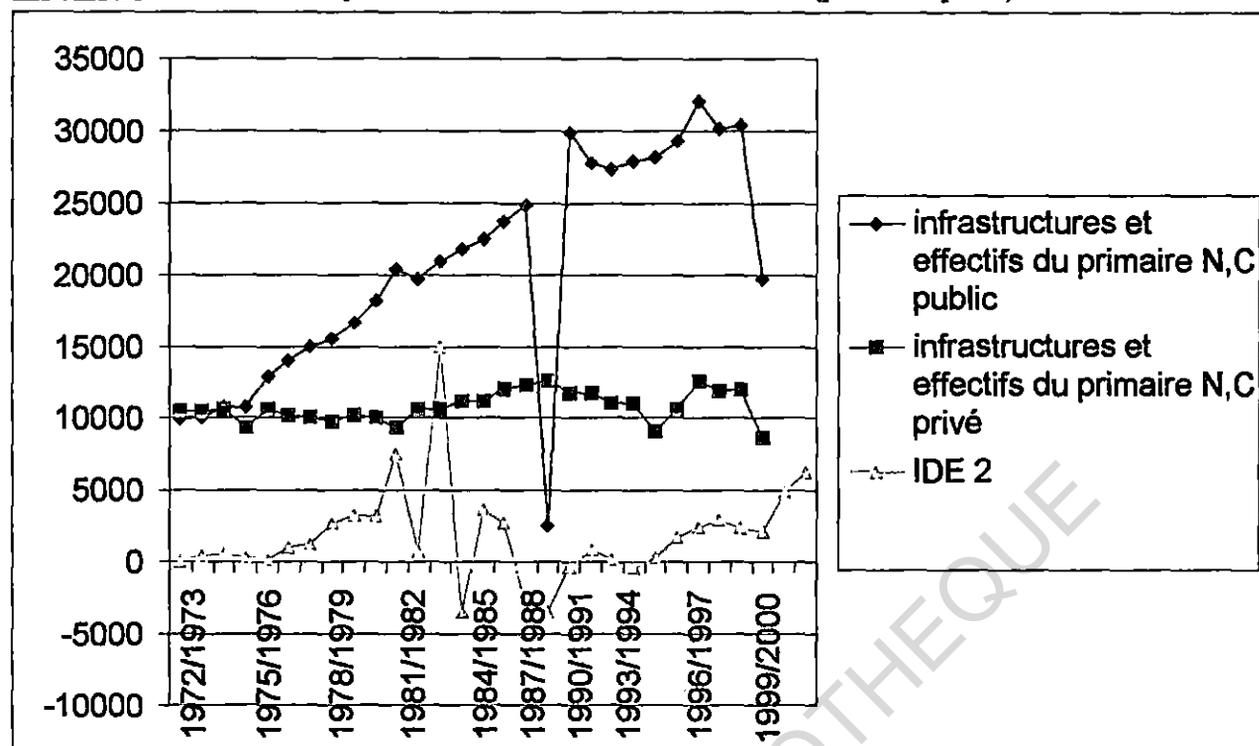


Source : Graphique fait par l'auteur à partir des données de la BM (CD-Rom, 2004), et de l'INS (2002)

Ce graphique montre que le nombre d'établissement dans le public n'est pas fonction des IDE étant donné que, quelque soit l'évolution des IDE, sa courbe évolue progressivement.

Quant à ce qui est du nombre d'établissement dans le privé, nous constatons qu'elle est très légèrement sensible à l'évolution des IDE. Seulement, elle est beaucoup moins volatile que les flux d'IDE.

Il ressort donc de ce qui précède que l'évolution des établissements privés pourrait subir quelque fois l'influence de l'évolution des IDE. Ce qui pourrait nous amener à dire que les IDE permettent de réduire les inégalités pour ce qui est du nombre d'établissements privés au Cameroun dans le primaire.

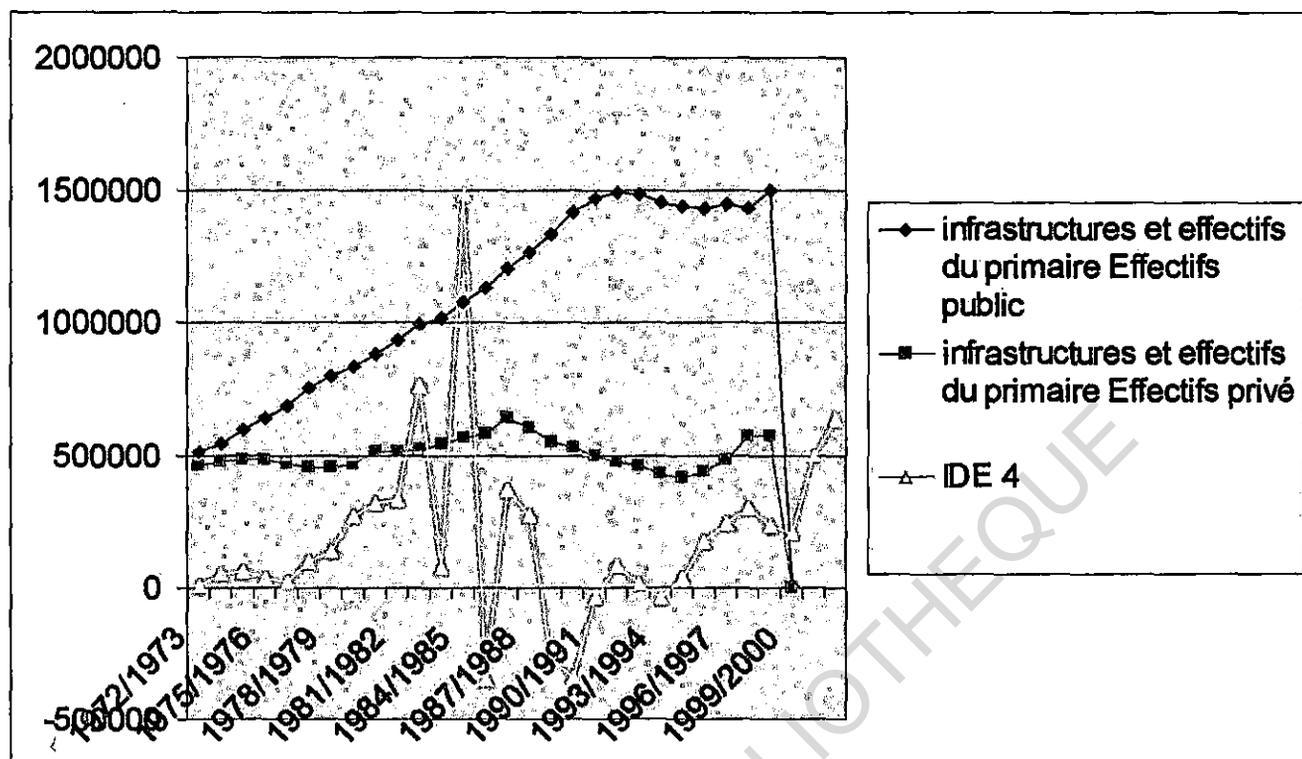
Figure 12 : Evolution conjointe du nombre de salles de classe (public et privé) et des IDE

Source : Graphique fait par l'auteur à partir des données de la BM (CD-Rom, 2004), et de l'INS (2002)

De ce graphique, nous faisons le constat selon lequel la baisse des IDE entre 1975 et 1976 s'accompagne de celle du nombre de salles de classe dans les deux secteurs (public et privé). Le même phénomène s'observe entre 1982 et 1983, 1994 et 1995, 1988 et 1989, 1999 et 2000 (surtout dans le secteur public). Ce qui permettrait de dire que le nombre de salles de classe (public et privé) évolue en fonction de l'évolution des IDE. A partir de cela, nous déduisons que les IDE ont un impact positif sur la construction des salles de classes au Cameroun, ce qui réduit les inégalités en ce qui concerne l'investissement dans les salles de classe.

L'enseignement donné par les deux graphiques précédent est que les IDE influenceraient à la fois la construction des établissements et des salles de classes dans le privé, mais uniquement la construction des salles de classe dans le public. Ce qui semble normal puisque la construction des établissements publics relève de l'initiative de l'Etat. Très souvent en effet, l'IDE (dans le scolaire public) ne vient qu'appuyer l'effort de l'Etat par l'apport de nouvelles salles de classe. C'est souvent le cas des dons japonais qui aident à rebâtir les établissements publics existant déjà et non à en créer de nouveaux.

Figure 13 : Evolution conjointe des effectifs scolaires dans le primaire et les IDE

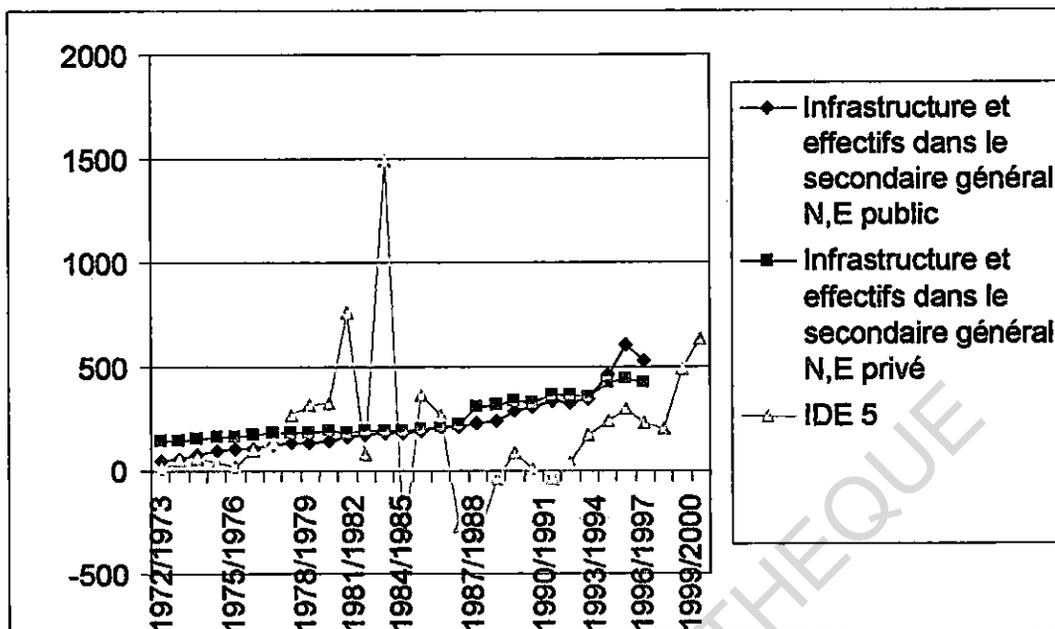


Source : Graphique fait par l'auteur à partir des données de la BM (CD-Rom, 2004), et de l'INS (2002)

Les effectifs des élèves dans le privé évoluent dans le même sens que l'évolution des IDE. Nous observons une baisse des courbes (IDE et effectif du privé) en 1977/1978, 1985/1986, 1992/1993, 1996/1997 et entre 2000 et 2001. Ceci nous amène à penser que l'augmentation des effectifs dans le privé est fonction des IDE entrant dans le pays (c'est à dire du nombre de salles de classe et d'établissement privés construits).

Les IDE contribuent de ce fait, à réduire les inégalités en ce qui concerne l'accessibilité à l'éducation dans le primaire au Cameroun.

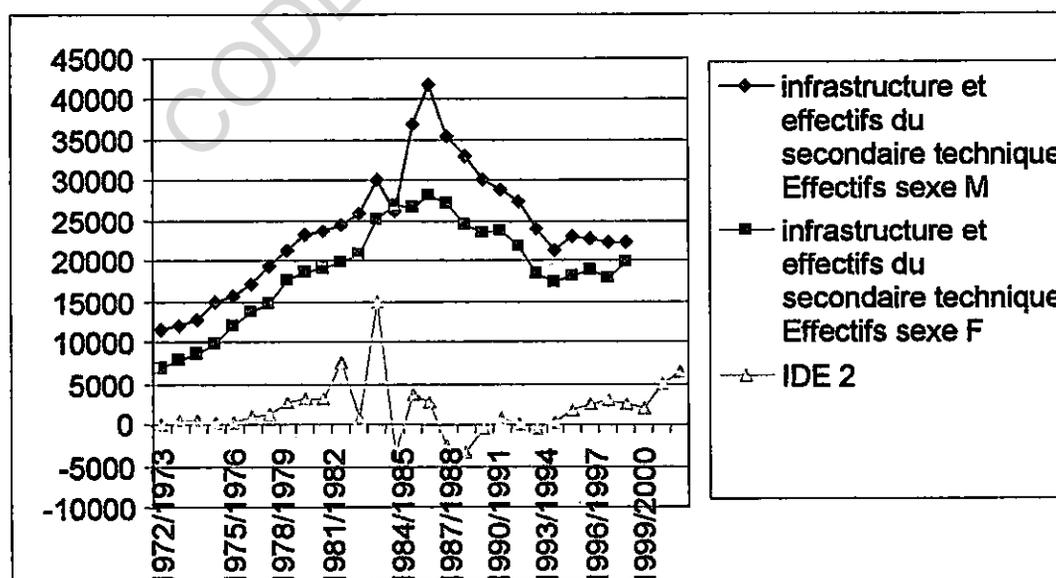
Figure 14 : Evolution conjointe du nombre d'établissements scolaires dans le secondaire général et les IDE



Source : Graphique fait par l'auteur à partir des données de la BM (CD-Rom, 2004), et de l'INS (2002)

Dans le secondaire général, les courbes du nombre d'établissements ont la même allure, c'est à dire sont pratiquement stables et ne suivent pas celles des IDE. Mais à partir de 1989/1990, les deux courbes suivent l'évolution des IDE de telle sorte que, lorsqu'ils baissent, (89/90, 93/94, 99/2000), le nombre d'établissements privés diminue également.

Figure 15 : Evolution conjointe effectifs par sexe dans l'enseignement secondaire technique et des IDE



Source : Graphique fait par l'auteur à partir des données de la BM (CD-Rom, 2004), et de l'INS (2002)

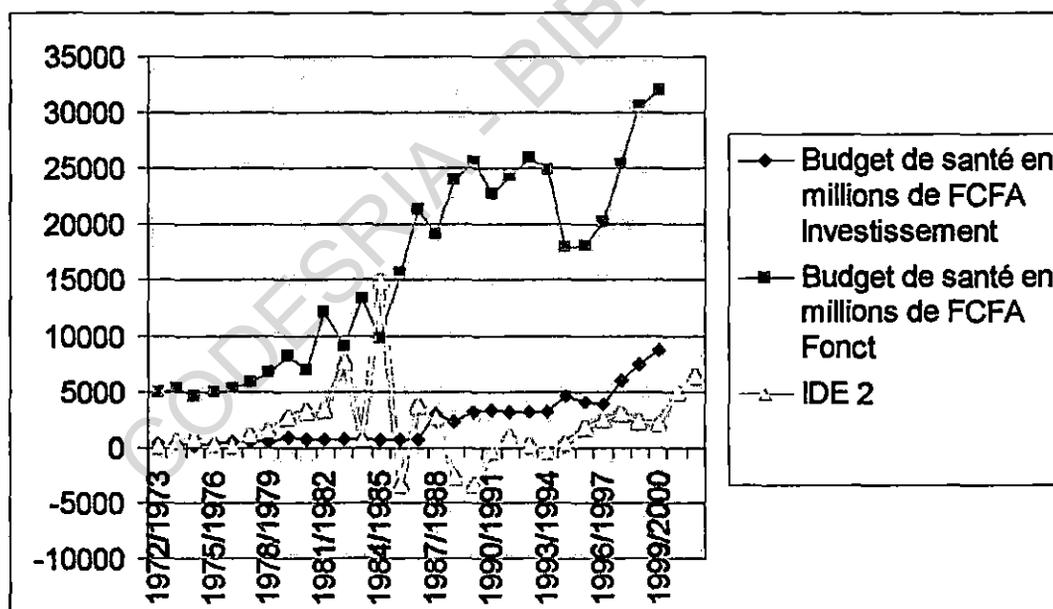
La courbe de l'effectif du sexe féminin suit parfaitement l'évolution des IDE à savoir qu'elle augmente lorsque celle des IDE augmente et régresse lorsque celle des IDE régresse. C'est le même phénomène qui se produit avec la courbe du sexe masculin et ce, sur toute la période considérée. Ce qui nous amène à dire que, plus les IDE augmentent, plus les femmes vont à l'école pour suivre elles aussi des enseignements professionnels. L'écart entre les hommes et les femmes est ainsi réduit par les IDE en ce qui concerne l'accès à l'éducation professionnelle ou académique au Cameroun, d'où les IDE réduisent l'inégalité de sexe quant à l'accès à l'éducation.

2.1.2. IDE et santé

Nous procéderons comme précédemment par l'analyse des graphiques d'une part, et par le rapport des enquêtes ECAM I et II. Il s'agit particulièrement de faire une analyse graphique de l'évolution conjointe du budget de santé (Investissement et fonctionnement) et des IDE.

- Analyse graphique

Figure 16 : Evolution conjointe du budget de santé et des IDE



Source : Graphique fait par l'auteur à partir des données de la BM (CD-Rom, 2004), et de l'INS (2002)

Entre 1972 et 1979, la courbe du budget d'investissement et celle des IDE se confondent. Entre 1979/1980 et 1985/1986, les deux courbes évoluent dans le même sens à savoir que, lorsque celle des IDE augmente, celle des investissements augmente également ; inversement,

lorsqu'elle diminue, celle des investissements diminue aussi. Ce qui signifie que le budget de santé alloué aux investissements évolue en fonction des entrées d'IDE. Par investissement, on entend la construction des centres de santé, la formation des personnels médicaux et paramédicaux. Ce qui permettrait l'accès plus facile aux soins de santé, et réduirait les inégalités quant à l'accessibilité aux soins de santé. Le même phénomène est observé avec la courbe du budget de fonctionnement et des IDE beaucoup plus à partir de 1986 où, l'augmentation des IDE entraîne celle du budget de fonctionnement. Une analyse plus approfondie nous amènerait à la conclusion selon laquelle les entrées d'IDE influencent positivement le budget de santé au Cameroun et faciliterait par là, l'accès aux soins de santé.

Utilisons l'indice de développement Humain (IDH) qui est un indicateur utilisé (introduit) à partir de 1990 par le premier Rapport mondial sur le développement humain permettant une nouvelle façon de mesurer le niveau de vie. Il combine à la fois plusieurs indicateurs (espérance de vie, niveau d'instruction et revenu) d'où les trois éléments fondamentaux de l'IDH sont longévité, savoir et niveau de vie. En procédant à une régression linéaire simple nous obtenons les résultats suivants :

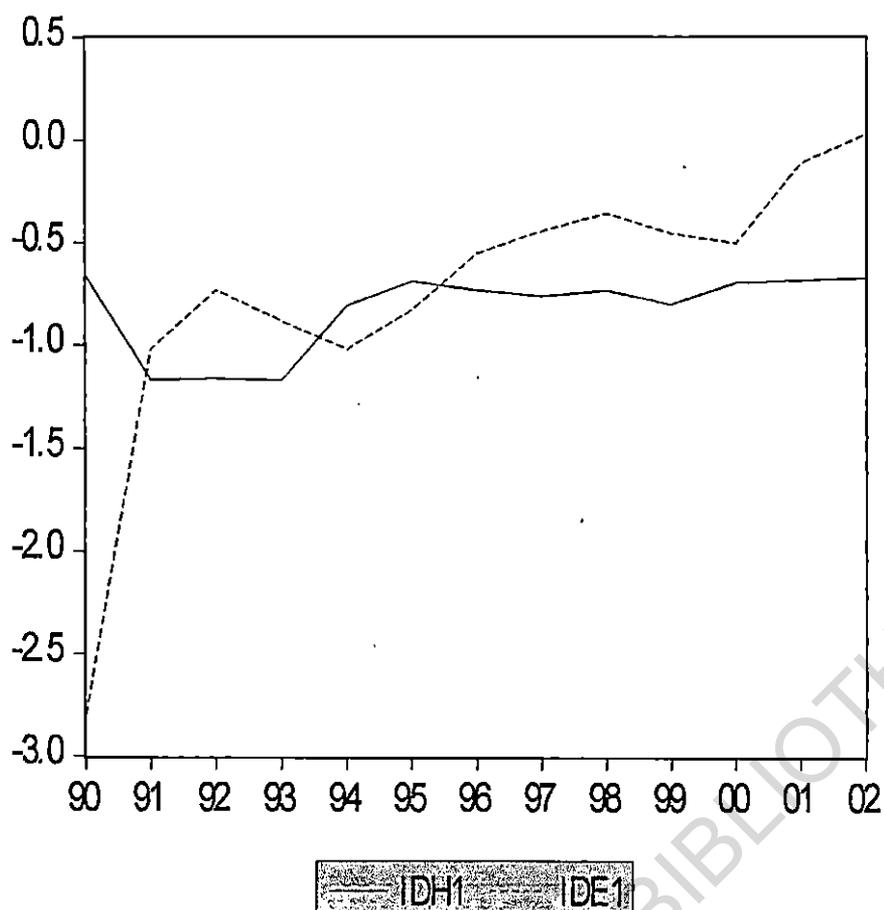
2-2- Relation empirique entre IDE et IDH

Régression linéaire simple de l'IDE fonction de l'IDH

Dependent Variable: IDH1
 Method: Least Squares
 Date: 04/24/06 Time: 13:54
 Sample: 1990 2002
 Included observations: 13

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE1	0.020381	0.086360	0.236003	0.8178
C	-0.809778	0.086355	-9.377325	0.0000
R-squared	0.005038	Mean dependent var		-0.824920
Adjusted R-squared	-0.085413	S.D. dependent var		0.200036
S.E. of regression	0.208404	Akaike info criterion		-0.158038
Sum squared resid	0.477754	Schwarz criterion		-0.071123
Log likelihood	3.027249	F-statistic		0.055697
Durbin-Watson stat	0.960512	Prob(F-statistic)		0.817767

Evolution conjointe de l'IDE et de l'IDH au Cameroun



$$\text{Log (IDH)} = a \text{ Log(IDE)} + b$$

L'objectif de notre étude est de voir si l'IDE contribue à réduire la pauvreté au Cameroun. En d'autres termes, nous voulons vérifier qu'une augmentation de l'IDE améliore les conditions de vie au Cameroun. Le PNUD a développé depuis les années 1990, un indicateur composite du niveau de vie qui permet de voir si les conditions de vie dans un pays se sont améliorées d'une année à l'autre et donc de voir si la pauvreté a diminué. Cet indicateur est appelé Indice de Développement Humain (IDH).

Nous combinons ici l'IDH et l'IDE pour évaluer l'évolution conjointe des deux variables. De façons plus concrètes, une mesure du logarithme de l'IDH en fonction du logarithme de l'IDE permet d'obtenir l'élasticité de variation de l'IDH en fonction de l'IDE.

Dans l'équation ci-dessus, le coefficient (a) mesure la sensibilité de l'IDH (le niveau de vie au Cameroun) à une variation de l'IDE. Si l'IDE varie de 1%, l'IDH variera de a%.

L'estimation de cette équation par Eviews nous donne un coefficient (a) qui est positif et prend une valeur de 0.020381. Ce qui signifie qu'une augmentation de 1% de l'IDE aura pour effet d'améliorer à long terme la valeur de l'IDH de 0.020 soit 2% au Cameroun. Ceci est déjà visible sur l'évolution du graphique et explique donc la réduction de la pauvreté au Cameroun à partir d'un accroissement de la valeur de l'IDH.

En conclusion à cette deuxième partie nous pouvons dire que l'investissement en général et l'investissement direct étranger en particulier joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté en ce sens qu'il améliore le niveau de croissance et contribue à la réduction des inégalités à travers la construction des écoles et des centres de santé.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION GENERALE

La prééminence accordée à la croissance économique comme instrument de lutte contre la pauvreté par un courant d'économistes a conduit à négliger d'autres éléments tout aussi importants, relatifs aux questions d'inégalités au sens large (Lustig et al, 2002).

Notre étude consistait à mettre en évidence l'impact de l'investissement en particulier l'IDE (qui est un investissement impliquant une relation à long terme et témoignant de l'intérêt durable d'une entité résidente dans un pays à l'égard d'une entreprise résidente dans un autre pays) sur la réduction de la pauvreté au Cameroun. Etant donné que, d'après les ODM, un niveau de croissance élevé permettrait de réduire la pauvreté ; et que d'après les résultats des enquêtes menées auprès des ménages entre 1996 et 2001, la pauvreté a été réduite au Cameroun de 13 points. De plus, parmi les 13 personnes sorties de la pauvreté, la croissance a permis d'en sortir 12 et la redistribution des revenus un seul. Ce qui nous conduit aux deux objectifs spécifiques qui sont ceux de savoir quel est l'impact de l'IDE sur la croissance d'une part, et d'autre part celui de l'IDE sur la réduction des inégalités. De ces deux objectifs, découlent les hypothèses selon lesquelles, l'IDE favorise la croissance ainsi que la réduction des inégalités.

Les résultats obtenus aux termes des estimations faites à partir d'un modèle à correction d'erreurs mettant en évidence l'impact de l'IDE sur la croissance confirme notre hypothèse, à savoir que, l'investissement (FBCF et IDE) favorise la croissance économique au Cameroun.

Toutefois il est important de noter que, selon la théorie économique, l'IDE influence non seulement de façon positive la croissance économique dans le pays hôte et favorise, par ce canal la réduction de la pauvreté ; étant entendu que la croissance économique est fondamentalement déterminée par l'investissement dans le capital physique et le capital humain et, les emplois meilleurs. Plus nombreuses sont les conséquences d'une croissance rapide. Ceci à travers l'implantation des IDE dans les secteurs productifs afin d'améliorer la compétitivité du pays.

Concernant la seconde hypothèse (l'IDE réduit les inégalités), il ressort des analyses graphiques faites ainsi que des résultats de ECAM I ET II comparés à l'évolution de l'IDE

pendant la même période que l'IDE réduit les inégalités au Cameroun, pour ce qui est de l'accessibilité aux soins de santé et à l'éducation, ou encore des inégalités de revenus.

Nous pouvons donc conclure à partir de ce qui précède que, puisque les IDE ont un impact positif et significatif sur la croissance, et qu'ils réduisent dans le même temps les inégalités, les IDE permettent de réduire la pauvreté au Cameroun, tout dépend des zones (urbaine ou rurale) d'implantation de ces derniers.

En somme, la croissance est autant bénéfique au milieu urbain qu'au milieu rural mais, les fortes inégalités existant en milieu urbain font jouer à la redistribution un rôle très important dans la lutte contre la pauvreté (INS, 2002).

Les gouvernements à travers le monde ont un objectif commun, celui d'augmenter les entrées d'investissements étrangers directs. Ils se demandent aussi ce qu'ils doivent faire pour stimuler l'épargne intérieure et accroître l'investissement des entreprises nationales. Mais dans le cadre du Cameroun et en fonction de l'objectif à atteindre (réduire la pauvreté), la question est celle de savoir comment mobiliser l'investissement étranger direct et s'assurer qu'il profite au Développement. La réponse à cette question fera l'objet des recommandations de politique économique au Cameroun. Il y a de ce fait deux principaux enjeux pour le gouvernement camerounais :

- Attirer les flux d'investissement étranger direct.
- S'assurer que ces flux profitent au développement en même temps de façon directe et indirecte.

S'agissant du premier enjeu qui est celui de l'attractivité des IDE, les efforts commencent par une réforme générale. Le pays doit élaborer, adopter et appliquer des méthodes qui favorisent l'instauration d'un climat propice aux affaires et à l'investissement. Parmi ces réformes, nous pouvons dire que, dans le cadre stratégique de l'investissement, il serait nécessaire de s'assurer que les politiques sont transparentes et claires, de savoir quels sont les secteurs non accessibles à l'IDE, que les bénéficiaires peuvent être rapatriés librement, que les mesures incitatives à l'investissement (que se soit étranger ou national) sont appliquées, que le gouvernement respecte ses propres lignes de conduite, faire en sorte que les programmes de privatisation se fassent sans heurts. Pour ce qui est de l'environnement politique et administratif, le régime politique doit être non seulement stable mais prévisible d'une part, le

climat d'investissement privé national doit être favorable, et les problèmes de corruption résolus. Concernant maintenant l'environnement économique, le gouvernement camerounais doit s'assurer qu'il existe de bons résultats en ce qui concerne la croissance du PIB, l'inflation, et les niveaux de la dette intérieure et de la dette extérieure. Le gouvernement devrait également s'assurer que les réformes qu'il applique sont crédibles, et agrandir la taille du marché.

S'agissant du second enjeu qui est celui de s'assurer que les IDE profitent au développement, les secteurs prioritaires d'une réforme générale devraient être définis par le gouvernement camerounais dans le but d'orienter les IDE dans les secteurs favorisant la croissance. Pour cela :

- Au niveau interne, il faudrait renforcer la réglementation du secteur bancaire et négocier des ententes commerciales ainsi que des traités multilatéraux, régionaux et bilatéraux sur l'investissement (environnement économique), moderniser les lois sur la propriété intellectuelle (environnement juridique), ouvrir les secteurs restants à l'investissement (environnement industriel), encourager le retour des nationaux qualifiés à l'étranger, promouvoir la participation du secteur privé aux institutions de formation, libéraliser les marchés du travail, encourager la Recherche et Développement (Main d'œuvre).
- Au niveau de la périphérie, le gouvernement doit libéraliser et rationaliser les lois sur l'investissement, et s'assurer que ces lois ne sont pas discriminatoires (cadre de l'investisseur), poursuivre les privatisations (environnement économique), assouplir le cadre réglementaire de certaines industries (environnement industriel), renforcer l'enseignement primaire et secondaire, renforcer les soins de santé primaire et secondaire (main d'œuvre).

Le gouvernement doit en outre dispenser une éducation de base universelle, dispenser des soins de base universelle. Ce serait la mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures, ajoutées à celles déjà prises qui encourageraient les investissements étrangers et amélioreraient les conditions de vie des populations au Cameroun.

Cette analyse nous conduit à affirmer que la croissance ne suffit pas pour la réduction de la pauvreté ; elle en est une condition nécessaire mais doit s'accompagner de la mise en place des politiques de réduction des inégalités présentes et futures.

Il serait d'ailleurs judicieux que les travaux ultérieurs aillent dans cette voie, en évaluant précisément l'impact sur la pauvreté des mesures bénéficiant directement à des populations démunies, ciblées, comparées à celui des mesures indirectes agissant à travers la réduction des inégalités. Quoi qu'il en soit, nous considérons comme Maxwell (2001) que les résultats obtenus montrent la nécessité d'ajouter un Objectif de Développement du Millénaire qui concernerait la réduction des inégalités à la fois comme instrument de réduction de la pauvreté, mais aussi comme finalité du développement.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Références Bibliographiques

- Abessolo Y (2005)** « *Ouverture commerciale: Condition de la contribution effective du capital humain à la croissance économique des pays en développement* », Centre d'économie du développement IFRéDE-GRES-University Bordeaux IV DT/109/2005
- Abramovitz, M (1986)**, "*Catching U P, forging Ahead and Falling behind*", Journal of Economic History 66 pp 385-406
- Azariadis C et Drazen A (1990)** "*Thresholds in Economic Development*", Quarterly Journal of Economics, n° 101, pp 501-526
- Bako-Arifari N., Le Meur P-Y. (2001)**, « *Les dynamiques locales face aux interventions de développement* », In G. Winter, dir., Inégalités et politiques publiques en Afrique ; pluralité des normes et jeux d'acteurs, Karthala-IRD, Paris.
- Balasubramanyam, V; Salisu, M and Sapsford, D (1996)**, "*Foreign Direct investment and Growth: New Hypotheses and Evidence*", Discussion paper EC7/96, Department of Economics, Lancaster University.
- Banque Mondiale (1999)**, "*Aid What Works, What Doesn't, and Why,*" Oxford University Press, Washington, D.C. USA.
- Banque Mondiale (2001)**, « *Rapport sur le Développement dans le Monde 2000/2001 : Combattre la pauvreté* », Editions Eska, Paris (version anglaise publiée en 2000 par Oxford University Press, New York
- Banque Mondiale (2001a)**, "*poverty Réduction Strategy Sourcebook :Chapters and Related Materials*" disponible sur le site de la Banque Mondiale www.worldbank.org/poverty/strategies, Avril
- Banque Mondiale (2001b)**, "*Combattre la pauvreté* », Rapport sur le Développement dans le Monde 200/2001, édition Eska pour la Banque Mondiale, Paris
- Banque Mondiale (2001c)**, *Forum Africain sur les Stratégies de Réduction de la pauvreté;* version anglaise disponible sur le site www.worldbank.org/poverty/strategies
- Baye, M.F. (1997)** *Inequality and the Degree of poverty Among the Public Sector Workers in Cameroon.* Paper presented in the Seminar on Macroeconomic Management and Poverty Alleviation, Organized by the University of Yaounde II, in Yaounde on the 9th and 10th of September 1997
- Becker G. S (1964)**, "*Human Capital: A theoretical and Empirical Analysis*", New York, National Bureau of Economic Research

- Benhabib, J and Spiegel, M (1994)**, “*The Role of Human Capital in Economic Development. Evidence from Aggregate and Cross. Country Data*”, *Journal of Monetary Economics*, 10, pp 143-73
- Bhagwati, J (1978)**, « *Anatomy and consequences of Exchange Rate Regime* », Vol1, *Studies in International Economic Relation*, n° 10, New York: NBER
- Biroa et Debels (2003)**, « *IDE et contexte national* », *Mission économique de Yaoundé*
- Blomstrom, M; Lipsey. R and Zejan. M (2000)**, “*Foreign Direct Investment, Firm and Host Country characteristic*” Macmillan Press, London
- Blomstrom, Magnus, and Kokko (1996)** “*The impact of Foreign Investment on Host Countries: A Review of the Empirical Evidence.*” Policy Research working paper 1745. Washington DC: World Bank.
- Borensztein .E, J. De Gregorio, and Jong-Wha (1998)** “*How does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth?*” *journal of international Economics*, 45: 115-135
- Buckley, P and Casson, M (1981)**, “*The optimum timing of Foreign Investment*”, *Economic Journal*, 91 pp 75-87
- Cling, J; De Vreyer; Razafindrakoto, M; Roubaud, F (2002)**, *Les Nouvelles Stratégies Internationales de Lutte Contre la Pauvreté*, *Economica*, DIAL 49, Rue, 75015 Paris
- Cling, J; De Vreyer; Razafindrak, M; Roubaud, F (2004)**, « *La Croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté: le rôle des inégalités* »
- Cogneau D., Guénard C. (2002)**, « *Les inégalités et la croissance : une relation introuvable ?* », Document de travail DIAL, n° 2002-01, Paris
- CNUCED (1995)**, « *Les investissements étrangers directs en Afrique* », Nations Unies, Genève et New York.
- CNUCED (1997)**, « *Rapport sur l'investissement dans le monde. Les sociétés transnationales, la structure des marchés et la politique de la concurrence* ». Vue d'ensemble. » Nations Unies, New-York et Genève
- Collier, P. and J. W. Gunning (1999)**, “*Why Has Africa Grown Slowly?*” *Journal of Economic Perspectives*, 13 (3), pp 3-22.
- De Mello (1997)** « *Foreign Direct Investment in developing countries and Growth: A selective Survey*”, the *journal of development studies*, vol. 34.No1, October 1997, pp 1-34, published by Frank Cass. London
- De Janvry, A et Sadoulet, E (2003)**, « *Comment rendre l'aide plus efficace* », *Revue d'économie du développement*, ISSN 1245-4060, n°4 pp 63-76, Paris France

- DIAL (2000)**, « *Etude de la Pauvreté urbaine en Afrique de l'Ouest, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal* » Rapport réalisé pour la Banque Mondiale, Paris
- Dupuch S. et Milan C (2001)** « *Les déterminants des investissements directs Européens dans les pays d'Europe Centrale et Orientale* », Centre d'Economie de l'Université Paris Nord (CEPN) CNRS UMR 21-48
- Fambon S. (1997)**, « *Réflexion sur quelques indices de la pauvreté, papier présenté au Séminaire sur la gestion macroéconomique et la lutte contre la pauvreté* », organisé par l'Université de Yaoundé II, 9-10 septembre
- Faouzi (2004)**, « *Risque Pays, IDE et crise Financière Internationale : Evaluation empirique* », Document de recherche du Laboratoire d'Orléans 2004-12
- Freeman, R ; Oostendop, B ; and Rama, M, (2001), « *Globalization and Wages* », Work in progress quoted in Rama (2001), « *Globalization and Workers in Developing countries* », mimeo world Bank
- Grossman, G and Helpman, E (1991)**, « *Innovation and Growth in the Global Economy* », Cambridge M. A: The MIT press
- Guntlach, E (1995)**, « *The Role of Human Capital in Economic Growth: New Results and Alternative Interpretations* », *Weltwirtschaftliches Archiv*, 131, pp 383-402
- Henner H (1997)**, « *Mondialisation, développement et croissance endogène* », *Monde en Développement*, tome 25, n° 98, p :23-28
- **(2002)** « *Croissance et pauvreté* », document de travail de la série Etude et Documents, E 2002-08
- Inack Inack, S et al (1992)** « *Pauvreté et marché du travail à Yaoundé* », BIT, Genève
- INS (2000)** Document stratégique de réduction de la pauvreté : pp 8-12
- ___ **(2002)**, « *Evolution de la pauvreté au Cameroun entre 1996 et 2001* »
- ___ **(2004)**, *Valeurs des indicateurs proposés pour les dernières années.*
- Kamgnia Dia B. & Touna Mama (2002)**: « *le Comportement d'Investissement Privé au Cameroun : Un Resserrement de la contrainte Financière ?* » Université de Yaoundé II.
- Keng Tchi J, (2005)**, « *Impact de la Globalisation sur les économies des pays de l'Océan Indien* », Working paper
- Khan S et Bamou L (1997)**, *An analysis of Foreign Direct Investment Flows to Cameroon*, a Draft report for the AERC/IMF Special Workshop on Foreign Direct Investment in Africa.
- Klein M, Carl A and Hadjimichael B (2001)** « *Foreign Direct Investment and poverty Reduction* »

- Lachauf, J.P (1993)**, « *Pauvreté et marché du travail en Afrique au Sud du Sahara : analyse comparative* », institut international d'études sociales
- Levin. H. M (1991)** *The Economics of Educational Choice Economic of Educational Review*
- Ahmed. S ; Albertini. J M (2002)**, Lexique d'économie 7^{ème} édition
- Lin, A (1995)**, "Trade Effects of Foreign direct Investment: Evidence for Taiwan with four Asean Countries", Welt Wirtschaftliches Archiv, 131 pp 737-47
- Lindert H et Pugel T (1997), Economie Internationale 10^{ème} édition, Economica, pp 821-843
- Lucas R. E (1988), "On the Mechanics of Economic Development", Journal of nonatar Economics, n^o 22, pp 3-42
- Lustig, N; Arias, O; Rigolini, J (2002)**, « *Poverty Reduction and economic Growth : A two-way causality* », Mimeo Inter-American development Bank, Washington D.C
- Lynch, S.G, (1991)** "Income Distribution, Poverty and Consumer Prefence in Cameroon" Cornell Food and Nutrition Policy program, Washington D,C.
- Maxwell, S (2001)**, "Innovative and important, yes, but also instrumental and incomplete: The treatment of redistribution in the New Poverty Agenda", Journal of International Development, 13: 331-41
- Michael K, et Seema J (2002)** "La dette Odieuse", Finance et Développement, juin, p 36-39
- Mouamba (2000)**, « *Mondialisation, l'Afrique (CEMAC) doit-elle en avoir peur ?* »
- Nadeem U, Mathieson D et Mark N (1997)**, « *Agence de notation du risque-pays* », Finance et Développement, n^o2, pp 10-13
- Ndefo (2003)** « *Impact des IDE sur la croissance : Quelques résultats sur les pays africains au Sud du Sahara* »
- Njinkeu D ; Kobou G ; et Noumba I (1997)**, *Structural Adjustment and Poverty in Cameroon : A labour market Analysis*, Final Report submitted to ICEG, Nairobi
- Norro M, (1998)**, Economie Africaine, Analyse économique de l'Afrique subsaharienne, 2^{ème} édition
- Noumba, I. (2001)** : « *Le Marché du travail au Cameroun* » GRAPES. Yaoundé II.
- Perrin S, et Sachwald F, (2004)**, « *FDI and Development : The policy Issues Ahead* » in Foreign Direct Investment in Developing Countries : Leveraging the role of multinationals, edicted bye Serge Perrin and Frederique Sachwald, AFD
- Pfeffermayr, M (1994)**, "Foreign Direct Investment and Exports: A Time series approach", Applied Economics, 26 pp 337-51

- PNUD-Cameroun (1993, 1996, 1998)**, Rapport sur le Développement Humain au Cameroun, Yaoundé.
- Ponty H (1998)**, « *Mesurer la pauvreté dans un pays en développement* », Stateco, n° 90-91, Août-Décembre
- Ravallion, M (1994)** “*Measuring Social Welfare With and Without Poverty Lines*”. American Economic Association Paper and proceedings 84 (2): 359-363
- Romer (1990)** “*Human Capital and Growth: theory and Evidence*”, Carnegie-Rochester conference Series on public, Stanford, California, Stanford university
- Romer, P (1990)**, “*Endogenous Technological Change*”, *journal of political Economy*, 98 pp 571-5102
- Saravanamutto N (2001)**, « *Investissement étranger direct et réduction de la pauvreté dans les pays en développement* »
- Savado, K. et S. Larivière (1992)**, “*Ajustement structurel et performance agricole : quelques leçons de l’expérience d’auto ajustement au Burkina Faso*” in Food and Agricultural Policies under Structural Adjustment. Proceedings of 29th seminar of the European Association of Agricultural Economists, Hohenheim, 1992, Heidhues/Knerr (Eds).
- Schultz W (1963)**, *the Economic Value of Education*, New York, Columbia University Press
- Sen A. K (1981)**, « *Poverty and Famines: An essay on Entitlement and deprivation* », Clarendon Press, Oxford
- Touna M et Atala E (1998)**, « *l’Evaluation de la contribution de l’éducation à la croissance économique au Cameroun* » Numéro 002, décembre 1998
- Touna, M et Tsafack, R. (2000)** : « *L’économie Camerounaise : de la crise à la reprise* » L’Harmattan, Paris, Septembre.
- Touna, M et Tsafack, R. (2000)** : « *Ajustement Structurel et Désindustrialisation au Cameroun* ».
- UNDP (1990)**, Human Development Report. New York, United Nations
- Velde Te; Morrissey, O (2004)**, “*Foreign Direct Investment, Skills and Wages Inequality in East Asia*”, Paper Presented at DESG Nottingham 2002, forthcoming in journal of Asia and Pacific Economies 9(3), October
- Wilhelms (1998)** « *l’Investissement direct étranger et ses déterminants dans les économies naissantes* », Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington D.C

World Bank (2000) « *Foreign Direct Investment and Environment in Central and Eastern Europe : A Survey* », World Bank Internal Documents. Washington, DC: World Bank, Environment Division

Zeufack,A. (1996) : « *Les déterminants de la demande d'investissement privé Dans les PVD : Cas du Cameroun* » Clermont Ferrand, CERDI.(Mémoire , Magistère de développement économique).

Zeufack A. (1996) : « *Investissement Privé et Ajustement en Afrique Subsaharienne : Modelisations et Estimation Econometriques sur Données de Panel des Secteurs Manufacturiers du Cameroun et de la Côte d'Ivoire* ». Thèse Nouveau Régime.

Zeufack A. (2004) : « *l'Investissement : Théories et Evidences* ».

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexes :

ANNEXE 1 : Tableau récapitulatif des données utilisées dans le chapitre 2

Year	FBCF	PIB	DEXT	G	TIDE
1973	74,70000	423,8000	58,99877	5,355683	0,74700594
1974	99,20000	519,3000	77,57911	10,734264	4,97313035
1975	100,30000	612,3000	94,34054	11,245056	6,02786561
1976	118,80000	692,5000	145,71201	-5,495140	3,69142033
1977	330,89999	834,0000	273,12211	13,739873	2,15537879
1978	474,70000	1052,2000	347,53259	22,003009	9,66323613
1979	511,20000	1259,1000	465,69022	6,035113	13,4545085
1980	282,40000	1410,2000	546,77036	-1,965288	27,1548063
1981	441,40000	1796,4000	722,12634	17,082683	31,8519564
1982	447,40000	2172,5000	924,76372	7,516201	33,0492112
1983	552,70000	2618,0000	1107,07305	6,866832	75,8249027
1984	619,20000	3195,0000	1267,52390	7,474566	7,24846518
1985	659,90000	3838,8670	1422,72595	8,063171	148,971093
1986	1018,15400	4106,1686	1435,57649	6,771661	-35,0648669
1987	962,30000	3921,9000	1400,89108	-2,146652	36,9477089
1988	757,50000	3644,4880	1418,44257	-7,823632	26,9545277
1989	638,20900	3513,1000	1730,52432	-1,819124	-27,0261337
1990	581,20000	3352,8000	1812,54837	-6,105698	-33,9141093
1991	556,00000	3340,2000	1941,34690	-3,808599	-3,89508353
1992	457,10000	3195,3000	1960,83686	-3,100000	8,18710257
1993	521,23000	3155,4000	2087,07811	-3,200000	1,3533731
1994	524,10000	3416,3000	4583,04820	-2,500000	-3,90904268
1995	599,10000	4130,0000	4704,62366	3,300000	3,78600448
1996	702,00000	4570,7000	4922,10633	5,000000	17,5635136
1997	798,10000	4932,3000	5469,44895	5,100000	24,3496721
1998	917,70000	5240,0671	5874,20881	5,039253	30,1045438
1999	1010,45000	5530,8900	5834,24183	4,393808	23,5386117
2000	958,60000	5827,9000	6604,93270	4,200000	20,6082447
2001	1124,60000	6320,4000	6133,33319	5,300000	49,5127968
2002	1230,60000	6641,9000	5926,14220	4,400000	63,1948449

Sources : - Statistiques de la BM (World Development Indicator, CD-Rom, 2004)
 - INS (Annuaire statistiques : 1983 – 2000)

ANNEXE 2: Johansen Cointegration Test Summary

Date: 06/15/05 Time: 22:51

Sample: 1973 2002

Included observations: 28

Series: G X1 X2 TIDE

Lags interval: 1 to 1

Data Trend:	None	None	Linear	Linear	Quadratic

Rank or No. of CEs	No Intercept No Trend	Intercept No Trend	Intercept No Trend	Intercept Trend	Intercept Trend
Log Likelihood by Model and Rank					
0	-122.4385	-122.4385	-120.9007	-120.9007	-120.3064
1	-110.2261	-106.7874	-105.4300	-102.8231	-102.2291
2	-105.6312	-99.91900	-98.84406	-93.60734	-93.01343
3	-103.4534	-95.37106	-94.29731	-88.15498	-87.75308
4	-103.4532	-93.27113	-93.27113	-86.05737	-86.05737
Akaike Information Criteria by Model and Rank					
0	9.888461	9.888461	10.06433	10.06433	10.30760
1	9.587577	9.413385	9.530713	9.415934	9.587792
2	9.830800	9.565643	9.631719	9.400524	9.500960
3	10.24667	9.883647	9.878379	9.653927	9.696649
4	10.81809	10.37651	10.37651	10.14695	10.14695
Schwarz Criteria by Model and Rank					
0	10.64972	10.64972	11.01591	11.01591	11.44949
1	10.72947	10.60285	10.86292	10.79572	11.11031
2	11.35332	11.18332	11.34455	11.20852	11.40411
3	12.14982	11.92953	11.97184	11.89013	11.98043
4	13.10186	12.85060	12.85060	12.81136	12.81136
L.R. Test:	Rank = 0	Rank = 1	Rank = 1	Rank = 1	Rank = 1

ANNEXE 3 : Modèles à correction d'erreurs sur les équations des modèles

Date: 06/15/05 Time: 22:47
 Sample(adjusted): 1975 2002
 Included observations: 28 after adjusting endpoints
 Standard errors & t-statistics in parentheses

Cointegrating Eq:	CointEq1			
G(-1)	1.000000			
X1(-1)	-48.14787 (8.72839) (-5.51624)			
X2(-1)	-4.412101 (1.86001) (-2.37209)			
TIDE(-1)	-0.648161 (0.10155) (-6.38269)			
C	13.90122			
Error Correction:	D(G)	D(X1)	D(X2)	D(TIDE)
CointEq1	-0.733662 (0.34770) (-2.11002)	0.000384 (0.00330) (0.11630)	0.004080 (0.00706) (0.57776)	0.913578 (0.40643) (2.24780)
D(G(-1))	0.068918 (0.26241) (0.26263)	-0.001178 (0.00249) (-0.47269)	-0.004865 (0.00533) (-0.91292)	-0.526401 (0.30674) (-1.71614)
D(X1(-1))	-20.25866 (27.7821) (-0.72920)	0.148806 (0.26387) (0.56394)	0.443784 (0.56422) (0.78654)	29.33074 (32.4745) (0.90319)
D(X2(-1))	-10.74714 (19.7280) (-0.54477)	0.008298 (0.18737) (0.04429)	0.203076 (0.40065) (0.50686)	25.03129 (23.0601) (1.08548)
D(TIDE(-1))	-0.042989 (0.24042) (-0.17881)	5.90E-05 (0.00228) (0.02586)	-0.004663 (0.00488) (-0.95512)	-0.361170 (0.28103) (-1.28519)
C	0.085134 (1.54712) (0.05503)	-0.000450 (0.01469) (-0.03065)	0.019487 (0.03142) (0.62021)	-1.337075 (1.80843) (-0.73936)
R-squared	0.273959	0.016103	0.108127	0.342286
Adj. R-squared	0.108950	-0.207510	-0.094571	0.192806
Sum sq. resids	1237.860	0.111664	0.510557	1691.328
S.E. equation	7.501090	0.071243	0.152339	8.768041
Log likelihood	-92.77536	37.61227	16.33214	-97.14519
Akaike AIC	7.055383	-2.258019	-0.738010	7.367513
Schwarz SC	7.340855	-1.972547	-0.452537	7.652986

Mean dependent	-0.226224	-0.000205	0.026530	-0.515438
S.D. dependent	7.946454	0.064833	0.145609	9.759185
Determinant Residual Covariance	0.021910			

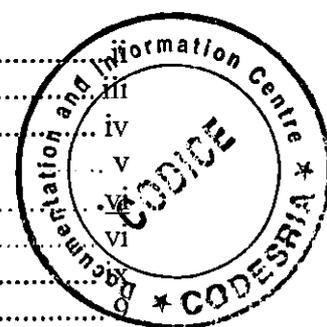
Log Likelihood	-105.4300
Akaike Information Criteria	9.530713
Schwarz Criteria	10.86292

ANNEXE 4 : distribution sectorielle des IDE au Cameroun (1992/93 à 2001/002)

période	secteur primaire			secteur secondaire		secteur tertiaire	
	forestier	extractive	total	énergie	total	transport	total
92/93	2,39	35,42	37,89	19,15	39,28	7,38	22,83
93/94	4,61	25,69	30,58	13,43	40,16	13,8	29,26
94/95	5,29	21,74	27,52	11,52	38,52	24,27	33,96
96/97	4,32	10,54	15,37	15,76	51,93	15,96	32,7
97/98	5,73	20,72	26,66	13,69	37,42	26,29	35,92
98/99	2,05	10,08	12,52	4,75	42,43	36,4	45,06
99/00	2,28	10,38	13,1	4,04	25,66	51,89	61,24
00/01	1,79	20,61	22,75	1,62	15,12	53,5	62,14
00/02	0,89	3,77	4,78	2,59	10,86	79,85	84,3

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	
DEDICACES	
REMERCIEMENTS	
LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS	
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	
RESUME	
ABSTRACT	
INTRODUCTION GENERALE.....	
Première partie :	19
Les Stratégies de Réduction de la Pauvreté : la place de l'investissement.....	19
Chapitre I : Analyse de la pauvreté au Cameroun.....	21
Section 1 : problématique et Caractéristiques de la pauvreté.....	21
1-1-Problématique de la pauvreté.....	21
1-2- Revue de la littérature sur la pauvreté au Cameroun.....	22
1-3- Dimension économique de la pauvreté: les différentes approches.....	27
1-3-1- La pauvreté Monétaire ou "de revenus".....	27
1-3-2- L'approche par les conditions de vie ou "d'existence".....	27
1-3-3- La pauvreté des potentialités ou "de capacité".....	28
1-3-4- Pauvreté absolue / pauvreté relative.....	28
1-3-5- Les approches subjectives.....	29
1-3-6- Articulation des diverses formes de pauvreté.....	29
1-4- Dimensions sociale et politique de la pauvreté.....	29
1-5- la prise en compte des inégalités.....	30
1-5-1- l'inégalité monétaire.....	30
1-5-2- l'inégalité des conditions de vie.....	30
1-5-3- l'inégalité des potentialités.....	30
Section 2: Approches méthodologique des enquêtes ECAM I et ECAM II.....	31
2-1- Comparabilité des éléments des enquêtes ECAM I et ECAM II.....	31
2-2- Construction de l'indicateur du niveau de vie et du seuil de pauvreté.....	31
2-3- Evolution de la pauvreté monétaire au Cameroun.....	32
2-3-1- Evolution des revenus des ménages.....	33
2-3-2- Evolution des indicateurs de pauvreté monétaire.....	34
2-1- Suivant le milieu de résidence.....	34
2-2- Suivant la zone géographique.....	35
2-3- Suivant le sexe.....	36
Chapitre II : Les stratégies de réduction de la pauvreté.....	38
Section 1: Le DSRP et les ODM.....	37
1-1- Le DSRP: Une approche Nationale.....	37
1-2-1- Elaboration, mise en œuvre et contenu du DSRP.....	37
1-2-2- Contexte et caractéristiques du DSRP du Cameroun.....	39
1-2-3- Les politiques de l'éducation et de la santé.....	43
1-2- Les ODM: une approche internationale.....	44
Section 2 : Le rôle de l'investissement dans la réduction de la Pauvreté....	48
I- IDE et théorie de la croissance.....	47
1-1- Généralités.....	47
1-2- Croissance et théorie du capital humain.....	48
II- IDE et croissance dans le pays hôte.....	49



2-1- Transfert international de "meilleures technologies" et accélération de la croissance.	49
2-2- IDE, le mécanisme clé de transmission des "meilleures technologies" au delà des frontières.	51
2-3- Le rôle de l'IDE dans la diffusion domestique des "meilleures pratiques".	52
Deuxième partie: Investissement et Réduction de la pauvreté.	54
Investissements et croissance économique.	56
Section 1 : Evolution de l'investissement privé : La FBCF et Les flux d'IDE	56
I. Le faible dynamisme de la FBCF au Cameroun.	58
1-1. Volume de la FBCF entre 1960 et 2002.	58
1-2. Le flux de l'IDE.	59
II. l'investissement en situation d'instabilité politique au Cameroun.	60
2-1. Période relativement prospère : 1960-1985.	60
2-2. Période de crise économique et crise démocratique: 1986 - 2002.	61
2-3. Répartition sectorielle de l'IDE au Cameroun	62
2.4. Les sources géographiques de l'IDE au Cameroun	64
III. faible investissement et faible croissance au Cameroun	65
3-1. La FBCF et la croissance au Cameroun.	65
3-2. Le flux d'IDE et la croissance économique entre 1960-2002.	68
Section 2 : Analyse Théorique de l'impact des IDE sur la croissance	69
2-1- IDE et pauvreté.	69
2-1-1-IDE, croissance et réduction de la pauvreté.	69
2.1.2. IDE et qualité de la croissance	71
2.1.3. Nécessité de l'IDE pour les Pays en voie de développement (PED)	72
2.1.4. Liens entre croissance et pauvreté.	72
2-2-La lutte contre les inégalités: un instrument pour réduire la pauvreté dans le DSRP	73
2-3-Le renforcement des ressources Humaines et du secteur rural	74
2.3.1.L'éducation, la formation, et la réduction de la pauvreté.	75
2-3-2-La santé et la réduction de la pauvreté.	76
2-3-3- Les services d'infrastructure de base.	77
CHAPITRE IV.	81
Investissement : UN OUTIL DE REDUCTION DE LA PAUVRETE	79
Section 1: Etude empirique de la relation entre IDE FBCF et croissance au Cameroun.	79
1.1. Présentation des variables et anticipation des signes	79
1.1.1. Le ratio DEXT/PIB (X2)	80
1.1.2. Le ratio FBCF/PIB (X1)	80
1.1.3. Le taux de croissance annuelle de l'IDE (TIDE)	80
1.2 Tests économétriques, interprétation et analyse des résultats	81
1.2.1. Le test de stationnarité.	81
1.2.2 Le test de cointégration.	84
1.2.3 Estimation du modèle	84
1.3. Interprétation des résultats et analyse de la relation empirique entre IDE et Pauvreté	85
1.3.1. Interprétation des résultats	85
1.3.2. Analyse de la relation entre IDE et pauvreté au Cameroun.	85
Section 2: Investissement et réduction des inégalités au Cameroun.	87
2.1.IDE, éducation, santé et réduction des inégalités.	89
2.1.1. IDE et éducation.	87
• Analyse graphique	87
2.1.2. IDE et santé.	94

• Analyse graphique.....	94
2-2- Relation empirique entre IDE et IDH au Cameroun entre 1990 et 2005.....	93
CONCLUSION GENERALE	96
Références Bibliographiques	102
ANNEXE 1 : Tableau récapitulatif des données utilisées dans le chapitre 2.....	108
ANNEXE 2: Johansen Cointegration Test Summary.....	109
ANNEXE 2: Johansen Cointegration Test Summary.....	110
ANNEXE 3 : Modèles à correction d'erreurs sur les équations des modèles.....	111
ANNEXE 4 : distribution sectorielle des IDE au Cameroun (1992/93 à 2001/002)	112
TABLE DES MATIERES	113

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE